

4
RAPPORT GÉNÉRAL
DU

Ministre des Travaux publics
et du Travail

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 JUIN

1915

Imprimé par ordre de la Législature



QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR C. J. MARS
IMPRIMERIE

A L'HONORABLE PIERRE-ÉVARISTE LeBLANC,

LIEUTENANT-GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

En conformité des articles 2363 et 2375 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport général sur le fonctionnement du département des Travaux publics et du Travail pendant l'année financière 1914-1915. Vous y trouverez les rapports spéciaux des chefs des différents services relatifs à la construction et à l'entretien des édifices du gouvernement, aux chemins de fer, à l'inspection des établissements industriels et des édifices publics et à l'exécution de la loi des différends industriels, à la construction des ponts métalliques, au fonctionnement des bureaux de placement provinciaux, à l'inspection des hôtels, à la comptabilité du département, etc.

TRAVAUX PUBLICS

Les travaux de la nouvelle Bibliothèque sont aujourd'hui terminés, moins certaines parties en marbre des colonnes, pour la raison qu'en donne l'architecte dans son rapport. Tous les livres de l'ancienne bibliothèque sont maintenant transportés et placés dans le nouvel édifice. Cette bibliothèque, d'un genre moderne, est divisée de façon à rendre facile le classement et la recherche des volumes. Les départements de la Voirie et du Procureur-général, les bureaux de l'Instruction publique et du Conseil exécutif, ont été déménagés dans les parties de cet édifice qui leur étaient destinées.

Le rapport de l'architecte énumère tous les ouvrages de construction, de réparation ou de restauration qui ont été exécutés dans le cours de l'année à l'Hôtel du Parlement, ainsi qu'aux autres édifices de la province appartenant au gouvernement.

L'appendice N° 1, publié à la fin de ce rapport, est l'acte d'achat par le gouvernement des propriétés désignées sous les lots Nos 116, 119 et partie de 10, quartier est, de la cité de Montréal.

L'appendice N° 2, est l'acte d'achat d'une propriété dans le quartier Montclair, Québec.

L'Appendice N° 3, est l'acte de cession par le gouvernement d'une nouvelle parcelle de terrain formant partie du domaine de Spencer Wood, aux commissaires du chemin de fer Transcontinental.

CHEMINS DE FER

Le rapport du directeur des chemins de fer ne constate rien de particulier touchant la construction des voies ferrées, sinon que la compagnie du Québec Central est à compléter le prolongement de sa ligne sur une distance de 25 milles dans les comtés de Dorchester et de Bellechasse, et qu'une somme de \$8,000.00 a été payée à la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord.

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES ÉDIFICES PUBLICS

Je me permets de signaler à Votre Honneur le rapport très complet que m'adresse M. Louis Guyon, inspecteur en chef des établissements industriels et des édifices publics dans notre Province. Le département de l'inspection, organisé en 1888 avec trois inspecteurs, compte aujourd'hui trente-six employés réguliers, en y comprenant les officiers du Bureau de Placement et le Bureau des Examineurs des Ingénieurs stationnaires. Ces chiffres démontrent les progrès réalisés dans les diverses branches de l'industrie et du commerce depuis ces 25 dernières années, et les services que ces différents officiers sont appelés à rendre, tant aux employeurs qu'aux employés. Nos ingénieurs constatent avec regret, cependant, la dépression causée depuis au-delà d'un an dans un grand nombre de manufactures.

BUREAUX DE PLACEMENT PROVINCIAUX

Nos bureaux de placement provinciaux continuent à rendre de bons services à tous ceux qui veulent bien y avoir recours. Les malheureuses circonstances que nous traversons expliquent pourquoi le chiffre des placements n'est pas aussi considérable cette année que l'an dernier. La guerre a ralenti ou arrêté bien des travaux.

DIFFÉRENDIS INDUSTRIELS

Le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, M. Félix Marois, fait rapport que les différends entre les patrons et les ouvriers ont été peu nombreux durant l'année qui vient de s'écouler. Dans l'industrie de la chaussure, il est intervenu dans deux différends seulement; l'un a été presque aussitôt réglé à l'amiable; l'autre s'est résolu de lui-même, par suite de circonstances indépendantes de son intervention.

Il y a eu aussi la grève des employés de la fabrique de papier à Donnacona, laquelle, après deux mois de chômage, s'est terminée conformément aux conditions de la Compagnie, qui a fait de son établissement un atelier libre.

CONSTRUCTION DES PONTS MÉTALLIQUES

Touchant la construction des ponts métalliques, je n'ai qu'un regret à exprimer: celui de n'avoir pu me rendre à toutes les demandes qui m'ont été adressées. Ces demandes ont été nombreuses et, proportion gardée, nombreux aussi les ponts construits dans le cours de l'année, tel qu'on peut s'en rendre compte par la lecture du rapport de l'ingénieur. Ce rapport énumère les ponts construits et ceux en voie de construction, etc., et les gravures insérées à la fin du volume indiquent le genre et les travées d'un certain nombre de ces ponts.

Nombre de ponts construits au 30 juin 1915.....	322
Nombre de ponts en construction.....	45
Coût des ponts construits, 30 juin, 1915.....	\$ 1,977,317.55
Coût des ponts en construction.....	512,928.33
Nombre de nouvelles demandes, au delà de.....	100
Projets de ponts préparés durant l'année.....	90
Projets de ponts à l'étude, au 30 juin, 1915.....	30

ABOLITION DES CHEMINS À BARRIÈRES ET DES PONTS DE PÉAGE

On ne peut que se féliciter des bons résultats obtenus jusqu'ici en vertu de la loi pourvoyant à l'abolition des chemins à barrières et des ponts de péage. Les municipalités se montrent heureuses de se prévaloir des avantages que leur offre cette loi pour faire disparaître ces obstacles à la libre circulation. La liste que contient la partie IX de ce rapport indique les chemins et ponts de péages rachetés jusqu'au 30 juin 1915.

Le nombre de ponts de péage abolis depuis la mise en vigueur de cette politique est de 14.

Le nombre de chemins à barrières est de huit, et forme une étendue de 34 milles 20 arpents.

Le montant total payé par le gouvernement tant pour l'abolition des ponts de péage que pour les chemins à barrières, est de \$372,670.03. Dans cette somme n'est pas compris le montant que le gouvernement sera appelé à payer à l'acquit de la cité, sur la rivière St-Maurice, conformément à la loi 5, Geo. V., ch. 10.

PRÉVENTION DES INCENDIES

Monsieur le Commissaire des incendies, dans son rapport du 30 mai 1914, exprimait l'opinion que lorsque la loi destinée à protéger les municipalités de village contre les incendies serait mieux connue, les demandes d'aides seraient plus nombreuses. Je constate dans le rapport qu'il me soumet cette année que ses prévisions se sont réalisées. Durant l'année qui vient de s'écouler, trente-six demandes ont été produites, soit vingt-deux de plus que durant l'année 1913-1914. Sept de ces demandes, toutefois, étant pour des municipalités de ville ou de paroisse, n'ont pas lieu d'être considérées, la loi ne s'appliquant qu'aux municipalités de village. De ces vingt-neuf requêtes sur lesquelles il a fallu prendre action, treize municipalités se sont jusqu'à présent conformées à la loi, de façon à pouvoir bénéficier de la subvention promise. Je prévois que la Législature sera appelée à augmenter le crédit mis à ma disposition, si elle veut donner à l'application de cette loi une aide plus efficace.

INSPECTION DES HÔTELS

Deux services nouveaux ont été créés dans mon département dans le cours de la présente année: celui de l'inspection des hôtels et celui de l'examen des ingénieurs stationnaires.

L'inspection des hôtels était demandée depuis plusieurs années, surtout par les voyageurs de commerce, et la loi adoptée créant cette inspection est assurément très appréciée du public. On pourra s'en convaincre par la lecture des intéressants rapports que me font les deux inspecteurs nommés pour les régions de Québec et de Montréal.

L'inspecteur pour la région de Québec, M. Riverin, mentionne que depuis le 12 janvier, date de son entrée en fonction il a visité au-delà de 300 hôtels et maisons de pension. M. Murray, qui est chargé de la division de Montréal, dit que dans la courte période que couvre son rapport, outre les améliorations générales qu'il a ordonnées pour la bonne tenue des hôtels, il a fait faire des améliorations pour un montant de \$9 654.00, a suggéré l'installation de 63 cabinets d'aisance, 44 chambres de bain et une meilleure ventilation dans 174 hôtels. Sur ce nombre 56 cabinets et 23 chambres de bain avaient été déjà installés à la date de son rapport.

EXAMINATEURS DES INGÉNIEURS STATIONNAIRES

La loi des ingénieurs stationnaires adoptée le 19 février 1914 a été mise en vigueur dans le cours de cette même année par la nomination de trois examinateurs, dont deux pour la région de Montréal et un pour celle de

Québec, assistés de M. Louis Guyon, inspecteur en chef, et de M. P. J. Jobin, inspecteur. Cette loi a pour but de former des ingénieurs compétents dans l'exercice de leurs fonctions. L'expansion de l'industrie dans la province rendait nécessaire l'organisation régulière et permanente d'un bureau d'examineurs. Le rapport que m'adresse M. Guyon sur le fonctionnement de cette loi fait voir tous les services qu'elle est destinée à rendre, tant aux ingénieurs qu'aux industriels eux-mêmes, car ceux-ci ayant à leur emploi des hommes compétents, leurs intérêts seront mieux protégés.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail.

Québec, 8 novembre, 1915.

PERSONNEL

DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL À QUÉBEC

(novembre 1915)

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU . . . ministre.
S. SYLVESTRE sous-ministre.
ALPHONSE GAGNON secrétaire.
EUGÈNE DES RIVIÈRES secrétaire particulier du ministre.
ELZÉAR CHAREST ingénieur, directeur des travaux pu-
bics.
LOUIS-A. VALLÉE ingénieur, directeur des chemins de
fer.
IVAN-E. VALLÉE 1er asst-ingénieur et asst-directeur
des chemins de fer.
F.-BENOIT PAINCHAUD 2nd-asst-ingénieur.
GEORGE SAINT-MICHEL, L.-P. VALLE-
RAND et JOSEPH PAQUET dessinateurs.
ELZÉAR THERRIEN sténographe et dactylographe.
ARTHUR GAGNON comptable.
J.-H. BRASSARD assistant-comptable.
F. GIBAUT teneur de livres.
J.-E. GARNEAU régistrai re.
J.-P. LEMIEUX assist-régistrai re.
J.-A. TAILLON, CLAUDE DÉNÉCHAUD
et ERNEST MACKAY commis.
JACQUES VÉZINA contremaître à l'Hôtel du Gouver-
nement.
ADÉLARD GAGNON électricien.
PIERRE FISET ingénieur des calorifères.
PHILIPPE LEFERRIÈRE ingénieur-mécanicien en chef.
JOACHIM FORTIER, ALPHONSE BLAN-
CHET et LOUIS LAVOIE messagers.

RAPPORT

DU

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

I

ÉDIFICES PUBLICS

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR-DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

Québec, 1er juillet, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon vingt-cinquième rapport annuel sur les différents travaux exécutés ou en voie d'exécution aux divers édifices de cette Province sous le contrôle immédiat du département des Travaux publics et du Travail, depuis le 1er juillet 1914 au 1er juillet 1915. Ces travaux ont été faits soit pour la construction de nouveaux édifices, soit pour des additions, des changements ou des réparations à des bâtisses déjà existantes.

HOTEL DU GOUVERNEMENT

(Edifices de la Législature et des départements publics.)

La nouvelle annexe érigée récemment et devant servir spécialement pour la Bibliothèque de la Législature est maintenant terminée, sauf cer-

taines parties en marbre des colonnes, qui n'ont pas été encore livrées par l'entrepreneur.

L'expédition de ce marbre, qui vient de Belgique, ayant été arrêtée depuis la déclaration de la guerre en Europe, a été la cause de ce retard. En attendant sa réception, l'installation des casiers en acier qui a été ordonnée est maintenant en cours d'exécution et sera bientôt terminée.

Les étages supérieurs de cette annexe, qui ont été terminés dans le cours de l'année, sont maintenant occupés, pour la plus grande partie. Le département de la Voirie est installé dans l'étage supérieur et occupe presque tout cet étage, qui est le troisième, en outre de quatre ou cinq pièces qu'il occupe au deuxième étage.

Dans ce deuxième étage, qui est destiné au département de l'Instruction publique, à part les quelques pièces ci-dessus mentionnées, occupées par la Voirie, le déménagement des bureaux est commencé et devra être terminé sous peu.

Le premier étage placé immédiatement au-dessus de la bibliothèque, est maintenant occupé par le département du Procureur général et le Conseil exécutif, dont le déménagement des différents bureaux de l'ancien édifice à la nouvelle annexe est complété.

Le déménagement de la Bibliothèque de l'édifice actuel à la nouvelle annexe devra se faire sous peu, car en attendant la réception du marbre qui manque, des travaux temporaires sont faits en vue de compléter cet étage, y compris l'installation des casiers en acier ci-dessus mentionnés.

La nouvelle bâtisse des pouvoirs (Café et Chaufferie) érigée dans la cour de l'Hôtel du Gouvernement est complétée maintenant à l'extérieur. Dans certaines pièces du sous-sol de cette bâtisse, devant servir comme laboratoire de chimie pour le département de la Voirie, des travaux sont maintenant en cours d'exécution pour l'installation de ce laboratoire.

Tous les bureaux, les corridors et autres pièces dans la nouvelle annexe ont été pourvus de luminaire à l'électricité avec candelabres, appliques, etc., ainsi que d'un système de sonnerie électrique et de téléphone.

Les murs et plafonds d'un certain nombre de ces pièces ont été tapissés et badigeonnés, et des tapis, carpettes ou linoleum ont été fournis et posés aux endroits où il en était requis, de même que certains meubles pour les besoins nouveaux et particulièrement pour le département de la Voirie.

Des ouvrages d'entretien général ont été faits à l'intérieur de l'ancien édifice, lesquels consistent dans la restauration et le peinturage des corridors, du rez-de-chaussée et du premier étage. Ceux du soubassement ont aussi été réparés et peints par les ouvriers employés à l'année par le département.

Des travaux de plomberie, de menuiserie, de peinture, de tapisserie, etc., ont aussi été faits comme entretien et restauration à certains bureaux dans les départements.

Un certain nombre de meubles ont aussi été confectionnés par les ouvriers attachés au département, pour les besoins des bureaux en général.

Les conduits et fils pour l'éclairage à l'électricité de cette partie de la bâtisse et dont les améliorations avaient été commencées en 1913 pour sa plus grande sécurité au point de vue des incendies, ont été continués cette année et devront être terminés sous peu.

Le système de chauffage actuel dans cet édifice a aussi été amélioré à certains endroits et notamment dans le quartier de la Police provinciale, au sous-sol, et dans quelques pièces du musée, dans les mansardes, afin d'augmenter la chaleur dans ces endroits considérée comme insuffisante jusque là dans les saisons froides.

Le chauffage général des bâtisses, ancienne et nouvelle, se fait maintenant au moyen du nouveau système, dont les bouilloires ont été installées à cette fin l'année dernière, dans la bâtisse centrale appelée Café et Chaufferie. Les ascenseurs de l'ancien édifice, du côté de l'Assemblée et du Conseil Législatif, ont été pourvus de grillages sur toute la hauteur, chose qui n'existait pas auparavant.

Des travaux d'une nature permanente ont été exécutés sur le terrain autour de la nouvelle bibliothèque, entre autres une avenue en brique dure, avec bordure en granite taillé de chaque côté, et posée sur un fond de ciment entre l'ancien édifice et la nouvelle annexe pour l'usage des voitures. Des avenues en ciment posées sur un fond de béton et conduisant à l'entrée principale de la bibliothèque, ont aussi été faites du côté de l'est pour l'usage des piétons.

Une bordure concave en ciment a été faite près de la nouvelle bibliothèque des côtés sud, est et ouest, afin de permettre l'écoulement facile des eaux pluviales et de la fonte des neiges et d'empêcher la détérioration des murs à ces endroits. Une pente régulière a été donnée à cette bordure des deux côtés, et des puisards en ciment ont été construits à chaque extrémité de l'édifice afin de recevoir ces eaux.

Un talus a été fait entre l'avenue et la bordure en ciment près de la bâtisse, et le terrain en général a été nivelé et gazonné à ces endroits.

Des travaux d'embellissement général ont été faits sur l'ensemble du terrain, et les arbres ont reçu un traitement spécial, tant au point de leur conservation que de leur apparence.

Le département a fait l'acquisition de la propriété à l'angle des rues St-Augustin et Ste-Julie (Voir la description à la fin du volume).

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC

Le mât sur la tour principale, qui avait été réparé l'année dernière, a été renversé et démolí au cours de l'hiver dernier dans une tempête et par suite de l'accumulation du verglas qui s'y était formé. Ce mât, qui était en bois et déjà avarié à sa base, a été remplacé par un mât en fer plus solide. Le paratonnerre a aussi été réparé et relié à ce nouveau mât, qui a été peinturé de couleur appropriée.

La toiture métallique, qui avait subi certains dégâts à la suite de cette tempête, a aussi été réparée, de même que les dalles et les dalots.

Le mur mitoyen situé entre le terrain de ce palais de justice et la propriété du Dr J.-A. Couture, sur la rue St-Louis, dont le crépis en ciment qui le recouvrait se détachait et tombait à certains endroits, a été réparé aux frais communs des propriétaires, le Dr Couture et le Gouvernement.

Il a été fait sur la rue Desjardins, à l'entrée de ce palais de justice, un pavé en brique dure à la place des trottoirs en asphalte pour le passage des voitures, et la bordure en pierre à cet endroit a été baissée afin de faciliter le passage des voitures et de préserver le trottoir des piétons de ce côté-là.

Les murs, les plafonds et les boiseries des corridors aux deux étages inférieurs, ainsi que les murs et plafonds des escaliers au quatrième étage, ont été nettoyés et peinturés à deux couches, après les avoir réparés.

Il en a été de même pour les cabinets de toilette et la cage de l'ascenseur au dernier étage.

Les fournaises à eau chaude dans le sous-sol ont subi certaines réparations de peu d'importance; il a été ajouté quelques radiateurs dans le bureau des archives, au dernier étage, afin d'augmenter le chauffage dans cette partie de l'édifice, lequel avait été jusqu'ici considéré comme insuffisant.

Un grillage en fer orné a été posé sur le comptoir du greffe de la Cour de Circuit, afin de protéger et mettre les valeurs en sûreté dans ce département.

Les bureaux des greffiers de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit et d'une partie du rez-de-chaussée, soit l'aile gauche de cet édifice, ont été pourvus d'un système d'éclairage électrique, le tout fait selon les règlements et exigences de l'Association des Assureurs Canadiens. Tous les fils conducteurs de l'électricité ont été posés dans des conduits en fer galvanisé, suivant le système dit "Open Conduit Work".

Le département a fait l'acquisition d'un coffre de sûreté pour le besoin des bureaux du protonotaire où il a été installé.

Des échelles métalliques ont été posées dans le bureau du Greffe de la Cour de Circuit, afin d'avoir un accès facile aux différents casiers installés récemment dans ce bureau sur toute la hauteur de l'étage.

La pièce qui servait précédemment de salle de délibérations pour les jurés au deuxième étage du côté de l'est, a été subdivisée de manière à former trois nouvelles chambres. Elles sont destinées pour les juges des districts ruraux.

Treize indicateurs en verre poli pour le bureau d'enregistrement ont été posés dans ce bureau, à la demande du régistrateur.

Un certain nombre de meubles ont été fournis dans le cours de l'année pour les besoins généraux, mais plus spécialement pour les chambres des juges ci-dessus mentionnées.

Quelques ouvrages d'entretien général ont aussi été faits jusqu'à ce jour.

PRISON DE QUÉBEC

Le drain en tuyau de grès qui servait primitivement pour les égouts de cette prison a été prolongé jusqu'au sommet de la falaise, du côté nord du fleuve St-Laurent. Le travail pour le prolongement de ce drainage a été fait à la demande de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, qui occupe maintenant une partie du terrain de la prison.

L'ancienne clôture en bois qui servait à entourer la cour destinée aux femmes prisonnières, du côté ouest de la prison, a été renouvelée. Elle a été remplacée par une clôture d'une apparence plus décorative et peinte de couleur appropriée, à cause surtout du nouveau parc qui se trouve à proximité.

Des ouvrages d'entretien général ont été faits à cet édifice dans le cours de l'année, la majeure partie ayant été exécutée par l'ouvrier du département attaché à cette bâtisse.

ÉCOLE NORMALE LAVAL

L'ancienne clôture en bois autour du terrain de cette école, et dont une partie avait été renouvelée et remplacée par une clôture en fer l'année dernière sur les rues Sherbrooke et chemin Ste-Foy, a été terminée sur ce dernier chemin cette année.

Divers travaux de réparation et entretien ont été exécutés à cet édifice dans le cours de l'année, la plus grande partie de ces ouvrages ayant été faite par les ouvriers du département.

Il y a eu en outre quelques ouvrages de réparation exécutés à la plomberie et aux calorifères.

La clôture haute avoisinant le jeu de balle, du côté de l'est, ayant été en partie démolie à la suite d'une tempête l'hiver dernier, alors qu'elle était surchargée de verglas, est maintenant en voie de reconstruction. Ce travail est exécuté par les ouvriers du département.

RÉSIDENCE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR À SPENCER-WOOD

Il a été fait à l'intérieur de ce Château des travaux de réparation et de restauration de diverses natures dans le cours de l'année.

Les différentes pièces qui composent l'intérieur de cet édifice ont été restaurées après avoir été nettoyées. La plupart des plafonds ont été badigeonnés en couleur à l'eau, et les pans tapissés. Les ouvrages en bois dans ces différentes pièces ont été peints à une couche généralement. Dans les pièces où les planchers ne sont pas tous couverts par des tapis, mais seulement par une carpette, l'entourage de ces planchers a été aussi peinturé.

Des rideaux neufs ont été posés dans la plupart des fenêtres dans les différentes pièces du Château en remplacement de ceux déjà existants.

Le plancher de la salle à mangera été doublé en bois dur, érable, puis huilé et verni. Il en a été de même pour le plancher de la salle d'entrée qui a été doublé en chêne, poli et verni.

La porte de l'entrée principale a été renouvelée, et l'ancienne, qui existait depuis la construction de cet édifice, a été enlevée pour faire place à une nouvelle d'un genre plus moderne. Un vestibule a été construit en même temps à cette entrée avec porte simple et double, panneaux en assemblage, colonnes et pilastres doriques avec entablement du côté intérieur et extérieur, vitraux de chaque côté et au-dessus des portes, etc., etc.

La salle d'entrée a été agrandie aux dépens d'une chambre de toilette contiguë à cette entrée, et un dado (stylobate) en assemblage en bois de pin a été posé tout le tour et peint en blanc ivoire.

Trois nouvelles portes à deux vantaux chacune ont été posées dans le corridor principal avec garniture à pilastre et entablement, dorique, vitraux, etc., dont une donnant dans la salle d'entrée (Hall), une dans la serre et une dans la salle à manger.

Cette dernière a été placée à l'endroit où se trouvait une course d'escalier de service qui a été enlevé, afin de laisser cette partie du corridor libre.

Le plafond du corridor principal au premier étage, qui était en tôle d'acier repoussée, a été remplacé par un plafond en plâtre (plaster board) puis peint en couleur à l'eau.

Il a été ajouté dans le corridor une arcade semblable à celles qui existaient déjà, avec colonnes, corniches, archivoltas, etc., en bois peint, et deux de celles qui existaient déjà ont été changées d'endroit, afin que l'ensemble soit disposé d'une façon symétrique, d'après cette dernière modification.

Les enduits en plâtre des différentes pièces qui ont été badigeonnées et tapissées ont été réparés au préalable.

Les boiseries de ces différentes pièces ont aussi été réparées, de même que le portique extérieur qui existait déjà à l'entrée principale.

Certains changements ont été faits au système de plomberie actuel afin de l'améliorer et de le rendre plus complet. De nouveaux bains et de nouveaux lavabos en faïence ont été posés, soit pour remplacer des anciens ou pour être ajoutés à ceux qui existaient déjà.

Deux nouveaux radiateurs ont aussi été posés dans la salle à manger et dans la salle d'entrée.

L'ancienne fournaise à eau chaude qui alimentait les bains, les lavabos et les éviers, a été changée et remplacée par une de plus fortes dimensions.

Dans la cuisine l'ancienne pompe a été renouvelée et de nouveaux éviers ont aussi été installés.

L'ancien système d'éclairage à l'électricité a aussi été changé et amélioré tant au point de vue de la sécurité de cet édifice afin de prévenir les incendies, qu'au point de vue de la symétrie et de l'apparence de ce système. La disposition des lustres en général a été changée, et quelques nouveaux lustres ont été posés dans certaines pièces du premier étage. Il y a eu, en outre, de nouveaux miroirs de posés dans certaines pièces à cet étage.

Les meubles en général ont été restaurés et quelques nouveaux ont été fournis.

Il a été fait cinq nouvelles portes de communication dans les cloisons de certaines pièces et quatre nouvelles garde-robes y ont aussi été installées.

La couverture de l'annexe à la cuisine a été refaite en tôle galvanisée pour remplacer l'ancienne qui était défectueuse.

L'eau, la lumière électrique et le téléphone ont été installés pour les besoins du kiosque, sur le terrain.

PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE

Il n'y a eu que des travaux ordinaires d'entretien qui ont été exécutés à ce Palais de Justice depuis l'année dernière.

PRISON DE SHERBROOKE

L'ancien puits de lumière, qui existait depuis la construction de cette prison, étant devenu défectueux et dangereux même à cause de son état de vétusté, a été enlevé et remplacé par un nouveau d'un genre plus moderne.

La charpente en bois de l'ancien a été remplacée par une charpente métallique et les vitres actuelles sont en verre armé.

La charpente proprement dite est en fer recouvert en tôle galvanisée.

PALAIS DE JUSTICE DES TROIS-RIVIÈRES

Les travaux d'amélioration et d'agrandissement entrepris il y a quelques années ont été terminés dans le cours de cette année.

Des meubles fixes et non fixes ont été fournis pour les besoins des bureaux en général et des salles des séances nouvellement installées dans cet édifice.

Les fenêtres des façades exposées au soleil ont été pourvues de stores en toile.

Les anciens meubles ont été réparés et restaurés de façon à convenir avec le reste de l'ameublement nouveau des différentes pièces de ce Palais de Justice.

PRISON DES TROIS-RIVIÈRES

Il n'y a eu que des travaux d'entretien et de réparation indispensables d'exécutés à cette prison dans le cours de l'année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SOREL

La couverture en métal du hangar, qui existait depuis un grand nombre d'années, a été renouvelée dans son ensemble.

Certains travaux de réparation et d'entretien indispensables, mais de peu d'importance, ont aussi été faits à cet édifice dans le cours de l'année.

Quelques meubles ont été fournis pour le bureau du shérif, ainsi que des effets de literie pour l'usage de la prison.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUCE

Le trottoir en bois sur la rue en face du Palais de Justice, qui était plus ou moins défectueux, a été enlevé et remplacé par un trottoir en ciment.

Ce trottoir, qui a une largeur d'environ quatre pieds, a été fait sur toute la longueur du terrain sur cette rue.

Le mur d'enceinte de la cour des prisonniers a été refait aux endroits où une partie de la maçonnerie de ce mur s'était écroulée; le reste a été réparé et les joints ont été tirés là où il en a été requis.

Il a été fait, en même temps que le trottoir sur la rue en face du Palais de Justice, des ouvrages accessoires pour le drainage et l'égout du terrain et de la rue.

Ce drainage consiste dans la pose de trois embranchements de tuyau de grès de 6" de diamètre, placés sous le trottoir, lesquels égouttent le terrain, et un tuyau en béton de 24" de diamètre a été posé entre ce trottoir et le chemin public, avec une grille en fer à l'extrémité du terrain et un puisard en béton pour recevoir les égouts.

Des traverses ont aussi été faites de chaque côté de ce trottoir pour le passage des voitures, et le remplissage d'un fossé entre le trottoir nouveau et le chemin public a aussi été fait en même temps.

Des tuyaux en fer galvanisé de 1/2" de diamètre ont été posés sous terre, sur la longueur du terrain, pour la conduite des fils électriques. Les trois poteaux en fonte pour l'éclairage extérieur à l'électricité du terrain et de l'entrée ont été posés sur des piliers en béton construits à cette fin et servant de base à ceux-ci.

Le plancher de la salle des séances a été couvert avec du linoleum, afin de diminuer le bruit des pas. Cette salle a été pourvue de chaises pour les avocats, de bancs pour le public et d'un fauteuil pour le juge.

Les anciennes fournaies jumelles à eau chaude, devenues défectueuses, ont été enlevées dans le cours de l'hiver dernier. Elles ont été remplacées par une nouvelle fournaise de plus fortes dimensions en attendant qu'une deuxième fournaise de mêmes dimensions soit posée pour se raccorder avec celle déjà posée, ce qui devra se faire avant l'hiver.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE FRASERVILLE

Une partie du terrain sur lequel est situé ce Palais de Justice et prison a été entourée par une clôture en bois sur environ quatre cents pieds de longueur.

Le bureau du Shérif a été restauré et peinturé, et des meubles convenables ont été fournis pour remplacer ceux qui existaient déjà, lesquels étaient démodés et hors d'usage. Le plancher a été couvert par un linoleum et la lumière électrique a été installée dans ce bureau.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BRYSON

Le système d'égout de ce Palais de Justice et Prison a été amélioré en comblant les anciens puisards qui étaient trop près de la bâtisse, et en construisant un nouveau à environ 150 pieds de distance.

Les tuyaux de drainage en grès actuel ont été prolongés jusqu'à ce nouveau puisard.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE CHICOUTIMI

Il n'y a eu que des ouvrages de réparation et d'entretien de peu d'importance exécutés à cet édifice dans le cours de l'année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ROBERVAL

Bien peu de travaux ont été exécutés à ce Palais de Justice et Prison, sauf quelques menus ouvrages d'entretien général qui ont été faits depuis l'année dernière.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE RIMOUSKI

Quelques meubles ont été fournis pour le bureau du nouveau magistrat de district. Il n'y a eu que des ouvrages de réparation et d'entretien général exécutés à ce Palais de Justice et Prison depuis l'année dernière.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SWEETSBURG

La couverture en métal du hangar a été renouvelée, en remplacement de l'ancienne qui faisait eau à plusieurs endroits et était défectueuse.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DES ILES-DE-LA-MADELEINE

Aucun ouvrage digne de mention n'a été fait à cet édifice dans le cours de l'année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-JEAN D'IBERVILLE

Quelques menus ouvrages d'entretien seulement ont été faits à cet édifice depuis l'année dernière.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SY-HYACINTHE

Un contrat a été accordé à la fin de l'année dernière pour la construction d'une annexe à ajouter à ce Palais de Justice et Prison. L'agrandissement qui est fait de ce chef consiste dans l'érection d'une rallonge de vingt pieds de front sur vingt-sept de profondeur et de même hauteur que l'édifice actuel. Une partie de cette annexe est faite à trois étages et à l'épreuve du feu ; elle doit servir comme agrandissement aux voûtes actuelles du protonotaire. L'autre partie n'a que deux étages et est construite non à l'épreuve du feu. Elle doit servir, au premier étage, pour le bureau du shérif, et au second étage pour la bibliothèque du Barreau.

Les matériaux employés pour la construction de cette annexe sont de même nature en général que ceux dont on s'est servi pour l'ancien édifice.

Quelques modifications ont été faites à cette annexe, à la demande des intéressés, dans la disposition des pièces, depuis que le contrat a été accordé.

La voûte a été diminuée en grandeur afin de pouvoir donner au Palais de Justice proprement dit deux nouvelles pièces.

Ces modifications, qui ont été effectués sans changer le prix du contrat primitif, paraissent donner satisfaction aux intéressés qui occupent le Palais de Justice et qui en avaient fait la demande. Les travaux qui sont maintenant en voie d'exécution progressent suffisamment pour laisser croire que cette annexe sera terminée à la date stipulée au contrat.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE JOLIETTE

Il n'y a eu que des travaux de réparation et d'entretien de minime importance de faits à cet édifice dans le cours de l'année.

Des prélaris ont été fournis et posés pour certains bureaux, et des couchettes en fer ont aussi été fournies pour l'usage de la prison.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY

Il n'y a que des travaux indispensables d'entretien qui ont été exécutés dans le cours de l'année à ce Palais de Justice et Prison.

Le département a fait l'acquisition d'un poêle de cuisine pour l'usage du geôlier.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE

Quelques meubles ont été achetés et fournis par le département à ce Palais de Justice et Prison, afin de compléter l'ameublement des chambres du juge.

Des travaux de minime importance et d'entretien ont aussi été faits depuis l'année dernière à cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE VALLEYFIELD

L'appareil de chauffage a été réparé et mis en bon état d'entretien.

Les avenues conduisant à ce Palais de Justice et Prison ont été empierrées et améliorées, ces réparations étant d'une nécessité urgente.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'ARTHABASKA

Bien peu de travaux ont été faits à cet édifice cette année, sauf quelques menus ouvrages de réparation et d'entretien.

Un meuble (special cabinet) a été fourni pour l'usage du shérif.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE LA MALBAIE

La salle des séances de ce Palais de Justice et Prison a été restaurée et des nouveaux meubles fixes et non fixes y ont été installés, après avoir enlevé l'ancien ameublement qui existait depuis la construction de cet édifice.

Les améliorations faites au système d'éclairage électrique, de façon à le rendre plus conforme aux exigences des compagnies d'assurance, il y a quelques années, pour une partie de la bâtisse, ont été continuées cette année, et les travaux faits de ce chef sont maintenant complétés pour tout l'édifice.

Le système de chauffage a aussi été amélioré et une fournaise nouvelle, de plus fortes dimensions, a été posée à la place d'une des anciennes qui existaient déjà et qui a été enlevée pour faire place à cette nouvelle fournaise.

Le chemin en face du terrain de cet édifice a été empierré, réparé et mis dans un bon état d'entretien.

Quelques autres travaux de réparation et d'entretien ont aussi été faits à cette bâtisse, entr'autres à la chambre de la fournaise, aux canaux d'égouts en grès en face de la bâtisse, au terrain, etc.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE PERCÉ

La fournaise actuelle a été réparée, et deux nouvelles sections ont été posées à la place des anciennes, qui étaient défectueuses. Les cabinets de toilette ont aussi été réparés.

Le chemin public, en face de cet édifice, a aussi été réparé et mis en bon état d'entretien.

Quelques autres ouvrages de réparation et d'entretien de minime importance ont aussi été exécutés.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NEW-CARLISLE

Il a été fait quelques changements dans la tuyauterie de la fournaise à eau chaude; celle-ci a aussi subi quelques réparations urgentes. La pompe qui fournit l'eau à cet édifice a également été réparée.

Le plancher dans la chambre du magistrat a été renouvelé. Ce nouveau plancher a été fait en bois dur pour remplacer l'ancien, en bois mou, devenu hors de service.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONT-LAURIER

Ce Palais de Justice et Prison, qui est de construction récente, a nécessité peu de travaux. On y a ajouté quelques meubles, complétant ainsi le mobilier de cet édifice.

L'appareil calorifère a été quelque peu modifié et amélioré dans la prison, afin d'augmenter la chaleur dans cette partie de l'édifice, laquelle était insuffisante.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL

Les travaux entrepris l'année dernière pour la construction d'une annexe suivant la description qui en est faite dans mon rapport de l'année dernière, ont été terminés cette année et cette annexe est maintenant occupée.

Le département a fait l'acquisition d'un certain nombre de meubles fixes et non fixes pour les besoins de la nouvelle Cour, des bureaux du juge et autres, ainsi que pour les pièces formant la prison des femmes.

Quelques ouvrages en plomberie et en électricité, non mentionnés au contrat, ont été faits pour les chambres des juges; des travaux de peinture et de badigeonnage ont aussi été exécutés dans ces dernières pièces.

MAISON DE DÉTENTION À STE-ANNE-DES-MONTS

Cette maison de détention a été réparée et restaurée dans le cours de la présente année. Les pans extérieurs ont été lambrissés en bardeau, puis peints à deux couches ainsi que les châssis.

La fondation en pierre de cette maison a aussi été réparée et la galerie refaite à neuf.

La couverture en bardeau a été partie réparée et partie refaite à neuf, puis peinte deux couches.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NICOLET

Cet édifice qui est de construction récente, n'a pas requis de travaux de réparation. Des plantations d'arbres ont été faites pour l'embellissement du terrain dans le cours de l'année. Quelques stores pour fenêtres ont été fournis par le département de même qu'un pavillon.

ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS, QUÉBEC

Des ouvrages de réparation et d'entretien de minime importance seulement ont été faits à cet édifice depuis l'année dernière et spécialement des travaux de peinture.

ÉCOLE NORMALE MCGILL, MONTRÉAL

Cette école, qui est louée à la Commission Scolaire protestante de Montréal, n'a subi aucun travail de réparation ou autre depuis sa location, qui date de 1909.

ÉCOLE NORMALE JACQUES-CARTIER, MONTRÉAL

Les murs extérieurs en pierre de cette école dans l'ancien corps de bâtisse se détérioraient et une grande partie des joints étaient tombés, ce qui occasionnait la désagrégation de ces murs qui menaçaient ruine; ils ont été réparés et rejointoyés au ciment dans le cours de l'été dernier, et sont maintenant dans un bon état d'entretien.

A l'intérieur de cet édifice, les ouvrages déjà commencés pour réparer les enduits, laver et badigeonner les murs et plafonds, etc., ont été terminés dans le cours de cette année, et tout l'intérieur est maintenant complété.

PRISON DE MONTRÉAL

Cette nouvelle prison, terminée l'année dernière, en y comprenant les murs d'enceinte dont une partie a été terminée récemment, est occupée maintenant par tout le personnel de cet édifice. L'aménagement a été aussi complété dans le cours de l'année.

BUREAU N° 63, RUE ST-GABRIEL, MONTRÉAL

Il n'y a eu que de minimes travaux de réparation et d'entretien exécutés à cet édifice dans le cours de l'année.

NOUVELLES PROPRIÉTÉS DU GOUVERNEMENT À L'ANGLE DES RUES
NOTRE-DAME, ST-GABRIEL ET ST-JACQUES

Le gouvernement ayant fait l'acquisition de certaines propriétés à cet endroit, il y a été fait d'urgence des travaux de réparation et d'entretien.

Dans la partie portant le No 10, rue St-Jacques, les fournaises pour le chauffage de cette partie de la bâtisse, de même que le système de plomberie en général, ont été réparés et mis dans un bon état d'entretien.

Dans la partie portant le No 59, sur la rue St-Gabriel, il a été fait deux nouveaux bureaux pour y loger la Commission des Licences.

A l'endroit du No 61, rue St-Jacques, il a été fait des réparations urgentes et des cloisons de division ont été construites afin de faire des bureaux pour les percepteurs du revenu, au nombre de deux.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

Les enduits des chambres Nos 20 et 21 du Palais de Justice ont été réparés, mis dans un bon état d'entretien et badigeonnés; les boiseries ont aussi été peinturées.

Un certain nombre de meubles et articles de bureau ont été fournis et posés dans les pièces où il en a été requis, et notamment dans les chambres des juges Archambault, Martineau et Bruneau.

Les murs et les plafonds des bureaux affectés pour la rédaction des jugements et des timbres ont été nettoyés et badigeonnés, et les boiseries imitées et vernies après avoir réparé les enduits. Les pièces composant le bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest ont été blanchies et peinturées. Des casiers en acier ont été aussi fournis et posés pour les besoins de ce même bureau.

Le 11 mars dernier, un incendie s'est déclaré aux étages supérieurs de ce palais de justice, dans un vestiaire des messagers, au troisième étage. Les dommages causés, tant par le feu que par l'eau et la fumée, ont été assez considérables, soit à l'édifice même soit aux meubles, aux tapis, aux registres de la Cour Supérieure ou aux livres de renvoi du bureau d'enregistrement de la division de Montréal-Ouest, etc., et ont été

évaluées à \$83,295.94. Le coût total de ces dommages est réparti comme suit: \$62,209.61 pour l'édifice principal, \$2,171.82 pour l'annexe, et \$18,914.51 pour l'ameublement et la papeterie, le tout formant le montant ci-dessus mentionné de \$83,295.94.

Cette évaluation du coût des dommages causés par l'incendie ayant été acceptée par les compagnies d'assurance intéressées et par le gouvernement, celui-ci fait maintenant exécuter les divers travaux de réparation, lesquels devront être terminés au premier septembre prochain.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

ELZ. CHAREST,

Ingénieur et directeur des Travaux publics.

II

RECETTES ET DÉPENSES

RAPPORT DU COMPTABLE

ÉTAT des recettes et des dépenses du Département des Travaux publics et du Travail depuis
le 1er juillet 1914 jusqu'au 30 juin 1915

RECETTES

La Cie du Château Frontenac:	
Portion du terrain occupé par le Château Frontenac, 2 janvier 1913 au 2 janvier 1914.	760 60
La Cie Matthew Moody & Fils:	
Intérêt à 5% sur prix d'achat de terrain du 1er mai 1914 au 1er mai 1915 ...	250 00
Ville de Montréal:	
Loyer du terrain entre le Palais de Justice et l'Hôtel-de-Ville, vis-à-vis la colonne Nelson, 1er juin 1913 au 1er juin 1915.	2 00
Quebec Lawn Tennis Club:	
Loyer de terrain contigu au mur de la porte St-Louis, 1er juin 1914 au 1er juin 1915.	1 00
Divers vieux effets vendus.	132 07
	<hr/>
	\$ 1,145 67

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin, 1915.

ARTHUR GAGNON,
Comptable

ÉTAT des recettes et des dépenses du département des Travaux publics et du Travail, depuis le
1er juillet 1914 jusqu'au 30 juin 1915—*Suite*

DÉPENSES

ENTRETIEN, ETC., DES ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL:		
Édifice de la Législature et des départements.....	\$ 102,720.19	
Édifices publics en général.....	11,649.43	
Spencer Wood.....	14,632.34	
École normale Laval.....	867.48	
Maison No 63 rue St-Gabriel, Montréal.....	136.48	
Bureau d'Immigration, Québec.....	181.80	
Bureaux du Gouvernement, Montréal.....	615.31	
École des Arts et Métiers.....	15.00	
École normale Jacques-Cartier.....	2,506.29	
École normale McGill.....	33.93	
Propriétés du Gouvernement, Montréal.....	820.47	
Inspection, etc.....	982.92	
		\$ 135,161.64
ASSURANCE DES ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL.....		176.45
TAXES SUR ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL.....		9,688.00
INSPECTIONS, EXPLORATIONS, ETC.....		3,500.00
INSPECTION DE CHEMINS DE FER.....		1,000.00
RÉPARATIONS DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS:		
Palais de Justice et Prison, Montmagny.....	45.00	
“ “ Fraserville.....	100.00	
“ “ Arthabaska.....	50.00	
“ “ Joliette.....	673.00	
“ “ St-Jean.....	150.00	
“ “ Beauce.....	3,203.65	
“ “ Ste-Scholastique.....	32.45	
“ “ Valleyfield.....	211.20	
“ “ Sorel.....	1,356.22	
“ “ Hull.....	156.03	
“ “ Chicoutimi.....	45.50	
“ “ Malbaie.....	1,720.53	
“ “ Percé.....	496.84	
“ “ New-Carlisle.....	138.00	
“ “ Rimouski.....	201.32	
“ “ Sweetsburg.....	1,306.43	
“ “ St-Hyacinthe.....	8,294.30	
“ “ Bryson.....	321.00	
“ “ Ste-Anne-des-Monts.....	900.00	
“ “ Iles de la Madeleine.....	1,105.25	
“ “ Roberval.....	500.08	
“ “ Mont-Laurier.....	901.92	
Palais de Justice, Montréal.....	14,485.50	
	\$ 36,394.22	\$ 149,526.09

**ÉTAT des recettes et des dépenses du département des Travaux publics et du Travail, depuis le
1er juillet 1914 jusqu'au 30 juin 1915—*Suite***

DÉPENSES

Report.....	\$ 26,394.22	\$ 149,526.09
Prison de Montréal.....	7,174.68	
Palais de Justice et Prison de Nicolet.....	485.72	
Palais de Justice, Québec.....	10,909.71	
Prison de Québec.....	1,222.22	
Palais de Justice des Trois-Rivières.....	1,220.00	
Prison des Trois-Rivières.....	180.00	
Palais de Justice, Sherbrooke.....	15.00	
		57,601.55
Loyer des Palais de Justice et Prisons.....		426.76
Agrandissement Palais de Justice, Trois-Rivières.....		33,000.00
Palais de Justice et Prison, Hull.....		20,000.00
Palais de Justice et Prison, St-Hyacinthe.....		10,000.00
Palais de Justice et Prison de Sherbrooke.....		7,472.00
Édifice de la Législature, Nouvelle Bibliothèque.....		140,000.00
Réparations et entretien des Écoles normales.....		3,873.36
Ponts en fer.....		210,000.00
Embellissement des bâtisses et des terrains du Parlement.....		1,600.00
Loi des Établissements Industriels.....		23,000.00
Greffier des Conseils de Conciliation et Arbitrage.....		600.00
Bureaux de Placements.....		15,651.25
Loyer du Bureau du Gouvernement, Montréal.....		3,500.00
Inspection des Hôtels, etc.....		4,383.13
Ingénieurs Stationnaires.....		3,396.76
Mandat spécial, Spencer Wood.....		15,000.00
CHEMIN DE FER:		
Paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1914 à 3 p. c. sur \$25,000.00 prix d'achat d'un clos à charbon pour le chemin de fer Q. M. O. & O.....		750.00
		\$ 699,780.90

Département des Travaux publics et du Travail.
Québec, 30 juin, 1915.

ARTHUR GAGNON,
Comptable.

III

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT

DIVISION DE QUÉBEC

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèques et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
	\$	\$	\$	\$	
Hôtel du gouvernement (palais législatif et départements publics) Québec.....	375,000 00	125,000 00		500,000 00	'15
École normale Laval et École modèle annexe (département des institutrices) chez les Ursulines de Québec.....		3,000 00		3,000 00	'16
École normale Laval et École modèle annexe (département des instituteurs), chemin Ste-Foy, Québec.....	10,000 00	9,000 00		65,000 00	
Nouvelle annexe (côté est) de l'École normale Laval, et addition contigue conduisant à la vieille bâtisse.....	15,000 00	6,000 00			
Nouvelle annexe (côté ouest) de l'École normale Laval.....	20,000 00	5,000 00			
Spencer Wood, château, dépendances et autres constructions sur la propriété y compris la maison du gardien près du chemin St-Louis.....	20,000 00	17,000 00	8,700 00	45,700 00	'16
École des Arts et Métiers, rue St-Joachim, Québec.....	8,000 00	1,000 00		9,000 00	'16
Bureau de Placement, Québec.....		500 00		500 00	'14
Hôtel du Gouvernement, (Bouilloires).....	2,500 00			2,500 00	'16
Nouvelle Bibliothèque, (ameublement).....		4,000 00		4,000 00	'17
Prison commune de Québec.....	25,000 00	6,000 00	1,500 00	32,500 00	'16
Maison présentement occupée par M. Ignace Fortier, tourne-clef.....	800 00			1,600 00	'16
Maison présentement occupée par M. Delage, jardinier.....	800 00			20,500 00	"
Palais de Justice, Québec.....	19,500 00	1,000 00		5,500 00	"
" et prison Iles-de-la-Madeleine.....	5,000 00	500 00		10,600 00	"
" " Percé, Gaspé.....	10,000 00	600 00			

III

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT (Suite)

DIVISION DE QUÉBEC

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèque et aménagement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
Palais de Justice et prison New-Carlisle (Bonaventure).....	10,000 00	700 00	.....	10,700 00	1 mai '16
" " Beauce.....	17,000 00	700 00	400 00	18,100 00	" "
" " Chicoutimi.....	17,000 00	800 00	400 00	18,200 00	" "
" " Malbaie (Saguenay).....	16,000 00	500 00	400 00	16,900 00	" "
" " Montmagny.....	18,000 00	800 00	400 00	19,200 00	" "
" " Fraserville.....	25,000 00	1,000 00	400 00	26,400 00	" "
" " Rimouski.....	20,000 00	1,500 00	400 00	21,900 00	" "
" " Roberval.....	30,000 00	5,000 00	.....	35,000 00	" "
	637,100 00	139,600 00	12,600 00	889,300 00	

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT—(Suite)

DIVISION DE MONTRÉAL

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèque et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
École normale McGill.....	\$ 45,000 00	\$ 3,000 00	\$	\$ 48,000 00	1 mai '16
Maison N° 63 rue St-Gabriel.....	8,000 00	1,000 00	.....	9,000 00	" "
École normale Jacques-Cartier.....	85,000 00	20,000 00	500 00	105,500 00	" "
École d'Industrie Laitière, St-Hyacinthe.....	40,000 00	.....	.....	40,000 00	" "
École d'Industrie Laitière, St-Hyacinthe.....	.....	.....	6,000 00	6,000 00	" "
Conseil des Arts et Manufactures.....	.....	.....	.....	.....	" "
Marché St-Laurent.....	.....	500 00	.....	500 00	30 juin '15
Monument National.....	.....	3,500 00	.....	3,500 00	30 juin '15
Bureau de Placement de Montréal.....	.....	1,000 00	.....	1,000 00	21 avril '15
Maison Pérodeau.....	17,000 00	.....	.....	17,000 00	1 mai '16
Palais de Justice Montréal.....	150,000 00	.....	.....	150,000 00	10 déc. '15
" " ".....	250,000 00	50,000 00	.....	300,000 00	1 mai '16
" " "annexe.....	80,000 00	15,000 00	.....	95,000 00	" "
Palais de Justice et Prison Beauharnois.....	14,700 00	.....	300 00	15,000 00	" "
" " Valleyfield.....	30,000 00	2,000 00	.....	32,000 00	" "
" " St-Jean.....	20,000 00	1,500 00	400 00	21,900 00	" "
" " St-Hyacinthe.....	25,000 00	800 00	400 00	26,200 00	" "
" " Ste-Scholastique.....	20,000 00	1,500 00	400 00	21,900 00	" "
" " Sweetsburg.....	25,000 00	800 00	400 00	26,200 00	" "
" " Bryson.....	20,000 00	1,200 00	.....	21,200 00	" "
" " Hull.....	30,000 00	5,000 00	.....	35,000 00	" "
" " Mont-Laurier.....	35,000 00	5,000 00	.....	40,000 00	" "
	\$ 894,700 00	\$ 111,800 00	\$ 8,400 00	\$1014,900 00	

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT.—(Suite et fin)

DIVISION DES TROIS-RIVIÈRES, SHERBROOKE, ETC.

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèque et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
Palais de Justice des Trois-Rivières.	\$ 18,000 00	\$ 2,500 00	\$	\$ 20,500 00	1 mai 16
Prison des Trois-Rivières.	9,000 00	500 00	.....500 00	10,000 00	" "
Palais de Justice de Sherbrooke.	80,000 00	12,000 00	.....	92,000 00	" "
Prison de Sherbrooke.	10,000 00	500 00	.....	10,500 00	" "
Palais de Justice et Prison Sorel.	20,000 00	800 00	.....400 00	21,200 00	" "
" " Arthabaska.	17,000 00	1,000 00	.....400 00	18,400 00	" "
" " Joliette.	16,000 00	1,000 00	.....400 00	17,400 00	" "
" " Nicolet.	15,000 00	2,500 00	.....	17,500 00	" "
	\$ 185,000 00	\$ 20,800 00	\$ 1,700 00	\$ 207,500 00	

RÉCAPITULATION

Assurances de la division de Québec.	\$ 889,300 00	\$ 10,945 80
Assurances de la division de Montréal.	1,014,900 00	14,333 10
Assurances de la division des Trois-Rivières, de Sherbrooke, etc.	207,500 00	2,640 44
Montant total des primes payées pour les assurances portées au tableau ci-dessus.	\$ 27,919 34	

Département des Travaux publics et du Travail,
Québec, 30 juin, 1915.

ARTHUR GAGNON,
Comptable.

IV

CHEMINS DE FER

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR-DIRECTEUR DES CHEMINS DE
FER

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

BUREAU DES CHEMINS DE FER

Québec, 30 juin, 1915.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon vingtième rapport en ma qualité de directeur et ingénieur des chemins de fer de la Province de Québec, pour l'année écoulée depuis le 30 juin 1914 à venir au 30 juin 1915. Durant le cours de ces douze mois, des travaux ont été exécutés par la compagnie du chemin de fer Québec Central, pour le prolongement de sa ligne depuis le 31.34^e mille dans la ligne de division des comtés de Dorchester et de Bellechasse allant vers l'est sur une distance de 25 milles.

Il a été payé en argent par la province de Québec durant les derniers douze mois écoulés au 30 juin 1915, pour la construction des chemins de fer, en outre des subventions en terres, non convertibles en argent, une somme de \$8,000.00 à la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord.

Comme annexes à ce rapport vous trouverez:—

1o. Dans le tableau "A", les balances restées disponibles dans le Département des Travaux publics et du Travail sur les sommes reçues du Trésor;

2o. Dans le tableau "B", (a) les subventions en argent accordées à certaines compagnies, (b) les sommes payées au 30 juin 1915, (c) les montants à payer à cette date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc., etc.

3o. Dans le tableau "C", (a) les subventions en terres accordées à certaines compagnies, (b) les sommes payées jusqu'au 30 juin 1915, (c) les montants restant à payer à cette dernière date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc., etc.

4o. Dans le tableau "D", les subventions en terres non convertibles en argent gagnées par différentes compagnies de chemin de fer à venir au 30 juin 1915, sur les subventions accordées par les Actes 4 Ed. VII, chap. 2, sect. 1; 6 Ed. VII, chap. 4 sec. 1; 8 Ed. VII, chap. 5, sec. 1; et 2 Geo. V, chap. 5, sec. 1.

5o. Dans le tableau "E", (a) les subventions en terres non convertibles en argent accordées à certaines compagnies, (b) les subventions gagnées jusqu'au 30 juin, 1915, (c) les subventions restant à gagner à cette dernière date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc.

6o. Dans le tableau "F", l'énumération du nombre de milles de chemin de fer qui ont été construits et mis en exploitation ou qui sont prêts à l'être en cette Province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 30 juin 1915.

Humblement soumis,

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des Chemins de fer

TABLEAU "A"

État indiquant les balances restant disponibles dans le Département des Travaux publics et du Travail, sur les sommes reçues du Département du Trésor, pour payer les subventions en terres converties en argent, deuxième 35 centins réduits à 17½ centins, suivant les dispositions de l'Acte 60 Victoria, chap. 4, sec. 12, et les subventions en argent aux compagnies de chemins de fer suivants:

Grand Nord:

(Section de Lachûte à St-André)	\$ 971.41
(Section de St-Jérôme à Montcalm)	3,157.23
Baie des Chaleurs	1,029.05
Québec, Montmorency & Charlevoix	36.25

Total \$ 5,193.94

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des Chemins de fer.

Département des Travaux publics et du Travail,
Québec, 30 juin, 1915.

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignées; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
Arthabaska et Wolfe.	54 Vict., ch. 88, par. hh.	\$ 3,200 00	60
Baie des Chaleurs (ancienne compagnie)..	37 Vict., ch. 2, sec. 1.	4,000 00	180
	38 Vict., ch. 2, sec. 1.		
do pour pont sur la rivière Grande Cascapédiac.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. i.		
Jonction de Beauharnois.	51-52 Vict., ch. 91, sec. 3.	5,000 00	20
do do pont sur la rivière Châteauguay.	51-52 Vict., ch. 91, sec. 3.		
Canada Atlantique, (ponts de Côteau Landing à la frontière).	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. b.		
Cap Rouge et St-Laurent.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. y et 57 Vict., ch. 5, céd. A.	3,200 00	9
Comté de Drummond.	51-52 Vict., ch. 91 sec. 6 par d.	4,000 00	39
do construction de ponts	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par f.		
Grand Oriental, Yamaska à Doucet's Landing.	49-50 Vict., ch. 77, sec. 5 et 57 Vict., ch. 5, céd. A.	4,000 00	31
Grand Oriental, pont sur la rivière Nicolet.	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6 par a.		
Grand Nord, entre Caxton et Joliette partie des subventions déclinées par le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix et Pontiac et Pacifique.	58 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4 60 Vict., ch. 4 sec. 7.		
A Reporter.			339

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1915.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
192,000 00	.....	.....	192,000 00		
720,000 00	.....	12,840 95	707,159 05		
50,000 00	.....	50,000 00			
100,000 00	19 13	95,610 00	4,390 00		
50,000 00	.....	50,000 00			
200,000 00	.....	200,000 00			
28,800 00	.....	.....	28,800 00		
156,000 00	38 98	155,945 00	55 00		
50,000 00	.....	50,000 00			
124,000 00	12 36	62,742 00	61,258 00		
32,000 00	.....	32,000 00			
50,000 00	48 00	50,000 00			
1,752,800 00	118,47	759,137 95	993,662 05		

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOM DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			339
Grand Nord, pont sur la rivière Shawi- nigan.....	60 Vict., ch. 4, sec. 7.....		
Grand Nord, pont sur la rivière Assomp- tion.....	60 Vict., ch. 4, sec. 7.....		
Grand Nord, (section des basses Lauren- tides).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par K, et 56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 3..	5,000 00	23
do pont sur le St-Maurice à Grand-Mère.....	56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 58 Vict., ch. 2, sec. 4, ss. 3.....		
Hereford, de Cookshire à Lime Ridge	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. 1 .	3,000 00	18
International.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	80
(partie de la subvention for- do faite du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	941 45	
Lachine et Hochelaga.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. m et 57 Vict., ch. 5, céd. A	3,200 00	15
Colonisation du lac Témiscamingue.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 11, 53 Vict., ch. 101, sec. 4, 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. t, et 57 Vict., ch. 5, céd. A	5,000 00	50
A reporter.....			525

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuelle- ment construits	Montants payés jus- qu'au 30 juin 1915.	Subvention devenues ca- duques transportées ou abandon- nées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'a- chèvement des travaux.
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
1,752,800 00	118 47	759,137 95	993,662 05		
25,000 00	.....	25,000 00			
25,000 00	.....	25,000 00			
115,000 00	20	115,000 00			
50,000 00	.....	50,000 00			
54,000 00	18	54,000 00			
320,000 00	} 80	395,315 80			
75,315 80					
48,000 00	.....	.....	48,000 00		
250,000 00	45 88	232,266 82	17,733 18		
2,715,115 80	282,35	1,655,720 57	1,059,395 23		

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
Reports.....		\$ cts	525
Vallée du Missisquoi.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4 et 45 Vict., ch. 23, sec. 1, par. g.	2,500 00	56
Massawippi, de Magog à Coaticook.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1 par. m et 57 Vict., ch. 5, céd. A	3,200 00	25
Montreal Bridge Company, pour explo- rations.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par. ii., et 57 Vict., ch. 5, céd. A		
Jonction de Montréal et lac Champlain..	51-52 Vict., ch. 91, sec. 2.....		
Montréal et lac Maskinongé.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 7 et 51- 52 Vict., ch. 91, sec. 3, par. b.	5,000 00	13
Montréal et Laurentides.....	37-38 Vict., ch. 2 et 40 Vict., ch. 3.....	4,000 00	15
do do aux municipalités de St-Lin et Ste- Anne-des-Plaines	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. o. o.		
Montréal et Ottawa, pont sur la rivière "La-Graisse".....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. w et 57 Vict., ch. 5, céd. A		
Montréal Portland et Boston.....	37 Vict., ch. 2, sec. 1, 39 Vict., ch. 3, 40 Vict., ch. 3, sec. 3, et 46 Vict., ch. 85.....	4,000 00	58
Montréal et Sorel.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par. A et B.....	2,500 00	45
A reporter.....			737

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date

EN ARGENT.

Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1915.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
2,715,115 80	282 35	1,655,720 57	1,059,395 23		
140,000 00	10 10	43,842 50	96,157 50		
80,000 00	.....	.....	80,000 00		
10,000 00	.....	2,449 96	7,550 04		
150,000 00	.....	150,000 00			
65,000 00	13	65,000 00			
60,000 00	15	60,000 00			
30,000 00	.....	30,000 00			
37,500 00	.....	24,710 00	12,790 00		
232,000 00	57 76	231,122 00	878 00		
112,500 00	45	112,500 00			
3,632,115 80	423,21	2,375,345 03	1,256,770 77		

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nom- bre de milles subventionnés.
		\$ cts	
Reports.....			737
Montréal et Sorel.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. B. B. et 57 Vict., ch. 5, céd. A		
Montréal et Sorel, pont sur la rivière Riche- lieu.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. a. a. et 57 Vict., ch. 5, céd. A		
Montréal et Occidental.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 4, 51-52 Vict., ch. 91, sec. 5 et 54 Vict., ch. 88, sec. 3.....	5,000 00	70
Montagne d'Orford.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4; 52 Vict., ch. 86, sec. 3; 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. C.C., 2 Ed. VII ch. 2, sec. 2; 62 Vict., ch. 4, sec. 4; 4 Ed. VII, ch. 2, sec. 9; 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. u.....	4,000 00	38 ⁷ / ₁₀₀ 50
Vallée d'Ottawa et de la Gatineau.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 7, et 54 Vict., ch. 88, sec. 2	5,161 00	62
do (partie des subventions déclinées par le Q. M. et C., et jonction de Pontiac au Pacifique).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1; 63 Vict., ch. 2, sec. 4, et 2 Ed., VII, ch. 2, sec. 1.....		
Jonction des carrières de Philipsburg, (subvention caduque du St-Laurent et Lac Champlain).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. j.j.,	4,000 00	6 ¹ / ₁₀₀ 75
A reporter.....			914 25

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915, et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuelle- ment construits	Montants payés jus- qu'au 30 juin 1915.	Subventions devenues ca- duques transportées ou abandon- nées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
3,632,115 80	423,21	2,375,345 03	1,256,770 77		
150,000 00	.....	114,145 00	35,855 00		
50,000 00	.....	.....	50,000 00		
350,000 00	70	350,000 00			
153,907 50	36,383	150,340 31	.....	3,567 19	
319,982 00	62 00	319,982 00			
115,320 00	1 00	115,320 00			
25,720 00	6 87	25,720 00			
4,797,045 30	599,463	3,450,852 34	1,342,625 77	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
Reports		\$ cts	914 25
Québec Frontière, (exploration).....	37-39 Vict., ch. 2.....		
Québec et Lac St-Jean.....	37-38, Vict., ch. 2, sec. 1, et 45 Vict., ch. 23, sec. 1.....	5,000 00	170
do do	O. C. N° 293 du 22 avril, 1897.....		
do do (Pointe aux Trembles à Metabetchouan).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. a, et 55-56, Vict., ch. 66	5,000 00	14
do do (Jeune Lorette à Qué- bec).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. c.	5,000 00	12
do do (Metabetchouan à la Baie des Ha! Ha!).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. p. et 55-56 Vict., ch. 66.....	5,000 00	66
do do	55-56 Vict., ch. 66.....		
do do	57 Vict., ch. 5, sec. 5.....		
Québec et Lac St-Jean (construction de ponts sur les rivières Méta- betchouan, Kouspiganiche et Bel- le-Rivière).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. q.....		
Québec, Montmorency et Charlevoix, (Québec à Cap Tourmente).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6.....	4,000 00	30
do do (partie de subvention dé- clinée entre le Cap Tourmente et Murray Bay).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1.....		
A reporter.....			1,206 25

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915, et, 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1915.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
4,797,045 30	599,463	3,450,852 34	1,342,625 77	3,567 19	
6,027 00	.....	6,027 00			
850,000 00	170	850,000 00	.....	
148,171 20	.....	148,171 20			
70,000 00	7 71	38,550 00	31,450 00		
60,000 00	12	60,000 00			
330,000 00	46,347				
31,450 00		456,408 43	5,041 57		
100,000 00					
150,000 00	.....	150,000 00			
120,000 00	30	220,000 00			
100,000 00					
6,762,693 50	865,52	5,380,008 97	1,379,117 34	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1 des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts	
Reports.....			1,206 25
Jonction Pontiac au Pacifique.....	44-45 Vict., ch. 2; 51-52 Vict., ch. 91; 57 Vict., ch. 5 et 58 Vict., ch. 2.....	6,000 00	95
Jonction de Pontiac, au Pacifique (pour construction de pont).....	38 Vict., ch. 2, sec. 7.....		
do (partie de subvention déclinée sur les derniers 24 milles).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1, et 63 Vict., ch. 2, sec. 5.....		
Québec et Boston Air Line.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. x., et 57 Vict., ch. 5, céd. A....	3,000 00	100
Québec Central.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	100
do (partie de subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	739 22	
Québec Central (Lévis et Kennebec).....	37-38 Vict., ch. 3, sec. 1; 40 Vict., ch. 3, sec. 1 et 4; 41 Vict., ch. 2, sec. 1 et 54 Vict., ch. 88, sec. 4.....	4,000 00	90
do (partie de la subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs)....	40 Vict., ch. 8, sec. 4.....	710 53	
do (Jonction de Tring au Lac Mégantie).....	52 Vict., ch. 86, sec. 1, et 53 Vict., ch. 101, sec. 1.....	2,250 00	52
do (partie de la subvention caduque du Lévis et Kennebec).....	54 Vict., ch. 89, sec. 4.....		
A reporter.....			1,643 25

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915 et 3, des montants restant à payer à cette date.

EN ARGENT.

Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1915	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues	Dates fixées pour l'achèvement des travaux
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
6,762,693 50	865,52	5,380,008 97	1,379,117 34	3,567 19	
570,000 00	71	426,000 00	144,000 00		
30,000 00	.....	.....	30,000 00		
110,000 00	8,50	110,000 00			
300,000 00	.....	7,500 00	292,500 00		
400,000 00	99,964	473,750 79	143 96		
73,894 75					
360,000 00	60,86	321,660 00	102,287 35		
63,947 35					
117,000 00	40	219,287 35			
102,287 35					
8,889,822 95	1,145,844	6,938,207 11	1,948,048 65	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2, des som-

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			1643 25
Québec, Montmorency et Charlevoix, (Cap- Tourmente à Murray Bay) .	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. K.K. 57 Vict., ch. 5, céd. A, et 58 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	60
do do (pour la construction d'un pont sur la rivière St-Char- les, et d'une gare, etc).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. s ..		
Sud-Est (primitif).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1.....	1,000 00	43
do do (de Sorel à la jonction de Sutton).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1, et 39 Vict., ch. 3, sec. 5.....	3,932 30	96
do do partie de subvention deve- nue caduque du chemin de la Baie des Chaleurs.....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	592 10	
Sud-Est (primitif) Embranch. de l'Avenir (abandonnée).....	32 Vict., ch. 52.....	1,710 00	11 50
De la rive sud (partie de subvention dé- clinée par les compagnies de Q. M. et C. et P. et P.).....	58 Vict., ch. 2, sec. 5.....		
Embranchement St-Jérôme du chemin de colonisation de Montréal, au-delà de St-Jérôme.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	18 00
St-Laurent et Adirondack.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. A, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.	3,200 00	22 00
A reporter.....			1,893 75

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1915	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux
\$ cts 8,889,922 95	1,145,844	\$ cts 6,938,207 11	\$ cts 1,948,048 65	\$ cts 3,567 19	
240,000 00			240,000 00		
30,000 00		30,000 00			
43,000 00	43	43,000 00			
377,500 00	96	434,342 10			
56,842 10					
19,665 00		19,665 00			
50,000 00		50,000 00			
72,000 00		3,150 00	68,850 00		
70,400 00	20,38	65,216 00	5,184 00		
9,849,230 05	1,305,224	7,583,580 21	2,262,082 65	3,567 19	

TABLEAU

ÉTAT:—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés; 2. des som-

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille.	Total du nom- bre de milles subventionnés.
Reports.....		\$ cts	1,893 75
St-Laurent et Lac Champlain.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 49- 50 Vict., ch. 77, sec. 5.....	4,000 00	69
Waterloo et Magog.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 40 Vict., ch. 3.....	4,000 00	43
Compagnie du Pont de Québec.....	63 Vict, ch 2, sec 1.....		
Chemin de fer depuis Labelle au Lac Nomingue.....	63 Vict, ch 2, sec 3; 2 Ed., VII, ch 2, sec 3.....		
Chemin de fer de la rive sud.....	63 Vict, ch 2, sec 2.....		
Chemin de fer de la colonisation de Mont- fort.....	60 Vict, ch. 4, sec. 3.....		
Chemin de fer de colonisation de Mont- fort (pour exploration).....			
Chemin de fer Grand Nord.....	4 Ed. VII., ch. 2, par. 3.....		
Totaux.....			2,005 75

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,
BUREAU DES CHEMINS DE FER

Québec, 30 juin, 1915.

B

mes payées jusqu'au 30 juin 1915, et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1915.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts		\$ cts	\$ cts	\$ cts	
9,849,230 05	1,305,224	7,583,580 21	2,262,082 65	3,567 19	
276,000 00	62,57	250,280 00	25,720 00		
172,000 00	43,00	172,000 00			
250,000 00	.....	250,000 00			
96,000 00	20,90	96,000 00			ont été pris sur les sommes votées pour la colonisation.
89,000 00	.....	40,823 55	.....	48,176 45	à être pris sur les sommes votées pour l'agriculture.
60,000 00	12,00	60,000 00	.....	.....	ont été pris la moitié sur les sommes votées pour la colonisation et l'autre moitié sur les sommes votées pour l'agriculture.
5,000 00	.....	5,000 00			
6,000 00	.....	6,000 00			
10803,230 05	1,455,194	8,463,683 76	2,287,802 65	51,743 64	

LOUIS-A. VALLÉE,

Ingénieur et directeur des chemins de fer.

TABLEAU "D"

TABLEAU C

ETAT—1° des subventions accordées à certaines compagnies de chemins de fer; 2° des sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1915; 3° des montants à payer à cette date; 4° des subventions qui sont devenues caduques, etc.
SUBVENTIONS EN TERRES

NOMS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Nombres de milles don- nant droit à une subven- tion.	Nombre d'acres par mille.	Subventions totales en acres de terre.	Date de la conversion en argent à 70 cts l'acre.	Montant des lers 35 cts par acre.		Montant des 21èmes 35 cts par acre réduits à 17½ cts par l'acte 60 Vict., chap. 4, sec. 12.		Nombre de milles actuel lement construits.	Montants payés sur les lers 35 cts jusqu'au 30 juin 1915.		Montants payés sur les 21èmes 35 cts réduits à 17½ cts jusqu'au 30 juin 1915.		Total des montants payés jusqu'au 30 1915.		Balances à payer quand elles seront dues sur les premiers 35 cts.		Balances à payer quand elles seront dues sur les 21èmes 35 cts réduits à 17½ cts.		Subventions qui sont de- venues caduques par laps de temps ou par nombrs de milles en moins, etc.	
						cts.	\$	cts.	\$		cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	lers 35 cts	21èmes 35 cts réduits à 17½ cts.
Baie des Chaleurs.....	45 Victoria, chap. 23, sec. 1 par. b.....	180.	10,000	1,800,000	14 août '86	630,000 00	\$	315,000 00	\$	100.00	630,000 00	\$	49,530 49	\$	679,530 49	\$						265,469 51
do do	51-52 Vict., ch. 91, sec. 12 et 3 Edouard VII, chap. 3, sec. 1.....		10,000	800,000	23 avril '91	280,000 00		140,000 00			280,000 00		35,999 12		315,999 12							104,000 88
Jonction de Beauharnois.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. j.....	20.	5,000	100,000	19 janv. '89	35,000 00		17,500 00		19.13	33,464 00		16,731 25		50,195 25						1,536 50	768 25
Comté de Drummond.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 3.....	27.	10,000	270,000	16 janv. '91	94,500 00		47,250 00		27.	94,500 00		47,250 00		141,750 00							
do do	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d.....	23.	10,000	230,000		80,500 00		40,250 00													80,500 00	40,250 00
Vallée Est du Richelieu.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. ee; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	25.	10,000	250,000	8 juillet '92	87,500 00		43,750 00		22.16	77,560 00		38,780 00		116,340 00						9,940 00	4,970 00
Grand Nord.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 1; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3.....	33.	10,000	330,000	19 juin '88 9 fév. '91	115,550 00		57,750 00		33.	115,500 00		57,750 00		173,250 00							
Grand Nord (Section des Basses Laurentides).....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. k; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3.....	23.	5,000	115,000	16 juillet '88 août 1893	40,250 00		20,125 00		20.	40,250 00		20,125 00		60,375 00							
Pont sur le Saint-Maurice.....	56 Vict., chap. 3, sec. 2; et 58 Vict., chap. 2, sec. 4, ss. 3.....			50,000		17,500 00		8,750 00			17,500 00		8,750 00		26,250 00							
Grand Nord (de Saint-André à Lachute).....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 2; et 57 Vict., chap. 5 Ced. A.....	7.	10,000	70,000	9 fév. '91	24,500 00		12,250 00		6.74	23,590 00		11,795 00		35,385 00						910 00	455 00
Hereford.....	45 Vict., chap. 23 sec. 1; et 51-52 Vict., chap. 91, secs 9 et 10.....	35.	4,000	140,000	2 août '88	49,000 00		24,500 00		35.	49,000 00		24,500 00		73,500 00							
Joliette et Saint-Jean de Matha.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	8.	10,000	80,000	27 juin '91	28,000 00		14,000 00			600 00				600 00						27,400 00	14,000 00
L'Assomption.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 9.....	3.50	3,000	10,500	7 janv. '87	3,675 00		1,837 50		3.50	3,675 00		1,837 50		5,512 50							
Lac Saint-François et Navigation.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. u; et 57 Vict., chap. 5, Ced. a.....	20.	10,000	200,000	8 juillet '92	70,000 00		35,000 00			1,443 75				1,443 75						68,556 25	35,000 00
Colonisation du Lac Témiscamingue.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. t; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	50.	5,000	250,000	5 sept. '93	87,500 00		43,750 00		44.88	78,548 00		39,270 00		117,810 00						8,960 00	4,480 00
Lotbinière et Mégantic.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d.d.....	25.	10,000	250,000	5 fév. '92	87,500 00		43,750 00		25.	87,350 83		43,750 00		131,100 83		149.17					
Basses Laurentides.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1; et 53 Vict., chap. 101, sec. 5.....	38.84	12,358½	480,000	12 oct. '86	168,000 00		84,000 00		38.84	168,000 00		84,000 00		252,000 00							
Matane.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. v; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	30.	10,000	300,000		105,000 00		52,500 00													105,000 00	52,500 00
Colonisation de Montford.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g.g.....	21.	10,000	210,000	6 juillet '91	73,500 00		36,750 00		21.	73,500 00		36,395 80		109,895 80						354 20	
Montréal et Lac Maskinongé.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 7; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 3, par. b.....	13.	5,000	65,000	16 juillet '88	22,750 00		11,375 00		13.	22,750 00		11,375 00		34,125 00							
Montréal et Ottawa.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 9; et 53 Vict., chap. 101, sec. 6.....	30.	10,000	300,000	29 janv. '89	105,000 00		52,500 00		23.50	105,000 00		52,500 00		157,500 00							
Montréal et Occidental.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 4; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 5.....	70.	5,000	350,000	28 mai '92	122,500 00		61,250 00		70.00	122,500 00		61,250 00		183,750 00							
Jonction de Napierville.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. o; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	15.	10,000	150,000		52,500 00		26,250 00													52,500 00	26,250 00
Ottawa et Vallée de la Gatineau.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1; et 56 Vict., chap. 3, sec. 4.....	52.	4,000	208,000	10 juillet '93	72,800 00		36,400 00			72,800 00		36,400 00		109,200 00							
do do do	45 Vict., chap. 23, sec. 1; 54 Vict., chap. 88, sec. 2; et 2 Ed. VII, chap. 2, sec. 1.....	75.	6,000	450,000	31 déc. '91 5 sept. '93	157,500 00		78,750 00		62.	157,500 00		78,750 00		236,250 00							
Embranchement du Portage du Fort et de Bristol.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. f.f; et 57 Vict., chap. 5; Ced. A.....	15.	10,000	150,000	8 juillet '92	52,500 00		26,250 00													52,500 00	26,250 00
Pontiac et Renfrew.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. l.l.....	5.	10,000	50,000	3 fév. '91	17,500 00		8,750 00		5.	17,500 00		8,750 00		26,250 00							
Québec Central, Jonction de Tring et Lac Mégantic.....	52 Vict., chap. 86, sec. 1; 53 Vict., chap. 101, sec. 9; et 54 Vict., chap. 88, sec. 4.....	52.	2,250	117,000	5 sept. '93	40,950 00		20,475 00		59.36	40,950 00		20,475 00		61,425 00							
Québec et Lac Saint-Jean.....	37-38 Vict., chap. 2, sec. 1; et 45 Vict., chap. 23, sec. 1.....	170.	5,000	850,000	14 août '86	297,500 00		148,750 00		170.	297,500 00		148,750 00		446,250 00						490 00	245 00
Québec et Lac Saint-Jean de Pointe-aux-Trembles à Roberval.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1.....	14.	10,000	140,000	3 sept. '88	49,000 00		24,500 00		13.86	48,510 00		24,255 00		72,765 00							
do do do à Métabetchouan.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1; et 55-56 Vict., chap. 66.....	14.	5,000	70,000	3 sept. '88	24,500 00		12,250 00		7.71	13,492 50		6,746 25		20,238 75						11,007 50	5,503 75
do do de Métabetchouan à Baie des Ha! Ha!.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. p; et 55-56 Vict., chap. 66.....	66.	5,000	330 000		115,500 00		57,750 00														
do do do do do	55-56 Vict., chap. 66.....			31,450	13 mai '92	11,007 50		5,503 75		46.347	124,742 95		52,746 40		177,489 35						1,764 55	10,507 35
do do Embran. entre Rivière à Pierre et La Tuque.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. r; et 57 Vict., chap. 5, sec. 5, Ced. A.....	45.	10,000	450,000	8 avril '91	157,500 00		78,750 00													157,500 00	78,750 00
Québec, Montmorency et Charlevoix.....	45 Vict., chap. 23; 57 Vict., chap. 5; et 58 Vict., chap. 2.....	90.	4,000	360,000	11 août '87	126,000 00		63,000 00		30.	42,000 00		21,000 00		63,000 00						84,000 00	42,000 00
Québec Oriental.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n.n; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	100.	10,000	1,000,000		350,000 00		175,000 00													350,000 00	175,000 00
St-Chrysostôme.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. z.; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	30.	10,000	300,000		105,000 00		52,500 00													105,000 00	52,500 00
St-Jacques-d'Achigan.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 8.....	7.	4,000	28,000		9,800 00		4,900 00													9,800 00	4,900 00
Trois-Rivières et Nord-Ouest.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A.....	70.	10,000	700,000	4 août '88	245,000 00		122,500 00			4,950 00				4,950 00						240,050 00	122,500 00
Témiscouata.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 8.....	69.	10,000	690,000	13 oct. '86 4 août '88	241,500 00		120,750 00		69.	241,500 00		128,750 00		362,250 00							
Comtés-Unis.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 6; et 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. c.....	60.	10,000	600,000	10 juin '89 24 janv. '91	210,000 00		105,000 00		59.84	207,565 00		103,782 18		311,347 18		1,875 00	937 82			560 00	280 00
Total.....		1,631.34		13,324,950		4,663,732 50		2,331,866 25		1025.867	3,293,734 03		1,263,993 99		4,557,728 02		2,024 17	1,292 02			1,367,974 80	1,066,579 74

TABLEAU "D"

État des subventions en terres non convertibles en argent gagnées par les compagnies de chemins de fer ci-après désignées à venir au 30 juin 1915 sur les subventions accordées par les Actes 4 Ed. VII, chap. 2, sec. 1; 6 Ed. VII, chap. 4, sec. 1; 8 Ed. VII, chap. 5, sec. 1; et 2 Geo. V, chap. 5, sec. 1.

Noms des compagnies de chemins de fer	Montant des sub- ventions gagnées en acres
Atlantique, Québec & Occidental	400,000
Colonisation du Nord	96,000
Matane & Gaspé	143,113
Orford Mountain	18,000
" "	21,320
Québec Central	36,000
" "	90,000
" "	4,020
" "	19,163
Québec & Lac St-Jean	152,000
" " "	5,160
" " "	4,000
Quebec, Montreal & Southern	105,876
The St-Maurice Valley	56,022
Baie des Ha! Ha!	77,539
The Napierville Junction	27,160
The Great Northern R'y of Canada	30,400
The Canadian Northern Quebec Ry	47,800
" " " " "	165,120
" " " " "	15,240
Total	1,514,013 acres

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des Chemins de fer.

Département des Travaux publics et du Travail,
Québec, 30 juin, 1915.

TABLEAU "E"

ETAT—1.—Des subventions en terre non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer;—24.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin, 1915;—36.—Des subventions restant à gagner à cette date;—46.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

NOM DES CHEMINS DE FER	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles sub- ventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1915	Montants restant à gagner au 30 juin 1915	Montants devenus caduques par laps de temps ou nom- bre de milles en moins.
Atlantique Qué- bec & Occidental	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. a. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. a. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. u.	4,000	50	200,000				200,000
do	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. a. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. u. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. u.	4,000	100	400,000	100	400,000		
Argenteuil	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. k.k.	2,000	15	30,000			30,000	
Baie des Ha! Ha!	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. l. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. r. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. h. O. C. No 393 du 22 mai 1908. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. t.	4,000	20	80,000	19.39	77,539		2,461
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. u.	2,000	4	8,000			8,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. v.	2,000	12	24,000			24,000	
Colonisation du Nord	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. l.	3,000	32	96,000	32	96,000		
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c.c.	3,000	100	300,000			300,000	
Québec & Lake St- Jean	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. c.	4,000	38	152,000	38	152,000		
Québec & Lac St- Jean	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. i. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. d.	4,000	1	4,000	1	4,000		

	8 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. c.	3,000	2	6,000	1.72	5,160	840
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. e.	3,000					
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. k.	3,000	3.8	11,400			11,400
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.						
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. f.	3,000	4.5	13,500			13,500
	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. l.						
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. g.						
do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. g.	3,000	12	36,000			36,000
	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. m.						
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. h.						
maintenant	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. c.	2,000	7.62	15,240	7.62	15,240	
The Canadian Northern Quebec Ry Co.....	2 Geo V, ch. 5, sec. 1, par. b.						
Grand Nord du Canada.							
maintenant	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. n.	2,000	85	170,000	82.56	165,120	4 880
The Canadian Northern R'y .	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. o.						
The Great Northern R'y of Can.	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. s.	2,000	18	36,000	15.20	30,400	5,600
	2 Geo. V, ch. 4, sec. 1, par. p.						
The Canadian - Northern Quebec Ry Co	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. i.	3,000	20	60,000	15.96	47,880	12,120
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. d.						
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. j.	2,000	65	130,000			130,000
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e.						
Interprovincial & Bay James....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. g.	4,000	50	200,000			200,000
	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. j.						
	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. p.						
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. k.						
The Joliette & Lake Manuan Colonization Railway Company.	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. f.	4,000	60	240,000			240,000
	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. i.						
	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. n.						
	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. i.						

TABEAU "E" (Suite)

ETAT 10.—Des subventions en terre non converties en argent accordées à certaines compagnies de chemins de fer; 20.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin, 1915, 30.—Des subventions restant à gagner à cette date; 40.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

NOM DES CHEMINS DE FER	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles sub- ventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1915	Montants restant à gagner au 30 juin 1915	Montants devenus caduques par laps de temps ou non- bre de milles en moins.
A une compagnie maintenant James Bay Eastern R'y Co	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. k. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. q. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. s. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. m.	4,000	30	120,000	.....	.....	120,000	
Kamouraska & L'Islet.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. 11.....	2,000	25	50,000	.....	.....	50,000	
Lotbinière & Mé- gantic & Quebec Eastern Railway Co...	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. o..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. t..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.f. S.S. 3...	2,000	60	120,000	.....	.....	60,000	60,000
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.f. S.S. 1...	2,000	120	240,000	.....	.....	240,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.f. S.S. 2...	2,000	10	20,000	.....	.....	20,000	
Métabetchouan...	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. v..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. n.....	1,000	13	13,000	.....	.....	13,000	
Matane & Gaspé maintenant Canada & Gulf Terminal R'y	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. b..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. b..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. g.....	4,000	37	148,000	35.80	143,113	.....	4,887
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. g.g.....	3,000	190	570,000	.....	.....	570,000	
Montagne Orford	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. m.....	1,500	12	18,000	12	18,000	.....

do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. t. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. b. S.S. 5. . . }	2,000	5	10,000				10,000
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. b. S.S. 1, 2, 3, et 4. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. a, S.S. 1, 2, 3, et 4. }	2,000	22 16	44,320	10 86	21,320	23,000	
A une compagnie ou								
Pontiac & Inter-provincial	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. h. 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. k. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. q. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. l. }	2,000	45	90,000			90,000	
Grand Lake and Bell River R'y. Company.								
Pacifique Canadien	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. n.n.	2,000	20	40,000			40,000	
Québec-Saguenay	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. l.i. s.s. 1. . .	3,000	63	189,000			189,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. ii. s.s. 2.	3,000	72	216,000			216,000	
Roberval & Saguenay	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. s.	3,000	80	240,000			240,000	
Rivière des Sauvages	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. d. 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. f. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. j. }	4,000	19	76,000			57,000	19,000
A une compagnie	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. x.	3,000	50	150,000			150,000	
Richmond Magog & Stanstead	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. y, s.s. 1.	2,000	55	110,000			110,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. y, s.s. 2.	2,000	20	40,000			40,000	
Quebec Montreal & Southern	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. d. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c. s.s. 1. }	2,000	107	214,000	50	105,876	99,444	8,680
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. e. 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c. s.s. 2. }	2,000	4	8,000			6,740	1,360
St. Maurice Valley	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. m.	2,000	30	60,000	27 96	56,022		3,978

TABEAU "E" (Suite)

ETAT—10.—Des subventions en terre non convertible en argent accordées à certaines compagnies de chemins de fer;—20.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin, 1915;—30.—Des subventions restant à gagner à cette date;—40.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

NOM DES CHEMINS DE FER	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles sub- ventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1915	Montants restant à gagner au 30 juin 1915	Montants devenus caduques par laps de temps ou nom- bre de milles en moins.
The Napierville Junction Ry.	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. s.....	1,000	27.25	27,250	27.25	27,160	.....	90
The St. Charles Huron River Railway Co....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. d.d.....	2,000	8	16,000	.....	.....	16,000	
The North Shore Power Co.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e.e.....	3,000	15	45,000	.....	.....	45,000	
Quebec Central...	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. e..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. h.....	4,000	9	36,000	9	36,000	.....
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. a.....	3,000	30	90,000	30	90,000	.....
Quebec Central...	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. q.....	3,000	1.34	4,020	1.34	4,020	.....
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. r.....	2,000	25	50,000	10	10,163	30,837	
A une compagnie	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. j..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. p..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. r.....	4,000	10	40,000	.....	.....	.....	40,000
The Little Nation River Ry Co...	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. o..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. j.....	3,000	30	90,000	.....	.....	90,000	
A une compagnie	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. a.a.....	2,000	50	100,000	.....	.....	100,000	

A une compagnie maintenant The St. Francis Valley Ry Co...	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. b.b.	2,000	27	54,000	.....	.....	49,000	5,000
	O. C. No. 373 du 4 avril 1914							
A une compagnie maintenant North Railw. Co.	2 Geo. V, ch. 8, sec. 1, par. h.h.	8,000	200	1,600,000	.....	.....	1,600,000	
	3 Geo. V, ch. 8, sec. 1, par. h. h.	10,000	350	3,500,000	.....	.....	3,500,000	
A une compagnie	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. m.m.	2,000	60	120,000	.....	.....	120,000	
	Total		2,631.67	10,770,730	527.46	1,514,013	8,877,921	378,706

LOUIS-A. VALLEE,
Inspecteur et Directeur des chemins de fer.

Département des Travaux publics et du Travail,
Québec, 30 juin, 1915.

TABLEAU "F"

TABLEAU indiquant la longueur des chemins de fer construits ou en exploitation, ou prêts à être livrés à l'exploitation, dans la province de Québec, le 30 juin, 1915:

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL

	Milles
De la rivière Restigouche—(frontière du Nouveau-Brunswick jusqu'à la jonction de la "Chaudière")	300.07
Embranchement de la Rivière-du-Loup	4.00
" de la Chaudière	16.38
" de Rimouski	2.00
" de la Rivière-Ouelle	6.30
	———328.75

CHEMIN DE FER "LE QUÉBEC CENTRAL"

De la jonction à Harlaka, avec l'Intercolonial, jusqu'à Sherbrooke	138.00
De la jonction Beauce jusqu'à St-Georges	24.15
Embranchement de Tring	59.36
De St-Georges à Sainte-Sabine	31.34
De Ste-Sabine allant vers l'est	10.00
	———362.85

CHEMIN DE FER "INTERNATIONAL"

(Maintenant un chaînon de la ligne courte de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien.)	
De la jonction avec le Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à la frontière du Maine, E.-U.	81.25

CHEMIN DE FER "LE GRAND-TRONC"

De la frontière de New-Hampshire jusqu'à Montréal	131.00
De Lévis à Richmond	96.50
Embranchement d'Arthabaska jusqu'à "Doucet's Landing"	34.71
De la jonction à St-Lambert jusqu'à "Rouse's Point"	43.68
Embranchement de Ste-Martine: de St-Isidore à Hemmingford	24.15
De Brousseau à Dundee	62.20
De Montréal à Lachine	8.00

De Montréal à la frontière d'Ontario	44.00	
De la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique au Sault-au-Récollet, jusqu'à Lachine	6.50	—450.74

RÉSEAU DU CHEMIN DE FER DU SUD-EST

(Maintenant sous le contrôle de la Compagnie du Pacifique Canadien)

Chemin de fer du Sud-Est proprement dit:—

	Milles	
De la frontière du Vermont à Farnham-Ouest	44.00	
Chemin de fer Richelieu, Drummond et Arthabaska: de la jonction de Sutton à Sorel	96.00	
Embranchement de St-Césaire	8.00	
Chemin de fer de jonction du St-Laurent et du Lac Champlain: de Standbridge à St-Guillaume	61.00	
Embranchement de l'Avenir	11.50	—220.50

CHEMIN DE FER "LE CANADA ATLANTIQUE"

(Maintenant exploité par la Compagnie du Grand-Tronc.)

De la frontière Ontario à la jonction Lacolle	53.09
---	-------

CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU LAC ST-JEAN

Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifi- que, à 4 milles de Québec, à l'Ancienne-Lorette jusqu'à la jonction de Chambord	172.84	
Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Roberval	13.86	
Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Chicoutimi	51.22	
Section terminale entre St-Ambroise et la Jeune Lorette et la nouvelle station sur la propriété Drum au "Palais", à Québec	12.00	
Embranchement, La Tuque	39.72	
" Roberval, jusqu'au quai du gouvernement.	1.00	
" de Limoilou jusqu'à l'Étang sur la rivière Montmorency	7.62	—298.26

CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL ET DU LAC MASKINONGÉ

(Exploité par le Pacifique Canadien)

Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique
Près de St-Félix de Valois, jusqu'à St-Gabriel de Brondon 13.00

CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE DRUMMOND

(Maintenant partie de l'Intercolonial.)

De la jonction avec le Grand-Tronc, à Ste-Rosalie, jusqu'à la
jonction de la Chaudière 115.98
Depuis St-Léonard jusqu'à Nicolet 14.68
————— 130.66

CHEMIN DE FER DE L'ASSOMPTION

(Maintenant Canadian Northern Railway.)

De la jonction avec le Pacifique Canadien, à l'Épiphanie, jus-
qu'au village de l'Assomption ——— 3.50

RÉSEAU DU VERMONT CENTRAL

Chemin de fer Vermont Central—de St-Jean à la frontière du
Vermont 26.00
Chemin de fer Stanstead, Shefford et Chambly;—de la jon-
ction avec le Vermont Central, à deux milles de St-Jean,
jusqu'à Waterloo 41.00
Chemin de fer Montréal, Portland et Boston; de St-Lambert
à la frontière, près de Frelighsburg 54.00
————— 121.00

CHEMIN DE FER DE BOSTON ET MAINE,—RÉSEAU DE LOWELL DIVISION DE PASSUMPSIC

Chemin de fer de Massawippi;—de la jonction avec le Grand-
Tronc, à Lennoxville, jusqu'à "North Derby", sur la
frontière de New-Hampshire 34.75
Embranchement de Stanstead 5.00
————— 39.75

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE

De Montréal à Ottawa.....	120.00
De Hull à Aylmer.....	7.50
Embranchement, de St-Jérôme.....	13.30
“ Buckingham: depuis la station de Bucking-	
ham jusqu’au village de Buckingham....	3.20
“ St-Lin.....	15.10
“ St-Eustache.....	6.00
“ Joliette:—de la jonction de Joliette à St-	
Félix-de-Valois.....	16.60
“ Berthier.....	2.10
“ des Piles.....	26.90
De la jonction à St-Martin jusqu’à Québec.....	159.10
Extension à l’eau profonde, Québec.....	0.86
Chemin de ceinture, à Trois-Rivières.....	3.00
De la jonction de Montréal à la frontière d’Ontario.....	42.00
De la jonction de Montréal jusqu’au “North Troy”, comté de	
Brome.....	89.00
De Waterloo à Sherbrooke.....	39.00
De la station de Windsor à la jonction de Montréal.....	4.80
De Mile-End à la jonction Adirondack.....	10.00
De la jonction St-Luc à la jonction ouest.....	1.70
	—560.16

CHEMIN DE FER DU TÉMISCOUATA

Depuis Fraserville jusqu’à la frontière du Nouveau-Brunswick..... 69.28

CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET PRESCOTT

(Maintenant le chemin de fer Montréal et Ottawa—exploité par le Pacifique Canadien)

De Vaudreuil à la Pointe-Fortune..... — 23.50

CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT ET DES ADIRONDACKS

(Exploité par le New-York Central.)

De la jonction avec le Canada-Atlantique, près de Valleyfield,

jusqu'à la ligne frontière, dans la direction de Malone, États-Unis.....	20.38	
De Valleyfield à la jonction Adirondack.....	16.10	
		36.48

CHEMIN DE FER D'HEREFORD

(Maintenant exploité par le "Maine Central.")

De Cookshire jusqu'à la frontière du Vermont, à Hall's Stream	35.00	
Embranchement de Cookshire jusqu'à "Lime Ridge", aux car- rières de chaux et de marbre.....	18.52	
		53.52

CHEMIN DE FER DE LA MONTAGNE D'ORFORD

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis Windsor Mills jusqu'à la ligne frontière, E.-U.....	57.30
--	-------

CHEMIN DE FER DE PONTIAC ET RENFREW

Depuis la station Wiman, sur le chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique, jusqu'aux mines de la compagnie de Bristol.....	5.00
--	------

CHEMIN DE FER COMTÉS-UNIS

(Exploité par le "Quebec, Montréal & Southern.")

De la jonction avec le Grand-Tronc, à St-Hyacinthe, jusqu'à Iberville.....	28.70	
De St-Hyacinthe à la jonction du Pacifique à St-Robert.....	31.14	
		59.84

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTFORT

(Exploité par le Canadian Northern.)

De la jonction avec le chemin de fer Montréal et Occidental, à St-Sauveur, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil.....	32.27
--	-------

CHEMIN DE FER DE LOTBINIERE ET MÉGANTIC

De Lyster à St-Jean Deschaillons..... — 30.00

CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIERES, DE PHILIPSBURG

De la jonction avec le Vermont Central, à Stanbridge, jusqu'à
Philipsburg..... 5.87

CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE COMPAGNIE D'ARDOISE
DE "NEW-ROCKLAND".

De la jonction avec le Grand-Tronc, jusqu'aux carrières de
New-Rockland..... 4.12

CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU

(Maintenant Ottawa Northern and Western—exploité par le Pacifique
Canadien.)

Depuis Hull jusqu'au village de Maniwaki..... — 80.10

CHEMIN DE FER "MONTRÉAL ET OCCIDENTAL"

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis St-Jérôme jusqu'à la Chûte aux Iroquois..... — 70.00

CHEMIN DE FER "LE GRAND-NORD"

(Maintenant le Canadian Northern.)

De la jonction avec les Basses-Laurentides, à St-Tite, jusqu'à
la rivière Ottawa, vis-à-vis Hawkesbury.....129.16
De Montréal à Joliette..... 36.00
Embranchement de l'Épiphanie à Rawdon..... 18.30
De la jonction Garneau jusqu'à Québec..... 77.40
De St-Jérôme à St-Sauveur, dans le comté de Terrebonne... 15.20
Embranchement du Pont de Québec..... 5.16
—281.22

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE NAPIERVILLE

De la ligne frontière à Rouse's Point, N. Y., jusqu'à St-Constant..... 27.16

CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE D'OTTAWA

De Lachûte à St-André..... — 6.74

CHEMIN DE FER DE LA JONCTION DE PONTIAC AU PACIFIQUE

(Maintenant Ottawa, Northern and Western.—Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis Aylmer jusqu'à Waltham.....71.00

De Aylmer à Hull..... 8.50

———— 79.50

CHEMIN DE FER DES BASSES LAURENTIDES

(Maintenant exploité par le "Canadian Northern")

Du point de jonction avec le chemin de fer des Piles, à la station de St-Tite, à 3 milles au sud du terminus du chemin des Piles à aller jusqu'à la station de la Rivière-à-Pierre sur la ligne de Québec et du Lac St-Jean..... — 38.84

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS

(Maintenant partie de l'Atlantique et Lac Supérieur.)

De la jonction avec l'Intercolonial, à Matapédia, jusqu'à Paspébiac..... — 100.00

CHEMIN DE FER "QUÉBEC, MONTRÉAL & SOUTHERN"

De Pierreville à Ste-Philomène..... — 48.33

CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX

(Maintenant Québec, Railway, Light & Power, mû par la vapeur et l'électricité)

De Québec au Cap Tourmente, à St-Joachim..... — 30.00

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU LAC TÉMISCAMINGUE

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De Mattawa au Lac Kippewa.....— 45.88

CHEMIN DE FER DU CAP DE LA MADELEINE

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De la jonction avec le Pacifique à la jonction des Piles, jusqu'au
village du Cap de la Madeleine et à l'Ile de la Potterie...— 4.91

CHEMIN DE FER DE LA COLONISATION DU NORD

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De Labelle au Rapide de l'Original (Mont-Laurier).....— 58.00

CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD

Exploité par le "Quebec Montreal & Southern")

De St-Lambert à Pierreville.....— 61.50

CHEMIN DE FER CARILLON ET GRENVILLE

De Carillon à Grenville.....— 12.75

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE BEAUHARNOIS

(Exploité par la Cie du chemin de fer le Grand-Tronc.)

Ste-Martine à Valleyfield.....— 19.13

CHEMIN DE FER VALLÉE EST DU RICHELIEU

(Exploité par le "Quebec, Montreal & Southern")

D'Iberville à la jonction de Noyau.....— 22.16

CHEMIN DE FER MATANE & GASPÉ

(Maintenant Canada & Gulf Terminal.)

De Ste-Flavie à Matane.....— 35.80

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES HA! HA!

De Jonquières à St-Alphonse.....	19 39
Embranchement de Laterrière.....	8.00
“ de Chicoutimi.....	4.00
	— 31.39

CHEMIN DE FER ATLANTIQUE, QUÉBEC ET OCCIDENTAL

De Paspébiac à l'Anse-au-Bassin de Gaspé.....—102.00

CHEMIN DE FER “THE SAINT MAURICE VALLEY”

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De Trois-Rivières à Grand-Mère.....— 27.96

CHEMINS DE FER MUS PAR L'ÉLECTRICITÉ

	Milles
Châteauguay et Nord (maintenant Montreal Terminal)	12.00
Montreal Terminal.....	6.34
Comté de Lévis.....	10.25
Montreal Park & Island.....	37.99
Montreal Street.....	124.42
Quebec Railway, Light & Power (div. de la Citadelle).....	17.22
“ “ “ “ (div. Q. M. & Charlevoix, mû par la vapeur et l'élec- tricité, 30 milles.)	
Hull Electric.....	14.50
Sherbrooke Street.....	7.00
	—229.72

Formant dans toute la province un total de voies ferrées, construite ou en exploitation, ou prêtes à être livrées à l'exploitation, à venir au 30 juin, 1915.....

4,353.69
229.72
—
4,583.41

Sur ce total 4,353.69 milles, il a été construit, depuis le 1er juillet 1867, date de l'établissement de la Confédération....	3,778.44
Et avant le 1er juillet, 1867.....	575.25
	<hr/>
En tout.....	4,353.69

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des chemins de fer.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,
Bureau des chemins de fer.

Québec, 30 juin, 1915.

$$\begin{array}{r} 28122 \\ 27606 \\ \hline 54516 \end{array}$$

$$\begin{array}{r} 410881 \\ 316 \\ \hline 411197 \end{array}$$

V

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES
ÉDIFICES PUBLICS

Par ordre-en-conseil du 27 juin 1893, la province de Québec a été partagée en trois divisions pour les fins de l'inspection des établissements industriels, savoir :

La division de Québec, comprenant les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Chicoutimi, Saguenay, Rimouski et Gaspé.

La division des Cantons de l'Est, comprenant les districts judiciaires de Bedford, Saint-François et Arthabaska.

La division de Montréal, comprenant les districts judiciaires de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Saint-Hyacinthe, Beauharnois, Iberville et Richelieu, auxquels on peut ajouter le nouveau district judiciaire de Montcalm, créé en vertu de la loi 1 Geo. V., ch. 8.

PERSONNEL DU SERVICE

Inspecteurs: M. Louis Guyon, inspecteur-en-chef, 9 rue St-Jacques, Montréal; MM. James Mitchel, O.-J. Monday, J.-E. Deslauriers et L.-O. Guyon, Alfred Robert, L.-E. Régner, 9 rue St-Jacques, Montréal; MM. P.-J. Jobin, S. Desrochers, Hôtel du Gouvernement, Québec; R.-H. Gooley, Coaticooke.

Inspectrices: Madame Louisa King et Mademoiselle Clémentine Clément, 9 rue St-Jacques, Montréal, et Madame C.-E. Lemieux, Hôtel du Gouvernement, Québec.

RAPPORT ANNUEL DE M. LOUIS GUYON

INSPECTEUR-EN-CHEF

Montréal, le 30 juin 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux Publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon vingt-septième rapport annuel sur l'application de la loi des établissements industriels et des édifices publics pour le service expiré le 30 juin 1915, ainsi que quelques considérations sur les résultats obtenus par la mise en vigueur des services nouvellement créés et confiés à ma direction.

INSPECTION DU TRAVAIL

Le département des Travaux publics est aussi le département du Travail, et ce dernier titre acquiert une importance toujours grandissante à mesure que les industries se développent dans notre province et que les mesures de réformes sociales progressent.

Protéger la jeunesse ouvrière et empêcher son exploitation; protéger l'ouvrier contre les accidents du travail et, en cas de malheur, s'intéresser à sa juste compensation; protéger les travailleurs contre la plaie démoralisante du chômage en créant des bureaux de placements gratuits—problème angoissant s'il en fût un et qui préoccupe l'esprit des législateurs et des sociologues dans les pays même les plus prospères,—et combien d'autres réformes d'ordre économique ne suivent-elles pas de près et ne dérivent-elles pas des mesures inspirées par des considérations humanitaires et auxquelles on n'avait guère songé il y a à peine quinze ans.

Les modestes rapports de vos inspecteurs et inspectrices ont donc pour but, chaque année, de faire connaître les progrès réalisés et de vous signaler en même temps les améliorations propres à donner une plus large part de bien-être à la classe ouvrière.

L'application et le perfectionnement de ces mesures incombent avant tout aux inspecteurs. Leur tâche est de s'occuper de toutes les questions ayant trait au bien-être des ouvriers, d'étudier toutes les faces de l'existence des travailleurs en rapport avec la situation générale de la société, sans déplacer pour cela le centre de leur activité dans le domaine de la spéculation et des utopies.

La tâche de l'inspecteur du travail ne se borne pas exclusivement à prévenir les accidents ni à combattre les influences anti-hygiéniques, ni à veiller uniquement à l'application des paragraphes de la loi protégeant telle ou telle catégorie d'ouvriers. L'inspecteur du travail, évidemment, doit savoir tout ce qui est désirable sur ces divers sujets; mais ces choses ne doivent l'intéresser qu'en tant qu'elles exercent une influence sur l'élévation sociale de l'ouvrier. L'inspecteur, en un mot, est le trait-d'union entre les travailleurs et les pouvoirs publics; et, pour réussir dans sa mission, il doit posséder l'estime de l'un et la confiance de l'autre.

Le département de l'inspection du travail, organisé en 1888 par feu l'honorable M. Mercier, se composait alors de trois inspecteurs, et le modique budget de \$5,000. avait été jugé suffisant pour assurer convenablement l'application du Statut désigné à cette époque sous le nom de l'Acte des Manufactures de 1885.

Il avait fallu près de trois ans pour que le bill du docteur Bergin, le député fédéral de Stormont, puisse être adopté à Québec. Rien d'étonnant à cela lorsque l'on songe aux nombreuses enquêtes qui durent être faites dans les filatures du Lancashire et dans les mines du pays de Galles avant que le gouvernement de la Grande Bretagne ne se décidât une bonne fois à mettre fin aux abus signalés, par la création de l'admirable service d'inspection qu'il possède aujourd'hui.

Le département du Travail de la province de Québec se compose aujourd'hui de 41 personnes. Voilà qui va surprendre bien des gens parmi lesquels il y aura beaucoup d'ouvriers, de patrons, et même de députés.

"Il n'y a aucun doute", dit M. Van Overbergh, l'éminent jurisconsulte belge, "que ce fut la pitié, cette première forme de la fraternité, qui arracha "à la science classique et aux gouvernements les premières législations protectrices."

"A l'ombre d'un droit plus humain, les travailleurs prirent conscience d'eux-mêmes, ils abandonnèrent les attentats collectifs contre les personnes et les propriétés. Ils s'apprêtèrent à faire valoir leurs revendications avec calme et dignité. Vainement voulut-on les entraîner dans l'orbitre des vieilles querelles dynastiques, politiques, bourgeoises. A part quelques exceptions, ils restèrent confinés dans leur intérêt de classe. Forts de cette attitude indépendante et fière, ils arrachèrent au pouvoir et aux partis désireux de se ménager leurs votes, l'une disposition légale après l'autre."

Je m'empresse d'ajouter que l'auteur parle au point de vue général dans la création de cette législation spéciale, et c'est bien le point de départ et l'histoire de la législation ouvrière dans presque tous les pays.

TABLEAU DU SERVICE
INSPECTIONS DU TRAVAIL ET DES ÉDIFICES PUBLICS

Ville	Inspecteurs	Inspectric.	Commis	Dactilogr.	Total
Montréal.....	7	3	1	1	12
Québec.....	2	1	1		4
Coaticooke.....	1			1	2

BUREAUX DE PLACEMENT

Ville	Surintend.	Commis	Dactilogr.	Gardien	Total
Montréal.....	1	3	2	1	7
Québec.....	1	1	1	1	4
Sherbrooke.....	1	1			2

BUREAUX DES EXAMINATEURS

(Loi des Ingénieurs)

Ville	Examineurs	Secrétaires	Total
Montréal.....	2	1	3
Québec.....	1	1	2
<hr/>			
Total des employés.....			36

Si l'on ajoute à ce total cinq inspecteurs de chaudières dont les services sont payés par honoraires par les industriels, nous atteignons le chiffre de 41 employés.

Deux inspecteurs d'hôtels récemment nommés et relevant directement du Ministre pourraient être ajoutés au tableau, ce qui porterait le total des employés du département du travail à 43 employés.

Le département du Travail est chargé de l'exécution des lois et règlements suivants: inspection des établissements industriels; inspection des édifices publics; inspection spéciale des fonderies; magasins et confections; inspection des bureaux de placement; inspection des poudrières et fabriques d'explosifs; bureaux de placement gratuit; bureaux des examinateurs des ingénieurs stationnaires; inspection des chaudières, et finalement, le conseil d'arbitrage et de conciliation; inspection sanitaire des hôtels et maisons de pension.

Voilà donc le code du travail qui augmente et se perfectionne chaque année.

Formé sous la pression des événements, il est la consécration de la puissance sociale nouvelle qui s'est imposée à notre moderne civilisation au point de nécessiter la création d'un droit nouveau. De même que pour les autres branches du droit, il existe des organes exécutifs chargés de veiller à leur application; ce même droit ouvrier exige des fonctionnaires ayant pour mission de sauvegarder les classes, les protéger et les défendre contre l'injustice, d'empêcher l'écrasement des faibles par les forts, de faire respecter partout le texte et l'esprit de la législation protectrice.

Pour la mise en train des rouages de ces divers services, il a fallu créer près de 250 formules, certificats et documents divers, les faire imprimer dans les deux langues.

Le renouvellement de ces imprimés, leur distribution aux patrons et autres intéressés, constituent une charge très considérable pour le département et demandent les services presque constants d'un de nos inspecteurs.

DIVISION DU TRAVAIL

Le système adopté pour la division du travail de nos inspecteurs est celui qui impose le moins de travail dit de bureau. En certains départements d'inspection, ces travaux de bureaux constituent un véritable fardeau. Ils ravissent aux inspecteurs le meilleur de leur temps. Au dernier congrès, j'ai entendu citer un département dont les officiers passaient trois à quatre jours par semaine aux écritures, ne laissant que quelques jours pour la visite des établissements industriels. Nous avons simplifié autant que possible le service des ordres et recommandations donnés aux patrons en distribuant, séance tenante, des feuillets détachables contenant les instructions nécessaires et dont l'inspecteur conserve une copie. Il n'y a que pour la première inspection d'une grande usine qu'il est nécessaire d'écrire bien longuement. Un relevé assez complet des industries et des édifices publics situés à Montréal ayant été fait, nous allons cette année pouvoir établir des divisions d'inspection permanente et faire une distribution plus équitable et plus en rapport avec les aptitudes de certains des membres du personnel,—ainsi, M. l'inspecteur Robert, désigné tout spécialement pour l'inspection des fonderies, aura en outre la mission de visiter les grandes industries du fer et de l'acier, à part d'une division d'inspection comprenant l'ouest et Lachine.

La nomination d'un nouvel inspecteur, fin de 1914, est venue bien à point, et comme vous l'aurez sans doute constaté par les rapports mensuels de nos inspecteurs, en dépit de cette augmentation dans le service, le personnel de l'inspectorat reste bien au-dessous de sa tâche en raison du développement des industries de la métropole. Très peu d'inspections ont été

faites en dehors de la ville, excepté en ce qui regarde la ville de Hull et les comtés avoisinants, par l'inspecteur désigné pour cette région, tellement il y a eu de demandes pour Montréal et les environs.

INSPECTIONS

Pour Montréal et le district, tant dans les établissements industriels et les édifices publics, il a été fait durant l'année fiscale 5,720 inspections.

Une collaboration étroite entre les inspecteurs et les inspectrices dans certaines grandes industries ont de beaucoup hâté les réformes demandées par ces dernières, car, dans bien des cas où les patrons cherchaient à se dérober aux demandes de nos inspectrices, une contre-visite de l'inspecteur de la division donne généralement des résultats satisfaisants.

STATISTIQUES DES INDUSTRIES DE MONTRÉAL 1914-1915

No. Etab. Nombre d'employés

Indust.	Hommes	Filles et Femmes	Filles de 14 à 18 ans.	Garçons de 14 à 18	Pouv. Mot. H. P.	Escaliers de sauv.	Ascenseurs.
1,256	38,261	18,220	5,821	4,176	65,116	654	995

TRAVAIL DES ENFANTS

Les rapports des inspecteurs et inspectrices confirment les pronostics de l'année dernière relatifs à l'emploi des enfants. La vigoureuse campagne entreprise contre l'emploi des enfants au-dessous de 14 ans a donné des résultats satisfaisants à Montréal, où les abus étaient nombreux surtout parmi les propriétaires de petite industrie.

Dans certaines petites villes où des bonus ont été accordés aux propriétaires d'industries employant des enfants et des femmes, nos inspecteurs m'ont signalé à plusieurs reprises la présence d'enfants bien au-dessous de l'âge permis par la loi. Il est évident que les autorités locales ignoraient totalement les exigences des statuts à cet égard, mais d'un autre côté, certains des fabricants s'imaginaient être exempts des opérations de la loi parce que leur établissement était en dehors de la ville de Montréal. Les enfants, dans chaque cas, furent congédiés et les patrons dûment avertis.

Il y a encore dans nos rues, sur les places publiques et autour des salles de vues animées, un trop grand nombre d'enfants désœuvrés qui ne fréquentent pas l'école et que nulle réglementation n'atteint présentement. Ces enfants élevés sur la rue sont les apaches de demain, car, dans bien des cas,

à la suite de quelque léger délit, ils apparaîtront à la cour juvénile et y recevront de bons conseils qu'ils écouteront d'une oreille distraite, car déjà émancipé de toute contrainte de la part du père et de la mère, dans bien peu de temps ils retourneront fatalement sur la rue, et dans trois ou quatre ans, ces enfants auxquels il n'a manqué dès le début de la vie que l'autorité ferme du père et de la mère, auront parcouru l'étape qui conduit au pénitencier.

Pour nous qui sommes chargés de surveiller l'emploi des enfants dans les fabriques, il y a quelque chose de plus triste encore que la vue de l'enfant arraché prématurément aux bancs de l'école pour être mis dans la manufacture ou l'usine : c'est l'enfant désœuvré qui grandit sur la rue.

Dans la plupart des pays d'Europe, l'enfant ayant l'âge requis pour entrer en apprentissage, reçoit un livret des autorités scolaires. C'est là son passe-port qui doit l'admettre au travail. Combien de ces petits camelots, vendeurs de journaux, messagers, porteurs de circulaires, qui grandissent dans l'ignorance et dont les pouvoirs publics ne sauraient se désintéresser sans faillir à une des obligations morales les plus sérieuses.

Les temps sont aux grandes réformes. D'un trait de plume on a aboli l'absinthe en France et le Vodka en Russie, et je suis persuadé qu'il ne serait pas impossible de maintenir les enfants aux écoles jusqu'à ce qu'ils aient appris les éléments du français et de l'anglais.

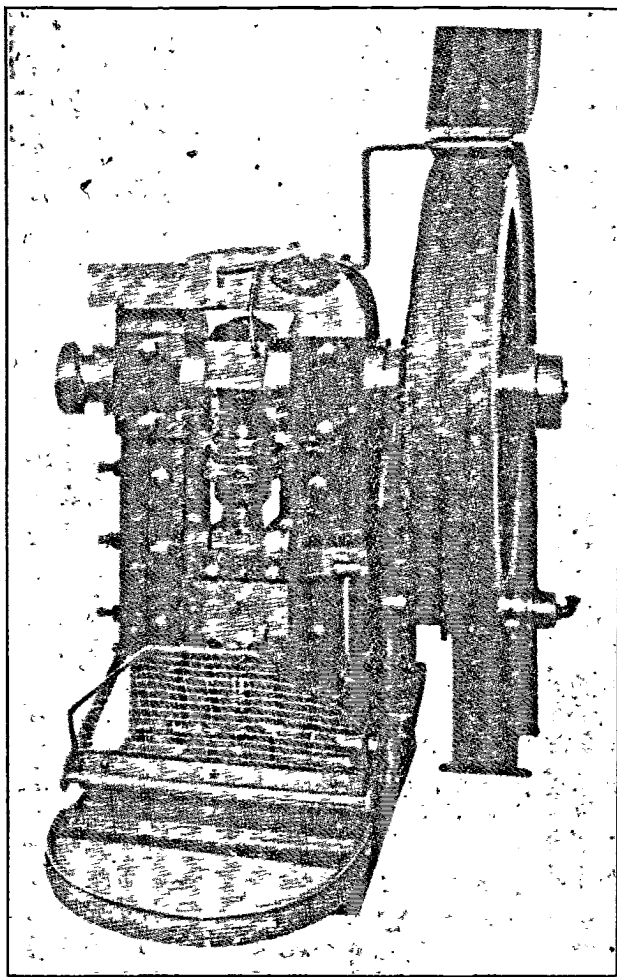
Dans la ville de Chicago, nul enfant entre 14 et 16 ans ne peut être admis dans une fabrique, usine; établissement mercantile, sans être muni d'un certificat de la commission scolaire de l'arrondissement où habite la famille de l'enfant.

Durant l'année, 83 enfants n'ayant pas l'âge requis par la loi, et 7 dont l'état physique laissait à désirer, furent renvoyés dans leurs familles.

ACCIDENTS

“Quoi qu'on fasse, il sera toujours impossible de supprimer d'une manière complète les accidents de toutes sortes qui menacent le travailleur. Il est donc indispensable de rechercher les meilleurs moyens propres à les prévenir ou en réparer les funestes conséquences.—Alfred Toqué, ingénieur au Corps des Mines.”

Fervent partisan des moyens préventifs en matière d'accidents, la mission de l'inspecteur est quelquefois bien difficile, car, si comme le dit plus loin l'auteur déjà cité, il est facile de diminuer le nombre des accidents, soit au moyen de modifications judicieuses dans l'installation et le mode d'emploi des appareils, soit au moyen de dispositifs protecteurs convenablement choisis, il n'est pas toujours possible de convaincre les patrons de

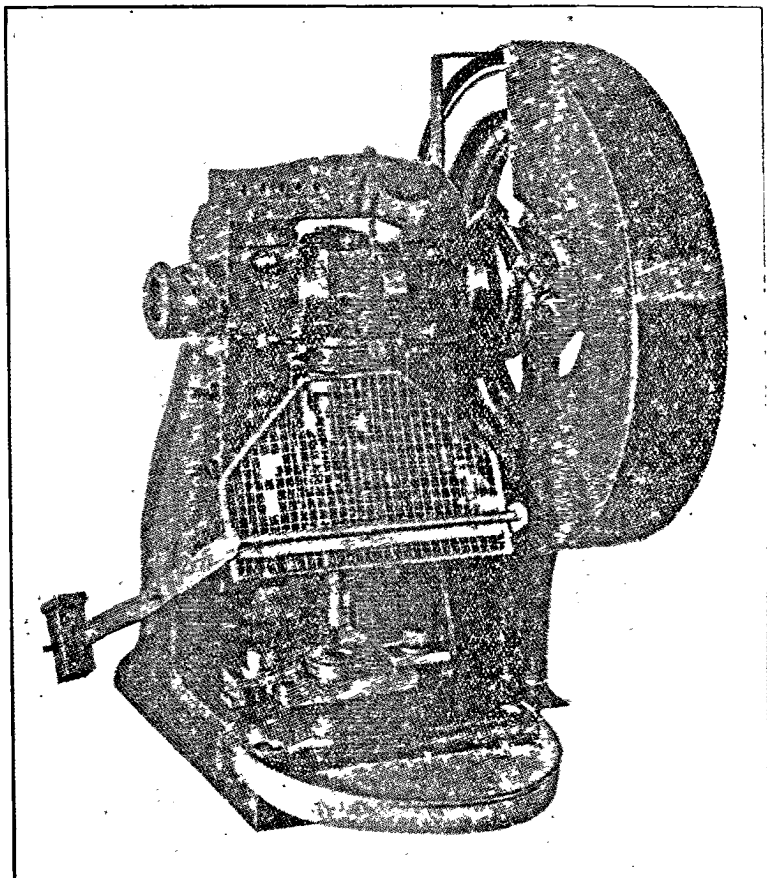


PRESSE À ÉTAMPER

Cette presse est munie d'une garde en fil de fer
(la garde en position)

l'importance et de la nécessité de cette réforme, pas plus qu'il n'est facile d'arracher l'ouvrier à ses habitudes de nonchalance et de mépris du danger.

Devant la liste interminable des mutilés dans l'industrie du bois, par exemple, comment expliquer que trois ouvriers sur cinq ne se feront aucun scrupule d'enlever le protecteur que le patron aura fait poser sur une scie. Grâce cependant à l'intelligente initiative de bon nombre de



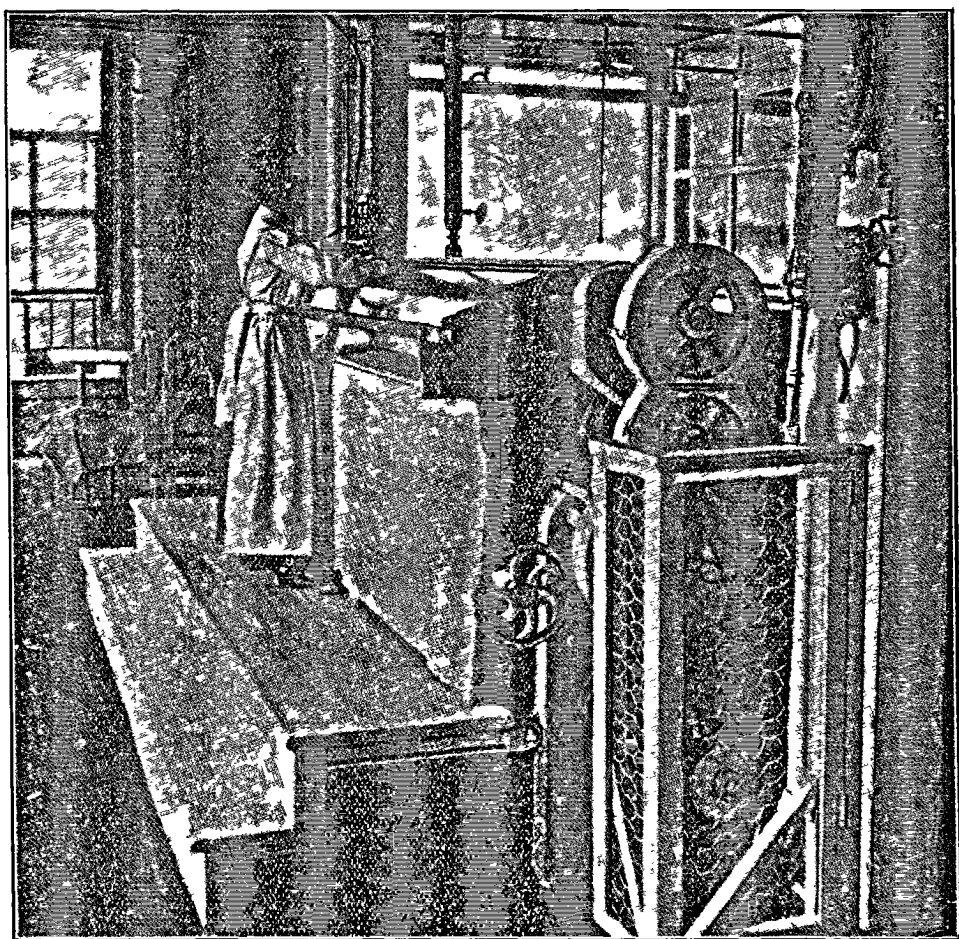
PRESSE À ÉTAMPER
La garde relevée

patrons et aux efforts de vos inspecteurs, la situation s'améliore dans bien des industries.

Il n'y a pas d'usine ou de grande manufacture, aujourd'hui, qui n'ait adopté la devise nouvelle: "Safety first"—sûreté avant tout; et de ce mouvement sont sortis les "shops committees" constitués pour la surveillance des ouvriers et la mise en pratique des moyens de prévention adoptés et qui se simplifient, se généralisent de plus en plus.

Le précieux concours des grandes compagnies d'assurance contre les accidents du travail a été pour beaucoup dans l'introduction des moyens préventifs de ces quelques années passées.

Disposant de ressources presque illimitées, et grâce à un merveilleux système de publicité par conférences illustrées où les différentes phases de ce problème étaient expliquées d'une façon scientifique, les assureurs sont parvenus à créer une forte opinion publique. Les moyens de prévention anciens ou de fortune ont fait place à des appareils de protection adaptables et mis à la portée de la majorité des fabricants. D'un autre côté, les ouvriers avertis par l'expérience, s'intéressent de plus en plus à ce mouvement, car, dans la plupart des comités organisés dans les manufactures pour combattre



MACHINES DANS LES BUANDERIES

Repasseuses cylindriques. Cette machine est munie de couvre-engrenage et clôturée en treillis. L'opérateur peut instantanément arrêter la machine par une pression de son pied sur la boule qui contrôle la transmission.

les accidents, on a eu l'heureuse idée d'adjoindre un certain nombre d'ouvriers à chaque groupe des officiers de la manufacture dont la mission est de rechercher les causes des accidents et des moyens à prendre pour les empêcher. C'est toujours dans les établissements mixtes où les femmes, filles et enfants travaillent en plus grand nombre, que les inspecteurs doivent redoubler de vigilance. Si l'industriel dispose de moyens suffisants, il ne voudra conserver que les machines les plus parfaites et les plus rapides, et conséquemment, les mieux pourvues d'organes protecteurs. Dans la fabrique moins prospère, le patron gardera ses machines anciennes le plus longtemps possible. Alors, l'inspecteur aura non seulement la tâche de signaler les défauts au patron, mais encore celle d'inventer tel ou tel dispositif pour prévenir les accidents, et d'en expliquer la confection au gérant de l'établissement.

Les accidents dans les buanderies causés par des rouleaux chauffés au gaz ou à la vapeur deviennent de plus en plus rares. Les améliorations apportées aux machines par les fabricants ont donné raison aux partisans du système qui voulait que l'on impose l'obligation aux fabricants des machines d'en munir les points de contact dangereux d'organes protecteurs. Cela semble si logique qu'il est étonnant qu'il n'en soit pas encore ainsi pour toutes les machines. Il faut cependant faire exception pour l'industrie du coton où les machines sont presque parfaites sous ce rapport.

Si les tordeuses centrifuges ont des grilles et que les rouleaux et les parties dangereuses des machines dans les grandes buanderies sont maintenant bien protégées, il reste beaucoup de petits établissements où l'outillage est vieux et difficile à améliorer et où les moyens de ventilation bien précaires permettent une chaleur insupportable qui se dégage des séchoirs et des machines chauffées au gaz, et j'estime qu'il ne serait que juste qu'on appliquât la loi de 55 heures dans ces établissements, tout au moins pour les employés de moins de 18 ans.

L'initiative privée dans bien des cas a devancé les pouvoirs publics en matière de protection contre les accidents du travail dans les villes, mais à la campagne, c'est toujours le même laisser aller. Il n'est pas rare que nos inspecteurs de chaudières me signalent tel fabricant de beurre ou de fromage qui fait fonctionner une chaudière non munie de verre indicateur, ou qui bloque sa soupape de sûreté avec une pièce de bois, ce qui fait qu'il est rare, dans certains districts où il n'y a pas un amputé par un moulin à battre ou une scie circulaire. Sous la pression exercée par la loi de compensation des ouvriers blessés au travail, les patrons cependant commencent à réaliser qu'il en coûte moins de faire venir un appareil de sûreté que de faire venir l'ambulance.

Le tableau ci-dessous n'indique pas une augmentation ni une diminution bien appréciable, mais il ne faut pas oublier que la rapide augmentation des industries et l'accroissement constant de la population ouvrière, devraient avoir et auraient sans aucun doute une influence considérable sur l'augmentation du chiffre des accidents, si ce n'étaient les efforts des inspecteurs et la bonne initiative de certains patrons. Nous nous tenons, et c'est déjà beaucoup.

NOMBRE D'ACCIDENTS

	Légers	Sérieux	Fatals	Total
Division de Montréal	418	57	5	480
“ de Québec	45	40	5	90
“ des Cantons de l'Est	100	43	6	149
Grand Total				719

Accidents 1911-1912	688
“ 1912-1913	720
“ 1913-1914	633
“ 1914-1915	719

MALADIES PROFESSIONNELLES

Ce sujet, déjà traité dans mes rapports précédents, continue à intéresser le monde de l'inspection. Les rapports des différentes commissions industrielles sont tous affirmatifs sur la nécessité de surveiller étroitement certaines maladies inhérentes à certains métiers. Ces maladies, tantôt contractées par contact avec des substances délétères, sembleraient relever plutôt de l'hygiène industrielle, mais cela n'est pas de l'opinion des autorités aux États-Unis où l'on a confié les moyens de défense aux inspecteurs du travail.

Il ne sera peut-être pas sans intérêt d'étudier dans un synopsis sommaire, comment la législation de l'État de l'Illinois, en 1911, s'est proposé d'atteindre certaines industries dangereuses.

La loi est intitulée: “Loi pour la protection de certains ouvriers de l'État employés à des travaux insalubres”.

L'article premier oblige les patrons dont les industries sont dangereuses au point de compromettre la santé des ouvriers, à se munir de tous les appareils, et prendre tous les moyens raisonnables pour protéger ceux-ci.

L'article deuxième prescrit que les propriétaires d'industries où se manipule la céruse (blanc de plomb), litharge, plomb rouge, arsenate de plomb, vert de Paris, couleurs arsenicales, la fonte du cuivre, les acides et les produits chimiques délétères, etc., etc., devront munir les ouvriers à leurs frais d'habits de travail et de masques respirateurs, etc.

Article 3.—Les patrons devront faire faire un examen médical de leurs ouvriers chaque mois, afin de s'assurer si ces derniers ne sont pas affectés par les produits en voie de fabrication.

Article 4.—Tout cas de maladie sera immédiatement signalé au bureau de santé de l'État, par le médecin sur une feuille d'avis spéciale fournie par le bureau.

Article 5.—Le secrétaire du bureau de santé, à la réception de cet avis, devra en transmettre copie au bureau de l'inspecteur du travail.



FONDERIES

Chambre de toilette dans une fonderie moderne

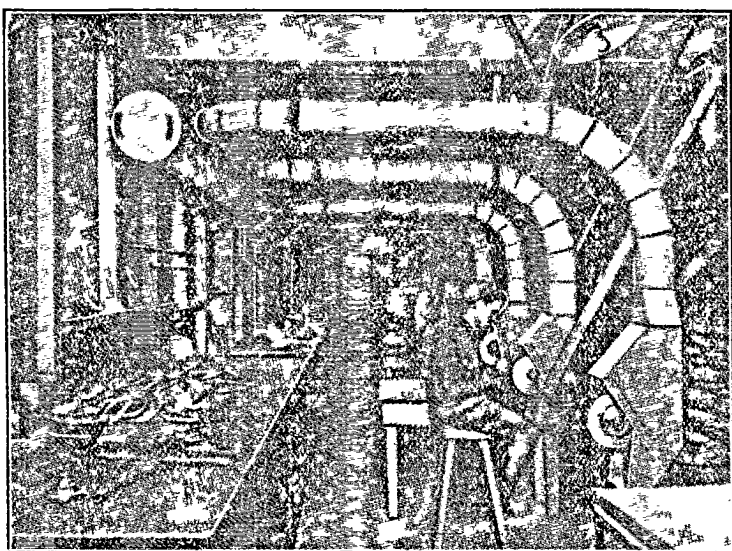
Article 6.—Les patrons mettront à la disposition des ouvriers des chambres séparées de la manufacture, dans lesquelles il y aura des douches, bains, eau chaude et froide, en un mot, tout ce qui est nécessaire pour assurer la propreté individuelle des ouvriers employés aux travaux dangereux ou nuisibles à la santé.

Article 7.—Il ne sera pas permis d'apporter des aliments ou des breuvages dans les chambres de travail, et les ouvriers ne devront pas demeurer dans ces chambres durant l'heure des repas. Il sera installé une salle à dîner pour l'usage des ouvriers et de l'eau de bonne qualité renfermée dans des récipients sanitaires sera mise à la disposition du personnel, le tout gratuitement.

Article 8.—Le balayage à sec des planchers est défendu. Le balayage doit être fait en dehors des heures du travail.

Article 9.—Ventilation mécanique des ateliers, enlèvement des poussières produites par les machines à polir, à sec, évacuation des gaz délétères et des fumées métalliques.

Article 10. Cloisonnement des chambres où se produisent des poussières et installation de tuyaux d'appel au-dessus des machines, ainsi que des récipients bien clos pour retenir celles-ci, afin que les ouvriers soient protégés de tout contact durant la fabrication ou le transport des substances en voie de fabrication.



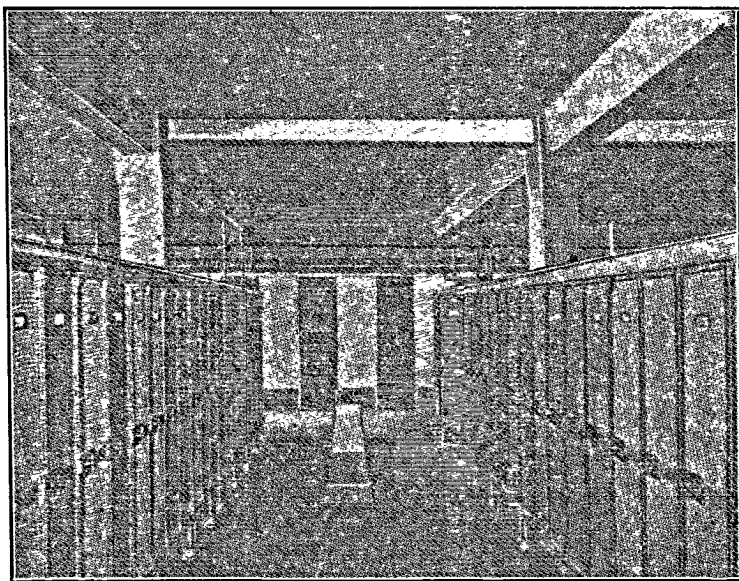
POLISSAGE ET AFFUTAGE DES MÉTAUX

Le machines pour aiguiser ou polir les métaux sont munies de tuyaux d'appel pour enlever les poussières par des gares.

Articles 11 et 12.—Des poursuites sont intentées par l'inspecteur chef du département ou ses officiers. Les infractions sont punissables par une amende de \$10. à \$100., et à la deuxième offense, l'amende est élevée de \$50. à \$200.

On a dit avec raison que les lois de réformes sociales sont essentiellement des lois éducatrices, et cela est doublement vrai en ce qui regarde les lois concernant les maladies professionnelles où l'instruction des patrons et des ouvriers est indispensable.

Le patron indifférent ou récalcitrant vous dira: "que l'ouvrier aime mieux manger son dîner sur les bancs de l'atelier, dans l'atmosphère empestée d'une pièce mal ventilée; qu'il refuse de prendre des bains et s'objecte à toutes les mesures de propreté; qu'il néglige de se servir des appareils de sécurité, etc." Autant d'arguments surannés qu'une enquête le moins sérieuse de la part des inspecteurs réduit généralement à néant.



FONDERIES

Installation de cabines pour pendre les habits des ouvriers, avec salle de bain à l'extrémité.

Dans une manufacture où il y a de la discipline et où le patron exige une coopération respectueuse et juste de ses ouvriers dans l'observance des règlements adoptés pour la bonne tenue générale de l'atelier ou de la fabrique, il est bien rare que les travailleurs ne se groupent du côté de l'ordre et de la discipline. Évidemment, il répugnera toujours au patron de contraindre un ouvrier à prendre des bains en vertu d'un Statut ou de le congédier lorsque celui-ci n'utilise pas les moyens de protection mis à sa disposition; mais j'estime que les obligations des patrons persistent, même après qu'ils ont fourni les moyens nécessaires, ils doivent autant que possible démontrer à leurs employés les avantages des réformes qu'ils proposent.

Pour atteindre plus sûrement les ateliers, usines ou fabriques où il se produit des cas d'intoxication ou des maladies causées par des substances que les ouvriers sont appelés à manipuler, il faudrait que les médecins soient

tenus à l'obligation d'aviser le département du travail, comme cela se pratique chez nos voisins.

Dans l'état actuel de notre législation ouvrière, les patrons ne sont tenus qu'à l'obligation de fournir des avis d'accidents purs et simples.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Plusieurs fabricants chargés de la confection de matériel de guerre, habits, cartouches, projectiles, etc., nous ont demandé la permission de faire travailler des heures de surplus, tel que prévu par l'article 3838 de la loi. Ces permis, au nombre de 16, ont été accordés.

CHAUDIÈRES À VAPEUR

Ayant à m'occuper de l'examen général des ingénieurs et chauffeurs de la province, il aurait été impossible à nos examinateurs d'accomplir la moitié de cette tâche durant la première année de l'application de la loi, à moins du concours de nos inspecteurs de chaudières.

En vertu de la loi des ingénieurs stationnaires, article 3866*m*, paragraphe 2, l'inspecteur en chef peut requérir la coopération des inspecteurs de chaudière dans l'intérêt du service. Ces derniers sont entrés en campagne immédiatement, et tout en hâtant l'inscription des noms des ingénieurs dans les registres du bureau et en faisant remplir les blancs d'examen, ils eurent aussi la mission de visiter, sans exception, toutes les fabriques munies d'une chaudière à vapeur tombant sous le coup de la loi, sans même faire exception pour les chaudières contrôlées par les compagnies d'assurance, et par conséquent, exemptées de l'inspection par les inspecteurs provinciaux. Cette collaboration de la part des inspecteurs de chaudières a eu le double effet de mettre les ingénieurs bien au courant de la loi nouvelle, faciliter le travail des examinateurs, et augmenter en même temps le nombre des inspections dans les différentes divisions d'inspection de la province.

Les patrons, pour la plupart, ont paru s'intéresser vivement à l'application de la nouvelle loi, et la mission confiée aux inspecteurs de chaudières devra certainement augmenter leur prestige auprès des propriétaires de fabriques, à en juger par le nombre de chaudières nouvelles inspectées depuis le printemps. Il me fait plaisir d'ajouter que, sauf quelques protestations de la part de certains fabricants de beurre ou de fromage, il n'a pas été nécessaire d'intenter plus d'une ou deux actions contre les industriels qui refusaient de laisser inspecter leurs appareils.

Les propriétaires de chaudières à vapeur de beurreries et de fromageries, bien qu'exemptés de l'obligation d'avoir un ingénieur qualifié, ne sont sou-

mis à l'inspection que tous les deux ans, et tarifés à \$2.50 par inspection seulement. Au dire de nos inspecteurs, ces industriels se montrent peu favorables à la loi. Pour bon nombre d'eux, c'est une charge inutile. Les dangers d'explosion, la perte économique, des réparations toujours à recommencer et qui auraient pu être évitées si les conseils de l'inspecteur avaient été suivis, ne leur semble pas d'une grande importance, et il n'est pas rare que des chaudières portant de 80 à 100 livres de pression soient totalement dépourvues d'appareils de sécurité. Les inspecteurs me font souvent rapport qu'il leur arrive très souvent d'avoir à faire enlever de lourds poids destinés à empêcher la soupape de sûreté de fonctionner.

CHAUDIÈRES À VAPEUR INSPECTÉES

Division de Montréal	880
Ville de Montréal, autorités municipales	2,000
Division de Québec	799
Cantons de l'Est	567
Total	4,246

ÉDIFICES PUBLICS

36 plans d'édifices publics nous ont été soumis durant le dernier exercice:

Théâtres	4
Salles de vues animées	5
Écoles	9
Églises	3
Manufactures	10
Estrades	3
Patinoirs	2

La réglementation nouvelle affectant les théâtres et salles de vues est maintenant bien connue des gérants et propriétaires. Quatre propriétaires de salles de vues animées qui persistaient à donner des représentations dramatiques furent traduits devant les tribunaux. Ces mêmes propriétaires traduits devant le Recorder par les inspecteurs municipaux sur la même accusation et condamnés à l'amende, mirent fin à cet abus. Les plaintes intentées par notre département furent retirées, les propriétaires en faute ayant promis de faire faire les modifications exigées par les autorités.

BUREAUX DE PLACEMENT

Parmi les problèmes sociaux qui préoccupent l'esprit des législateurs et réformateurs dans tous les pays, et plus particulièrement dans la grande république voisine, il n'en existe pas de plus complexe et de plus difficile à résoudre que celui du chômage dans les grandes villes.

A quoi faut-il attribuer la présence de ces nombreux ouvriers et manœuvres échoués dans les grandes villes et qui ne réussissent pas à obtenir d'emploi permanent ?

Je partage pleinement la théorie de M. W.-L. Sears, surintendant des bureaux de placement de New York. Je "crois", dit M. Sears, "que cette plaie du chômage vient en grande partie d'une émigration mal organisée, mal conseillée et ne pouvant s'adapter au pays. Dans les grandes villes des États-Unis, durant une dépression industrielle, ceux qu'il faut secourir sont ordinairement les émigrants nouvellement débarqués. Il est sans doute permis aux représentants des bureaux d'émigration d'être optimistes, mais ils n'ont pas le droit de dénaturer les faits. Combien nombreux sont les émigrants attirés par des prospectus qui promettent une prospérité illusoire et qui a pour effet d'augmenter la population ouvrière de nos villes, alors qu'il y a peine de travail pour les ouvriers du pays. Le manque de connaissances techniques de la part de bon nombre d'ouvriers et le peu de facultés qu'ils possèdent de s'adapter aux conditions nouvelles lorsqu'ils ont à faire face à de nouveaux procédés ou à des machines nouvelles, sont encore des causes de chômage. Les demandes pour de bons techniciens sont illimitées, tandis que les travaux inférieurs sont ordinairement encombrés.

En créant des écoles techniques dans les grands centres de la province, le gouvernement a enrayé le mal dans sa racine, car le manque de connaissance technique, je le répète, est une des grandes causes de chômage. Le manque absolu d'orientation aux jeunes gens dès le début de leur carrière à son contrecoup dans l'apprentissage, car, l'apprentissage comme nous le connaissions il y a vingt ans, se meurt. Le jeune ouvrier qui n'a pas la chance de passer par une école technique court le risque de n'être toute sa vie qu'une unité dans une usine ou une fabrique où toutes les occupations ont été spécialisées.

Le bureau de placement de Montréal continue à prendre de l'importance, comme l'indique ses comptes rendus mensuels et le résumé des opérations de l'année fournis par M. le surintendant.

En dépit de la dépression qui existe dans bien des métiers depuis le commencement de la guerre, nous avons pu étendre le champ d'action de ce bureau et fournir un nombre considérable de travailleurs à la campagne.

Il ne s'entreprend guère de grands travaux dans un rayon de cent milles sans que l'on ne s'adresse au bureau de placement provincial pour des ouvriers. Certes, une population de 600,000 âmes et les besoins énormes d'un aussi grand nombre d'industriels expliquent jusqu'à un certain point l'activité et le succès de notre bureau de Montréal; mais je tiens à signaler à votre bienveillante attention l'inlassable activité du surintendant de ce bureau, ainsi que le zèle de ses assistants.

BUREAUX DE PLACEMENT PRIVÉS

Les bureaux de placement privés licenciés par les autorités provinciales, ainsi que par ceux de la ville de Montréal, souffrent d'une disette presque complète d'ouvriers terrassiers ou de manœuvres de chemin de fer. Les bureaux contrôlés par des propriétaires italiens et quelques agences en dehors des compagnies de chemin de fer sont les seuls bureaux restés ouverts sur les 28 permis émis par notre bureau.

Il n'y a eu que 2 permis pour tenir des bureaux privés d'émis cette année.

En ce qui regarde l'inspection et la surveillance des bureaux d'enregistrement pour servantes, je me permettrai d'attirer votre attention sur le fait que les autorités municipales taxent les propriétaires de ces bureaux à raison de \$25.00 par année, et, sauf une courte enquête faite par le sergent de police du district, c'est toujours à nous qu'il incombe de faire l'inspection de l'immeuble et vérifier s'il répond aux exigences, si les propriétaires se conforment à la loi, et quant à la tenue des registres, etc., etc. Je serais d'avis qu'on exempte ces établissements de la surveillance des autorités provinciales, ou bien qu'une taxe de pas moins de \$20.00 soit imposée aux propriétaires.

INSPECTION DES POUDRIÈRES ET FABRIQUES D'EXPLOSIFS

Les poudrières et les fabriques d'explosifs suivantes ont été de nouveau inspectées cette année.

Fabriques	The Canadian Explosives Company.
et Poudrières—	Bélœil.
"	Notre-Dame de Grâce.
"	Ile Perrot.
"	Windsor Mills.
"	Curtiss & Harvey.
"	Rigaud.
"	Cap St-Martin.
"	Sherbrooke.
"	R. Mitchell.
"	Corporation de Sherbrooke.
"	Hull.
"	Canadian Explosives.

Comme j'ai déjà eu occasion dans mes rapports précédents d'appuyer sur la nécessité qu'il y aurait de réglementer la fabrication, l'emmagasinage et le transport des poudres et autres explosifs, je n'ai aucun doute que les rapports que nous avons fournis à l'honorable ministre du Trésor auront attiré son attention sur l'insuffisance de la loi en ce qui regarde les moyens de protection dans cette industrie nouvelle.

Au risque d'être monotone, je me permettrai d'insister de nouveau sur une réglementation sévère des dépôts de dynamite et de détonateurs au fulminate de mercure dans les carrières avoisinant les centres habités, ainsi que le mode de transport de ces explosifs.

LOI DES INGÉNIEURS STATIONNAIRES DE QUÉBEC

En considérant la question des accidents du travail, les explosions de chaudières à vapeur retiennent notre attention, car, par leurs terribles conséquences, elles sont de véritables catastrophes; aux pertes par dégâts matériels et aux arrêts si longs et si coûteux viennent se joindre, pour les industriels les indemnités pécuniaires aux victimes ou à leurs familles, et surtout les poursuites judiciaires qui peuvent être intentées devant les tribunaux correctionnels.

Le propriétaire d'appareils à vapeur est d'ailleurs responsable des accidents, toutes les mesures de sûreté à prendre pour éviter les explosions étant laissées à ses soins et à sa responsabilité.

Dès l'année 1889, après la désastreuse explosion survenue dans une filature de laine située à Québec, le gouvernement, par un amendement à l'Acte des Manufactures, décrétait que dorénavant les industriels auraient à faire inspecter annuellement leurs chaudières à vapeur. Or, pour toute une génération d'industriels et pas les moins capables, le suprême moyen d'échapper aux explosions consistait en une bonne inspection annuelle. Personne ne semblait songer que toute efficace que pouvait être cette inspection, si la chaudière ou le moteur de l'établissement était laissé aux soins d'un ingénieur incompetent, capable seulement de mettre ces forces énormes en marche, mais ignorant tout des lois qui en régissent le fonctionnement, tout était à craindre, car, pour les employés d'une fabrique ainsi conduite, cela pouvait s'appeler "danser sur un volcan".

En promulguant la loi des ingénieurs stationnaires de Québec le 19 février dernier, le gouvernement vient donc de compléter son œuvre commencée il y a 26 ans.

Il est vrai que nos inspecteurs de chaudières, durant leurs tournées d'inspection, s'efforçaient de convaincre les industriels de la nécessité d'engager des ingénieurs aussi compétents que possible, et un certain nombre

d'ingénieurs étaient examinés tous les ans, mais ce service manquait d'ensemble d'organisation.

Beaucoup d'industriels, se prétendant aptes à conduire la force motrice de leur établissement, refusaient ou négligeaient de subir un examen, et toute une classe d'ingénieurs opérant dans des usines, où les chaudières étaient inspectées par les inspecteurs des compagnies d'assurance, échappaient complètement aux prescriptions de la loi des établissements industriels. Cette situation ne pouvait durer sans devenir une perte économique considérable et pour les industriels et pour les ingénieurs eux-mêmes.

Aurait-il été sage d'imposer une loi sévère pour l'examen des ingénieurs stationnaires il y a 25 ans, au moment où notre industrie, pour ainsi dire, était naissante et complètement dépourvue de techniciens, où les moyens d'acquérir des connaissances étaient rares, car tout ce qui touchait ce métier était entre des mains étrangères, et l'ouvrier était obligé d'apprendre une langue en apprenant son métier? Je ne le crois pas; mais, devant le mouvement actuel en faveur de l'instruction technique, et en présence des résultats si considérables obtenus dans nos écoles de Montréal et de Québec, la création d'un bureau pour l'examen des ingénieurs stationnaires et chauffeurs était indispensable.

Il était à craindre que l'application brusque de la loi nouvelle ne jette un peu de désarroi parmi les ingénieurs dont un grand nombre, vieillissant sous le harnais, ne se trouvaient guère préparés pour cette épreuve redoutable à leurs yeux, mais vos examinateurs, anciens ingénieurs eux-mêmes, surent tempérer autant que possible les exigences de nos questionnaires en accordant de bonnes notes pour les longs services et les bonnes recommandations.

Quant aux jeunes ingénieurs qui manquent d'instruction et qui ne peuvent obtenir le diplôme qu'ils désirent au premier examen, les portes de l'École Technique leur sont ouvertes, et, après un an de travail, je suis convaincu qu'ils nous reviendront suffisamment instruits pour monter en grade dans leur profession.

Bien qu'au début des examens nos examinateurs aient eu de l'opposition d'un groupe d'ingénieurs conseillés par quelques officiers municipaux qui considéraient la création du bureau provincial comme une invasion dans les prérogatives de la ville, il s'est produit une réaction en présence des manifestations favorables des ouvriers organisés. En effet, après avoir approuvé la loi, les chefs ouvriers ont approuvé d'une façon unanime la nomination des examinateurs, tant à Québec qu'à Montréal.

La rédaction de nombreuses formules anglaises et françaises, indispensable pour l'application de la loi, a demandé un temps considérable. Les avis aux ingénieurs, ainsi que l'organisation générale de nos bureaux pour la perception des honoraires, a quelque peu retardé les travaux de nos exami-

nateurs. Cependant, à l'expiration de l'année fiscale, 228 ingénieurs-chauffeurs avaient déjà été examinés à Montréal.

Les examinateurs de Montréal ont été installés dans les bureaux de placement, ce qui est une économie, et cela offre en même temps des centres bien commodes et faciles à atteindre pour les ouvriers. À l'avenir, les examinateurs garderont dans les dossiers de leur bureau une copie des examens de chaque aspirant, ainsi qu'un double des recommandations délivrées par les patrons.

Alimenter nos écoles techniques de jeunes ouvriers qui, après l'instruction solide qu'ils recevront, seront nos bons ingénieurs de demain; créer une classe d'ingénieurs capables de rivaliser avec ceux qui nous viennent de l'Europe; fournir aux industriels des hommes susceptibles de réaliser des économies dans le chauffage et l'entretien des installations de la force motrice, et, par-dessus tout, empêcher les accidents, voilà, monsieur le Ministre, en quelques lignes ce que le gouvernement a voulu faire en créant le nouveau bureau des examinateurs des ingénieurs stationnaires.

CONVENTION INTERNATIONALE DES INSPECTEURS DE FABRIQUES

Assisté de M. Francis Payette, le zélé surintendant du bureau de placement à Montréal, j'ai eu l'honneur d'assister au congrès annuel des inspecteurs qui a siégé, cette année, dans la ville de Détroit. Comme toujours, nous y avons entendu discuter des sujets très importants pour des inspecteurs, et je tiens à vous signaler les félicitations qui ont été offertes au représentant de votre bureau des inspecteurs du travail pour les progrès réalisés dans la législation affectant la classe ouvrière de notre province.

Le représentant de la ville de New-York, chef du bureau municipal de cette grande ville, m'a dit qu'il considérait notre organisation pour le placement des ouvriers sans travail aussi complète qu'elle pouvait être.

Sur ce, monsieur le Ministre, j'ai bien l'honneur de vous soumettre ce rapport qui demanderait certainement beaucoup plus de développement, étant donné le nombre et l'importance des sujets traités; mais je crois en avoir dit suffisamment pour vous démontrer que vos inspecteurs du travail et tout le personnel de cette branche de votre département sont remplis de zèle et travaillent énergiquement à leur tâche.

LOUIS GUYON,
Inspecteur-en-chef.

RAPPORT DE M. O.-J. MONDAY

Montréal, le 30 juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon neuvième rapport annuel sur l'inspection des édifices publics et des établissements industriels pendant l'année finissant le 30 juin 1915.

J'ai fait dans le cours de l'année commençant le 1er juillet 1914 et finissant le 30 juin 1915, dans la ville et la banlieue, 375 inspections dites "première inspection", 30 dites "deuxième inspection" et 25 dites "troisième inspection", ce qui fait en tout 430 inspections.

ESCALIERS DE SAUVETAGE

J'ai ordonné dans le cours de l'année six escaliers de sauvetage et des réparations à huit autres.

ASCENSEURS

J'ai ordonné des réparations à 30 ascenseurs ou monte-charges. La plupart de ces réparations ont été faites d'une manière satisfaisante.

ACCIDENTS

J'ai reçu trente-trois rapports d'accidents dans le cours de l'année, mais aucun n'a été mortel.

REMARQUES

Dans mes inspections aux divers établissements industriels, j'ai constaté que dans ceux où l'on travaille le bois, il y a diminution de travail, et conséquemment diminution d'ouvriers, cela en proportion de 75% sur les années précédentes. Dans les chaussures, c'est à peu près vingt pour cent. Dans les établissements de confection pour hommes, il y a diminution dans les petites manufactures, mais vu les commandes pour les militaires dans les grandes manufactures, le total est à peu près le même. Dans le fer, il y

a cinquante pour cent de dépréciation. Dans les fourrures, soixante-quinze pour cent. Dans les établissements de confection pour femmes et enfants, il y a 50 pour cent. Dans le tabac et les cigares, il n'y a que 25 pour cent de dépréciation dans la ville de Montréal.

INSPECTIONS À LA CAMPAGNE

J'ai visité dans le cours de l'année 1914-1915, les villes de Joliette, St-Gabriel-de-Brandon, St-Damien-de-Mandeville, Rawdon, St-Jérôme, St-Charles-de-Mandeville, St-Vincent-de-Paul, Terrebonne, Ste-Rose, l'Épiphanie, L'Assomption, Charlemagne, St-Félix-de-Valois, St-Lin-des-Laurentides, Berthier, St-Ambroise-de-Kildare.

REMARQUES

Je dois vous dire que, cette année, dans mes inspections à la campagne, j'ai eu le plaisir de rencontrer plus de bonne volonté que par le passé à se conformer aux règlements de la part des propriétaires des différents établissements industriels, et je n'ai pas trouvé un seul cas de renvoi d'enfant au-dessous de l'âge spécifié par la loi; excepté toutefois les propriétaires de beurreries et de fromageries, qui ont toujours des chaudières non inspectées et des ingénieurs non qualifiés.

En terminant, je dois ajouter que dans toutes mes inspections je cherche à faire toujours pour le mieux.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre humble serviteur,

O.-J. MONDAY,
Inspecteur

RAPPORT DE M. J.-E. DESLAURIERS

Montréal, le 30 juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon sixième rapport annuel sur l'application de la loi des établissements industriels et des édifices publics dans le district de Montréal pour l'année finissant le 30 juin 1915.

GÉNÉRALITÉS

Je n'ai pas fait un grand nombre d'inspections cette année, pour la raison que je m'efforce de faire la chose avec soin et exclusivement dans l'intérêt public. Il est difficile de se rendre compte des délais et des obstacles que l'on rencontre chez ceux à qui incombe le coût de ces modifications que l'on est parfois obligé d'exiger. Les agents qui représentent les propriétaires absents demandent qu'on leur accorde des délais. Les propriétaires soutiennent qu'il n'y a pas lieu de faire les changements demandés, etc., etc. Tout ceci, naturellement, cause des retards et me force de retourner plus d'une fois chez les mêmes personnes.

INSPECTIONS

Depuis le commencement de l'année, 1er juillet 1914 au 30 juin 1915, j'ai fait 258 inspections d'établissements industriels dans la ville de Montréal et plusieurs autres inspections dans les divers comtés de mon territoire, tels que hôtels, écoles, beurreries, fromageries, moulins à scie, fonderies, salles de vues animées, salles publiques, églises et couvents.

MESURES DE SÉCURITÉ

En divers endroits, il faut renouveler la demande de faire réparer les ascenseurs défectueux, des escaliers de sauvetage, faire installer des extincteurs chimiques afin de prévenir les commencements d'incendie. Ces appareils doivent être acceptés seulement que comme moyens de protection supplémentaire.

Relativement aux escaliers de sauvetage en cas d'incendie, il est nécessaire de donner les devis, d'indiquer la place où ils doivent être posés, donner tous les renseignements requis à l'entrepreneur de la construction, voir à ce qu'ils soient construits conformément à ces indications, et, finalement, en donner un certificat d'approbation: tout cela requiert beaucoup de temps. Les moyens d'extinction des incendies est chose importante, même dans les établissements pourvus de boyaux et d'eau. On doit toujours avoir à sa portée des extincteurs chimiques, afin de pouvoir éteindre un commencement d'incendie avant qu'il ait pu se propager ou qu'il ait nécessité l'emploi de l'eau du boyau du dévidoir.

AGE DES ENFANTS

Ayant longuement traité cette question dans mon rapport de 1913-14 tant au point de vue de la santé qu'à celui de l'instruction, je me contenterai d'affirmer de nouveau que je reste partisan convaincu du système d'admission des enfants dans les fabriques basé plutôt sur leur état physique, le degré d'instruction qu'ils possèdent qu'à celui de l'âge proprement dit. On commence à réaliser de toutes parts que le passe-port indispensable pour entrer à la fabrique, c'est l'instruction.

Je n'ai fait congédier que 10 enfants au-dessous de 14 ans. La majorité de ceux qui travaillent savent lire et écrire couramment.

ACCIDENTS

Durant cette année, seize avis d'accidents m'ont été annoncés. Il y en a probablement eu d'autres, mais qui ne m'ont pas été rapportés. Aussitôt que j'en ai été prévenu, j'ai fait une enquête sur chaque accident. Un seul de ces accidents a été suivi de mort.

HYGIÈNE

Sous le rapport de la disposition hygiénique de nos établissements industriels, il y a place pour amélioration. Les patrons comprennent qu'il y va de leur intérêt de veiller avec soin aux conditions sanitaires de leurs employés; mais les travailleurs eux-mêmes ne savent pas souvent apprécier les efforts qui se font pour leur bien-être. Les grandes fabriques sont toutes bien pourvues de cabinets d'aisance et de ventilateurs et autres dispositions au point de vue sanitaire, mais les petites fabriques laissent à désirer sous ce rapport.

En terminant ce sixième rapport annuel, je me permettrai de dire que dans toutes les divisions de mon territoire que j'ai inspectées, il y a eu des

améliorations de faites. Cette tâche a été rendue plus agréable et plus effective par le concours si généreux que j'ai reçu de ceux avec qui je viens en relations, et grâce à l'aide et aux bons conseils que je reçois de notre inspecteur en chef, M. Guyon, à qui, pendant l'année qui vient de s'écouler, j'ai fait mes rapports mensuels.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre,

Votre tout dévoué,

J.-E. DESLAURIERS,
Inspecteur.

RAPPORT DE M. L.-O. GUYON

Montréal, 30 juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics de la division de Hull, et d'une partie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1915.

INSPECTIONS

De fréquentes inspections et de nombreuses contre-visites dans les industries de la ville de Hull, et des centres manufacturiers des comtés avoisinants, m'ont permis de constater une amélioration sérieuse dans bon nombre de grandes usines où des reformes avaient été demandées l'an dernier.

Parmi les changements les plus importants, il convient de citer ceux affectant la fabrication des allumettes où près de 300 femmes et filles sont employées. La mise en vigueur de la loi fédérale défendant l'emploi du phosphore blanc dans la préparation des allumettes, a mis fin pour toujours au danger d'empoisonnement par cette substance redoutable. Il n'est pas sans intérêt de constater que la mise en force du statut fédéral coïncidait avec la préparation d'une loi semblable par le sénateur Esch et adoptée tout dernièrement par le Sénat américain.

La proximité de la ville de Hull à Ottawa cause assez souvent des conflits d'autorités entre les deux villes, et, l'an dernier, sous prétexte que les boulangeries de Hull échappaient au contrôle des inspecteurs de manufactures de l'Ontario et n'étaient pas inspectées, les autorités municipales refusèrent aux boulangers de Hull la permission de servir leur clientèle résidant dans la ville d'Ottawa. Après des démarches et une entrevue avec M. Kielty, inspecteur résidant à Ottawa, il fut convenu que nous inspecterions les boulangeries de Hull et de ses environs, et que des certificats attestant que les conditions de propreté et de bonne tenue étaient conformes aux règlements seraient affichés dans les boulangeries de Hull, ce qui fut jugé satisfaisant par les autorités et mit fin aux tracasseries dont nos boulangers étaient en butte depuis assez longtemps.

Les villes de Hull, Buckingham, Lachute, Ste-Thérèse, Brownsburg, Aylmer, Ste-Scholastique, Ville-Marie, ont été visitées plusieurs fois durant l'année et des inspections au nombre de 190 ont été faites. Des instructions, soit écrites ou verbales, ont été données aux propriétaires concernant la sécurité, la santé, le confort des ouvriers dans chaque cas.

ACCIDENTS

Il y a eu 56 accidents dans ma division, cette année, soit deux cas mortels, onze accidents sérieux, et quarante-trois plus ou moins légers. Dans la plupart des cas des enquêtes ont été tenues.

THÉÂTRES ET SALLES DE VUES ANIMÉES

Préposé à la surveillance et à l'inspection des salles de vues animées, un temps considérable est consacré chaque année à la vérification des certificats pour les installations électriques et à l'observance des nouveaux règlements concernant l'encombrement des allées, des issues, et l'obstruction dans les vestibules par l'installation d'enseignes et de cadres pour affiches.

ÉCOLES

Conjointement avec M. l'Inspecteur municipal, la visite des écoles, collèges et couvents s'est continuée durant tout le cours du service expiré, car, à part les nouvelles constructions que nous avons eues à inspecter, il se fait toujours des changements durant la vacance, nécessitant le contrôle et l'intervention des inspecteurs.

Nous aurons bientôt terminé un relevé complet de toutes les maisons d'éducation de la ville, avec plans annexés à chaque dossier, ce qui permettra d'établir une statistique intéressante et instructive à plusieurs points de vue, et cela vers la fin de l'exercice qui commence.

STATISTIQUES ET TRAVAIL DE BUREAU

Un temps considérable a été pris pour la mise en pied des statistiques concernant les établissements industriels de la ville, le nombre des employés, les accidents, heures du travail, etc., ce travail devant faire partie du rapport général prévu au commencement de l'année.

Comme j'ai eu occasion de fournir des rapports mensuels détaillant au jour le jour mes travaux, il serait superflu pour moi d'étendre ce rapport sur des détails déjà donnés dans les tableaux de nos rapports mensuels.

Veuillez me croire,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

L.-O. GUYON,

Inspecteur, Division de Hull.

RAPPORT DE MADAME LOUISA KING

Montréal, le 30 juin 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics pendant l'année finissant le 30 juin 1915.

Ce rapport, j'avoue qu'il devient plus difficile d'année en année de le présenter sous une forme nouvelle et intéressante. Cette année surtout, je n'ai rien de remarquable à rapporter: tout simplement un travail continu et consciencieux, tel que vous avez pu le constater par la liste mensuelle des établissements que je vous ai envoyée pendant l'année. Plusieurs de

ces établissements ont reçu deux ou trois visites; un bon nombre je n'ai pas cru nécessaire de visiter plus d'une fois. Le nombre d'inspections faites pendant l'année est de 449.

DE LA SÉCURITÉ

Parmi les recommandations que j'ai faites relativement à la sécurité, la plus fréquente a été la protection des arbres de transmission sous les tables des machines à coudre.

Souvent les employées eux-mêmes ôtent les planches qui servent à les protéger; quelquefois ceux qui balayent enlèvent ces planches afin de mieux nettoyer sous les tables.

J'ai encore trouvé cette année quelques infractions au règlement en vertu duquel les jeunes filles doivent se relever la chevelure dans les ateliers où il y a des machines en mouvement.

Dans quelques fabriques j'ai trouvé des escaliers de sauvetage conformes à la loi, mais les fenêtres qui servaient d'issues à ces escaliers étaient sans moyens de suspension automatiques. J'ai fait la remarque aux patrons qu'en temps de panique on ne pouvait pas toujours se fier à la galanterie des contremaîtres ou des employés pour tenir les fenêtres en haut jusqu'à ce que toutes les ouvrières soient sorties. Il n'a pas été difficile de les convaincre sur ce point, et j'ai obtenu que ces fenêtres soient suspendues automatiquement.

J'ai aussi obtenu dans plusieurs fabriques la protection des courroies, des moteurs électriques et des puits d'ascenseurs et de monte-charges.

Quant aux moyens d'extinction, les compagnies d'assurance s'en occupent si soigneusement que j'ai très peu à faire sous ce rapport.

DE L'HYGIÈNE

C'est toujours au point de vue de l'hygiène que je contribue le plus au bien-être des employées et à la sûreté du public.

Dans les grandes fabriques modernes, les conditions hygiéniques sont en général satisfaisantes: espace suffisant, bon éclairage, ventilation moderne, vestiaire, salle à manger, rien ne semble manquer au confort des employées.

Ce sont les petits ateliers qu'il faut surveiller de près et qui requièrent de fréquentes visites. On nettoie après que l'inspectrice a passé, et puis, on se lasse de bien faire. Il faut une nouvelle visite de l'inspectrice pour remettre à l'ordre le patron négligent.

PLAINTES

Lorsque j'ai reçu des plaintes de la part des ouvrières, je me suis empressée de me rendre aux établissements désignés, afin de remédier, si possible, aux griefs mentionnés. Parfois ces plaintes n'avaient pas raison d'être, parfois elle ne tombaient pas sous la loi.

DES MAGASINS

J'ai soigneusement inspecté les magasins dans mon district afin de mettre en force la loi qui exige de placer des sièges en arrière des comptoirs pour les employées. Tous les grands magasins dans mon district sont pourvus de tels sièges, et d'après ce que j'ai pu saisir en interrogeant les employées, on leur permet de s'en servir sinon d'en abuser.

DE L'ÉCLAIRAGE

Bien que la loi soit très explicite sous ce rapport, je trouve encore des passages, des escaliers et des cabinets non éclairés, et ceci par raison d'économie ou de négligence de la part des patrons. Dans ces établissements, je n'ai eu aucune difficulté à obtenir l'éclairage de ces endroits.

En général, les ateliers sont bien éclairés et les ouvrières m'ont souvent assurée qu'on ne les prive jamais de la lumière artificielle.

DE L'ÂGE D'ADMISSION

Vu l'état peu actif du commerce dans plusieurs industries pendant l'année, les patrons n'ont eu aucune difficulté à obtenir la main-d'œuvre qui leur était nécessaire. Voilà sans doute la raison pour laquelle je n'ai trouvé, cette année, au cours de mes inspections, aucun enfant qui n'avait pas l'âge d'admission. J'ai exigé des certificats de la part de deux ou trois dont l'âge me paraissait un peu douteux.

Cette année, je n'ai qu'à me féliciter de la manière dont j'ai été reçue dans les établissements que j'ai visités. Les patrons, aussi bien que les employés, ont paru apprécier mes visites.

J'espère, Monsieur le Ministre, que ce court résumé du travail que je fais parmi la classe ouvrière saura mériter votre approbation.

Le tout respectueusement soumis,

LOUISA KING,
Inspectrice.

RAPPORT DE M^{LLE} C. CLÉMENT

Montréal, le 30 juin 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions reçues, j'ai l'honneur de vous soumettre mon sixième rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics pendant l'année finissant le 30 juin 1915.

Je ne ferai qu'une courte analyse de mes travaux, laissant à notre chef de bureau la liberté de donner les détails de nos comptes-rendus.

J'ai fait dans la ville trois cents inspections de grandes manufactures, dont une vingtaine ayant plusieurs départements industriels qui ont nécessité de trois à quatre inspections chacun.

J'ai aussi visité cent cinquante petites industries, tant de magasins, qu'ateliers de modistes, faisant un total de quatre cent cinquante inspections, sans compter les contre-visites chez une certaine classe de gens qui déménagent tous les six mois, sans notifier le bureau.

Quel secours ce serait pour l'inspectrice si la loi était mieux comprise sous ce rapport!

Au cours de cette année, j'ai dû faire plusieurs inspections en dehors de la ville.

A St-Jean, P. Q., j'ai fait l'inspection de sept grandes fabriques et quinze ateliers de modes et magasins.

A St-Jérôme, deux grandes manufactures, et à la Rivière du Loup, une vingtaine d'industries.

L'on ne saurait s'imaginer combien, à la campagne, on apprécie la visite d'une femme inspectrice venant après l'inspecteur prendre l'intérêt des ouvrières.

L'on semble mieux comprendre les améliorations que nous leur signalons. Pour moi, c'est un véritable contentement de constater la bonne volonté que je trouve dans l'exécution des instructions données.

TRAVAIL DES ENFANTS

Le travail des enfants dans les usines est toujours l'objet de ma plus sérieuse observation. Il y a certainement un progrès sensible depuis quel-

ques années. Cependant, je ne puis accuser encore un résultat satisfaisant dans mon district, ayant plusieurs manufactures où le travail est facile. J'ai eu souvent à blâmer une tolérance qui, de la part des patrons, n'était pas suivant la loi.

Il est bien regrettable de voir l'indifférence que l'on a pour l'éducation dans la classe pauvre. C'est une question absolument négligeable, et quand l'enfant atteint ses quatorze ans, qu'il sache lire ou non, le plus souvent les parents l'envoient travailler à la manufacture.

Comme par le passé, je ferai tous mes efforts pour arriver à remédier à cet abus, en essayant de trouver moyen de rendre responsables ceux que je trouverai en faute.

DE LA SÉCURITÉ

Pour la sécurité, j'ai dû faire observer un règlement relativement aux ateliers où il y a des machines, pour faire relever la chevelure des jeunes filles, voire même y mettre des avis à ce sujet.

Si j'avais à faire la statistique de la population que j'ai visitée pendant cette année, malgré la crise qui a dû diminuer de moitié la main-d'œuvre, ce serait dans les huit à neuf cents ouvrières par mois que j'aurais vues, au bas mot.

Comptant mériter votre approbation pour le travail exécuté par moi durant cette année, et résumé dans le présent rapport que je vous sou mets humblement.

J'ai l'honneur d'être,

Votre toute dévouée,

CLÉMENTINE CLÉMENT,
Inspectrice.

RAPPORT DE M. P.-J. JOBIN

Québec, 30 juin 1915.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics du district de Québec.

Il y a eu diminution très prononcée d'activité industrielle, bien peu de fabriques travaillant au maximum de leur rendement et de leur personnel. Ces conditions ont été évidentes durant tout le cours de l'année et règnent encore malheureusement dans ces derniers jours; les seuls établissements qui semblent avoir fait exception et échappé aux effets de cette dépression industrielle sont les fabriques de pulpe et de papier, ainsi que les fabriques d'armes et de munitions.

Le nombre d'accidents industriels rapportés durant l'année a été de quatre-vingt-dix, soit trente de moins que l'an dernier. Plusieurs causes ont peut-être contribué à ce résultat; tout d'abord, la responsabilité des patrons, qui tendrait tout naturellement à faire protéger d'une manière efficace les machinés dangereuses, la sécurité primant sur les chances du hasard. Mais il reste encore beaucoup à faire si l'on veut éliminer les accidents évitables. Il n'est pas possible d'établir des statistiques pour faire connaître le nombre d'accidents que l'on a pu prévenir ou éviter.

Quand l'inspecteur des établissements industriels, dans l'accomplissement de ses devoirs, visite une manufacture, il signale les méthodes dangereuses, prescrit des appareils de sûreté, des garde-corps, des moyens de protection dans les parties dangereuses des machines, et quand ces recommandations ont été mises en pratique, le danger a disparu, et l'on peut bien conjecturer, mais non calculer le nombre d'accidents ainsi évités. Voilà son œuvre; tout cela s'accomplit dans le cours de sa journée de travail, et son occupation constante le tenant ainsi continuellement en contact avec toutes sortes de machines, d'appareils et d'outillages, il devient habile à découvrir les endroits dangereux et, une fois le danger signalé, à suggérer les moyens d'y remédier.

L'élimination de ces causes de danger s'impose, mais on ne les remarque pas ou l'on n'en parle pas.

TRAVAIL DES ENFANTS

La présence des jeunes garçons et jeunes filles employés dans les établissements industriels sans avoir l'âge voulu, est un mal qui a à peu près disparu cette année; je craindrais d'être accusé de présomption si je disais que cet état de choses est dû aux efforts constants et énergiques que nous avons faits, moi et mes collègues; je dirai donc que l'une des causes qui a pu contribuer à ce résultat, c'est que vu la dépression industrielle, il a été facile d'engager des hommes et des femmes. J'ajouterai que cette année je n'ai pas trouvé un seul enfant, garçon ou fille, âgé de quatorze à seize ans, qui suivant la loi, article 3835, ne sut ni lire ni écrire.

PERMIS DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

Durant toute l'année il n'a été demandé ni accordé aucun permis pour travailler plus que les heures réglementaires.

PLAINTES

Onze plaintes ont été reçues durant l'année. Quatre de ces plaintes concernaient des salles de vues animées; une, la compétence d'un machiniste; deux, des portes d'églises fermées à clef pendant que l'édifice était occupé; deux, l'emploi d'enfants maiselles n'étaient pas fondées; une, la fermeture à clef de portes de fabriques durant les heures de travail, et une, les moyens de sortie d'une fabrique. Chacune de ces plaintes a fait l'objet d'une enquête, et quand la chose a été nécessaire, on y a remédié.

Les salles de vues animées ont été une source de plaintes nombreuses durant l'année, et cela est dû directement à des établissements rivaux, qui ont pris ce moyen ou de se discréditer ou de se nuire, dans une petite ville où une seule salle de cette nature aurait été suffisante, ou peut-être de trop, et où la concurrence en a suscité trois.

INSPECTION DES CHAUDIERES À VAPEUR

Le nombre total d'inspections de chaudières à vapeur rapportées et déposées durant l'année, a été de 799. C'est moins que l'année dernière et cela est dû au fait qu'un grand nombre de petites scieries du district n'ont pas travaillé du tout; une autre cause est qu'un certain nombre d'établissements n'ont travaillé que durant une courte période et étaient arrêtés et fermés lors de la visite de l'inspecteur des chaudières dans sa tournée annuelle. Ce service en est un qui laisse encore beaucoup à désirer, dans le district d'inspection de Québec. L'isolement de ces petits établissements, les accès difficiles, le coût du transport, tout cela tend à diminuer le zèle des inspecteurs de chaudières dans le district de Québec. On ne peut pas facilement s'attendre à ce que ces hommes dépensent en frais de voyage l'équivalent de leurs honoraires d'inspection. Comme contrepartie de cet état de choses, j'acclame avec plaisir l'inauguration d'une nouvelle branche du service d'inspection, celle du bureau des examinateurs pour les machinistes et chauffeurs de machines fixes.

Suivant l'ancienne méthode, des certificats de machinistes de troisième et de quatrième classe étaient émis par les inspecteurs de chaudières, ceux de deuxième et de première classe, par le bureau des examinateurs d'inspecteurs de chaudières. Sans vouloir aucunement dénigrer la bonne foi

de nos inspecteurs de chaudières, on doit néanmoins admettre que leur système d'examen manquait d'uniformité. En outre, on tenait très peu, si même on en tenait, de registres de ces examens; naturellement, cela suscitait beaucoup de jalousie. Et puis, je dois encore ajouter que les machinistes du district de Québec se trouvaient grandement empêchés, quand ils avaient l'ambition d'aspirer aux degrés plus élevés de certificats.

Le changement a remédié à tout cela d'une manière efficace; les notes d'examens sont toutes régulièrement enregistrées et conservées, les examens pour les différentes classes sont uniformes et il devra en sortir une meilleure classe d'ingénieurs, ce qui sera dans leur propre intérêt directement et dans l'intérêt de leurs patrons.

Dans le district de Québec, à très peu d'exceptions près, les ingénieurs voient d'un bon œil le nouvel état de choses, et se présentent de nouveau aux examens, sans murmurer; et ces exceptions dont j'ai parlé sont très peu nombreuses, se composant de vieux machinistes qui ont occupé la même position depuis grand nombre d'années; ils sont porteurs de certificats qu'ils n'ont pas l'ambition d'élever à un plus haut degré. Ils prétendent qu'on devrait les laisser tranquilles. Les autres exceptions sont le très petit nombre de ceux qui ont conscience de leur incompétence, ou sinon, qui ont le bon sens de l'appréhender, et il serait dans l'intérêt général d'éliminer ces gens-là.

ACCIDENTS

Le nombre d'accidents rapportés durant l'année a été de quatre-vingt-dix, dont cinq ont été mortels. L'un de ces derniers a eu pour cause la chute d'un homme du haut d'un échafaud; dans un autre cas, c'est un morceau de bois, projeté d'une scie circulaire, puis une noyade, l'homme glissant et tombant dans l'écluse du moulin, et un autre a été frappé par la chute d'une pièce de bois tombant d'une voiture.

Le nombre d'accidents moins graves causant une perte de temps d'un à dix jours, a été de quarante-cinq, ou tout juste cinquante pour cent des accidents rapportés.

La gravité des quarante autres accidents se répartit comme suit: blessures de balles, trois; perte de quatre doigts, deux; perte de deux doigts, quatre; perte d'un doigt, deux; fracture d'un bras, trois; fracture d'une jambe, quatre; orteils lacérés, deux; mains lacérées, cinq; contusions aux jambes, quatre; côtes fracturées, un; perte d'un œil, deux; doigts écrasés, trois; brûlures, cinq.

Presque dans chaque cas d'accident rapporté, il a été fait une enquête, et en faisant cette enquête, j'ai toujours cherché à établir la cause de l'ac-

cident, et quand il était possible de le prévenir, j'ai fait faire les modifications nécessaires.

Il reste malheureusement un grand nombre d'accidents à classer comme inhérents au travail. En faisant les enquêtes, j'ai aussi toujours eu soin de déterminer l'heure à laquelle les accidents se sont produits, et cela pour deux raisons : pour savoir si l'établissement était suffisamment éclairé quand l'accident a eu lieu après la tombée du jour, et ensuite pour m'assurer si le surmenage dans certains cas n'en aurait pas été une cause indirecte.

Cette année, je n'ai pas fait de statistiques en détail, comprenant les âges et l'heure à laquelle l'accident a eu lieu, mais je puis dire qu'il y a peu de différence avec les rapports—statistiques antérieurs. Comme règle à peu près générale, nos établissements manufacturiers sont bien éclairés, et les heures auxquelles se produisent le plus grand nombre d'accidents sont la dernière heure de travail de la journée et celle qui précède immédiatement midi.

Les édifices publics ont aussi été l'objet de toute l'attention voulue durant l'année. Je dois encore mentionner le fait que mes collègues, M. S. Desrochers et Madame C.-E. Lemieux, ont grandement et efficacement contribué au succès des inspections dans le district.

Le nombre total de visites d'inspections faites par moi durant l'année a été de 514.

Le tout respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,
Inspecteur.

RAPPORT DE M. SAM DESROCHERS

Québec, 1er septembre 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre le rapport de mes inspections d'établissements industriels et édifices publics, pour l'année fiscale terminée le 30 juin dernier.

Le nombre de mes visites d'inspection a été de 380, et celui des enquêtes, que j'ai été appelé à faire sur place, de 75.

Mon collègue senior, M. P.-J. Jobin, a bien voulu me communiquer son projet de rapport annuel. J'ai fait, dans le cours de mes visites, exactement les mêmes constatations que lui sur le travail des enfants, sur l'inspection des chaudières, sur les deux causes bien différentes de la diminution du nombre des accidents du travail: 1° la meilleure prévoyance des patrons; 2° dépression générale de l'industrie.

Je ne saurais donc mieux faire que de corroborer, sans répétition inutile, les observations judicieuses, si nettement détaillées sur ces points, dans le rapport de mon collègue.

Respectueusement soumis,

S. DESROCHERS,
Inspecteur.

RAPPORT DE MADAME A.-D. LEMIEUX

Québec, 30 juin 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des inspections que j'ai faites des établissements industriels et des édifices publics pendant l'exercice finissant le 30 juin, 1915.

Dans ce rapport, Monsieur le Ministre, je veux porter à votre connaissance les améliorations et les lacunes que j'ai pu relever dans le cours de mes visites.

DE L'HYGIÈNE

Si la loi de l'hygiène est bien observée dans les grandes fabriques, elle l'est bien moins dans celles d'importance secondaire; le manque d'espace en est peut-être la cause principale; quoiqu'il en soit, les ouvrières s'objectent à ce que l'on ouvre les ventilateurs sous prétexte qu'elles ne peuvent éviter

les courants d'air. Le remède est bien simple: observer les recommandations, si souvent répétées, de mettre à profit l'heure du dîner des employées pour nettoyer et soumettre à la ventilation les salles de travail; de cette façon, les règlements de l'hygiène seront respectés et la santé des ouvrières ne sera pas en péril.

DE L'ÂGE D'ADMISSION

J'ai constaté, avec plaisir, que le nombre d'enfants au-dessous de l'âge prescrit par la loi, se fait de plus en plus rare dans nos manufactures.

Ceux que j'ai dû congédier appartenaient à des familles de la campagne, récemment fixées à la ville, ignorant complètement les règlements qui régissent nos édifices industriels, et, par contre, fort peu soucieux de les connaître, les chefs de ces familles viennent s'établir parmi nous, avec l'intention bien arrêtée de placer leurs enfants, quel que soit leur âge, dans une de nos manufactures.

Ces cas ne sont pas en grand nombre et finiront par disparaître, j'en ai la conviction, dans un avenir rapproché.

PLAINTES

Cette année, je n'ai pas eu de plaintes des ouvrières; deux cependant me sont venues du dehors, concernant les magasins. Dans les deux cas, je me suis empressée de me rendre aux endroits désignés et donner satisfaction requise.

DE LA SÉCURITÉ

Voilà, Monsieur le Ministre, une des questions les plus délicates pour une inspectrice. J'ai en maintes occasions, surtout dans les édifices de vieux modèles, attiré l'attention des patrons et des employées, sur la nécessité qu'il y a de protéger les arbres de couche sous les machines à coudre, et surveiller leur fonctionnement, relever les cheveux pendant les heures de travail, en un mot, recourir à toutes les précautions susceptibles d'empêcher les accidents. Je suis heureuse de dire que les jeunes filles agissent dans ce sens, et que les résultats sont aujourd'hui très satisfaisants.

A part les inspections faites dans la ville de Québec, j'ai aussi visité les établissements industriels de Lévis, Trois-Rivières, Lorette et la filature de Montmorency.

Le tout respectueusement soumis,

AMÉLIE-D. LEMIEUX,
Inspectrice.

RAPPORT DE M. R.-H. GOOLEY

Coaticook, 30 juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics des Cantons de l'Est, durant l'année finissant le 30 juin 1915.

Cette année a été pour moi la plus difficile depuis ma nomination il y a onze ans. Durant les deux premiers mois de l'année, les industries de mon district ont eu à souffrir de la dépression générale qui s'est fait sentir dans tout le Canada. Dans la plupart des fabriques ou bien l'on diminuait les heures de travail ou bien l'on emmagasinait les produits. Il régnait une incertitude générale. Personne ne pouvait prévoir ce qui arriverait et chacun usait de réserve.

Puis, au commencement du mois d'août, ce fut la guerre et le chaos général. Ma première impression, en visitant les différentes fabriques, fut que bon nombre d'entre elles auraient à suspendre leurs travaux. Et les nouvelles que l'on recevait de toutes les parties de l'univers tendaient ajouter à l'incertitude. Plusieurs employés ont dû être congédiés, et souvent cela avait pour effet de me faire envoyer des plaintes par des employés congédiés, cherchant à user de représailles.

Mais la grande majorité des patrons ont su parer à la situation avec grande humanité. Sans tenir compte du temps depuis lequel les hommes avaient été employés, c'était ordinairement aux gens mariés, ayant charge de familles que l'on donnait la préférence, et c'étaient les célibataires n'ayant personne à faire vivre que l'on mettait de côté les premiers.

Je ne veux pas laisser entendre qu'il y ait eu dans les Cantons de l'Est aucune dépression qui ne fût pas générale, car je suis bien convaincu que les industries de mon district ont beaucoup moins souffert de la dépression générale que celles d'autres parties du Canada.

La guerre ne durait pas depuis bien longtemps lorsque les conditions commencèrent à reprendre leur état presque normal. Aussitôt que tout danger d'une invasion possible du Canada fut dissipé, la confiance se rétablit et plusieurs industries de mon district commencèrent à donner des signes d'une plus grande activité. Puis lorsque les contrats de la guerre se mirent

à affluer, ce fut une nouvelle impulsion pour plusieurs industries. Les filatures de laine s'en ressentirent quand on reçut les premières commandes de couvertes. Bientôt ce fut aux tisserands et aux fabricants de machines à recevoir à leur tour des commandes de guerre, ce qui mit fin à une bonne partie de la dépression existante.

Dans le cours de l'année, j'ai fait 176 inspections d'établissements industriels, et j'ai le plaisir de pouvoir déclarer, dans ce rapport, qu'à peu d'exceptions près, les industries des Cantons de l'Est sont remarquablement prospères.

ACCIDENTS

Cette partie de mes devoirs a requis et reçu de ma part plus d'attention cette année que durant toute autre année précédente. Malheureusement, il y a eu dans mon district plusieurs accidents très graves. Le fait qu'il se trouve bon nombre d'étrangers parmi les artisans de mon district, donna à soupçonner que quelques-uns de ces accidents étaient dus à des traîtres. En certain cas, après un accident, il y avait des gens prêts à dire qu'il était le fait de quelque étranger sympathisant avec les ennemis du roi. Dans ces cas-là, il fallait faire une enquête minutieuse pour convaincre et le public et moi-même que la trahison n'y était pour rien. On n'a jamais pu démontrer qu'un accident fut le résultat d'une manœuvre de l'ennemi; mais afin de n'encourir moi-même et ne pas faire encourir à votre département aucun blâme possible, j'ai fait des enquêtes complètes dans tous ces cas, et j'en ai fait rapport aux autorités.

Il y a eu six accidents mortels dans mon district durant l'année dernière. Deux d'entre eux ont été causés par l'explosion de la poudrière à Windsor Mills, deux dans l'industrie de la pulpe et du papier, un dans l'industrie du bois et un dans l'industrie mécanique. Il y a eu vingt-un accidents dont les victimes sont restées infirmes pour la vie. Sur ces vingt-un, neuf ont eu pour résultat la perte d'un membre. Il y a eu quatre-vingt-dix-huit accidents dans les fabriques de tissus. Ces accidents ne sont pas ordinairement très sérieux, mais cette année onze sur les quatre-vingt-dix-huit ont été très graves. Dans l'industrie du bois, je n'ai eu que vingt-quatre accidents durant l'année. Ce petit nombre s'explique par le fait que ce genre d'industrie a été plus entravé par la pénurie du temps et la guerre que tous les autres.

En somme, je considère que je n'ai pas raison d'être mécontent du résultat de mes travaux sous ce rapport. Bien que l'on m'ait adressé des rapports très violents, dans chaque cas j'ai essayé de convaincre les parties intéressées et le public que tout ce qui était possible avait été fait pour la protection des ouvriers.

PERMIS DE TRAVAILLER APRÈS L'HEURE RÉGLEMENTAIRE

Chose qui peut paraître étrange, on m'a demandé et j'ai accordé plus de permis pour travailler après les heures réglementaires, durant la dernière partie de l'année, que jamais auparavant dans la même période.

Cependant, j'ai été obligé de refuser plusieurs demandes de permis pour travailler après 9.30 hrs du soir, ce que je n'avais pas le pouvoir d'accorder. A mon avis, on devrait laisser plus de latitude à l'inspecteur sous ce rapport, afin de pouvoir satisfaire à des conditions tout à fait exceptionnelles comme celles qui existent actuellement. Il est souvent d'une importance vitale qu'un contrat soit exécuté durant un temps spécifié, ce que l'on ne peut faire qu'avec des heures additionnelles de travail, et l'inspecteur devrait avoir le pouvoir d'accorder des permis pour satisfaire à ces besoins-là.

Ces circonstances exceptionnelles peuvent ne se présenter qu'une seule fois dans toute une vie, et il serait rigoureux de forcer un fabricant d'installer des machines additionnelles pour exécuter un contrat en particulier.

La plupart des permis accordés l'ont été dans les industries de lainage et de tissus. Il en a été accordé quelques-uns aux fabriques de vêtements. Dans un seul cas, il y a eu plainte de la part d'un ouvrier de ce qu'on lui demandait un travail excessif. En faisant une enquête à ce sujet, j'ai constaté que le patron avait excédé la permission accordée.

J'ai reçu 72 demandes de permis pour heures de travail additionnelles. Tous ces permis ont été accordés, à l'exception de deux cas où j'ai refusé parce que ces gens avaient excédé des permis antérieurement accordés.

TRAVAIL DES ENFANTS

L'emploi des enfants n'ayant pas atteint l'âge légal semble être une maladie en certains endroits. Les parents semblent croire que s'ils peuvent introduire frauduleusement un enfant dans une fabrique, ils font quelque chose de bien, et que chaque sou qu'ils peuvent retenir du travail d'un enfant est autant de gagné facilement. Ces enfants apprennent, et de leurs parents et de leurs compagnons, à mentir sur leur âge. Les certificats de naissance sont les seuls moyens de se renseigner sûrement, mais souvent il faut attendre longtemps avant de pouvoir se les procurer.

Un enfant peut s'être introduit dans une fabrique à l'aide d'un certificat falsifié, et quand je tiens une enquête, l'enfant aura sa réponse toute prête sur son âge. Je suis seul dans mon district et j'ai à faire toutes les inspections. Les patrons savent tous que je suis inspecteur, et quand ils me voient venir ils font mentir les enfants sur leur âge. Pour obvier à cela,

dans une certaine mesure, et d'autre part pour augmenter l'efficacité de notre travail je suggérerais aux inspecteurs de changer de districts de temps à autres pour faire ces inspections.

Tout en admettant qu'il y a encore des enfants au-dessous de l'âge légal, dans quelques-unes des fabriques de mon district, je puis dire que j'ai fait beaucoup pour la répression de ce mal. Il faut et il faudra encore longtemps exercer une surveillance continue pour empêcher les enfants trop jeunes de s'introduire dans les fabriques.

INSPECTION DES CHAUDIÈRES

Je considère cette partie de mes devoirs comme l'une des plus importantes. Il est essentiel que ce travail soit fait consciencieusement, car lorsqu'une chaudière fait explosion, il est à peu près sûr que les résultats sont sérieux. Je crois que ce travail se fait bien dans notre province, car le nombre d'accidents y soutient très favorablement la comparaison avec ceux qui se produisent dans les autres provinces, si l'on tient compte du nombre de chaudières en service. Je vous félicite, Monsieur, pour l'excellente loi que vous avez fait décréter au sujet de la compétence des machinistes, et notre inspecteur en chef, pour la manière habile dont il a su organiser ce travail. Tout d'abord, je ne croyais pas que les gens des Cantons de l'Est accepteraient de bon gré la rigueur des règlements, mais en faisant mes inspections des différents établissements industriels, j'ai entendu en plusieurs occasions, non seulement les patrons mais les machinistes eux-même parler en très bonne part de ce que vous faites pour augmenter la sûreté de ceux qui ont à faire ce travail. A mon avis, on ne saurait prendre trop de soin dans le choix de ceux qui ont à contrôler des chaudières.

Durant l'année, on m'a rapporté 565 inspections de chaudières, dont 216 ont été faites par les inspecteurs des assurances, et 349 par ceux du gouvernement.

ÉDIFICES PUBLICS

C'est une de mes fonctions que je m'efforce de ne jamais négliger, et dans les Cantons de l'Est il y a toujours beaucoup de ces inspections à faire.

En préparant mon rapport, j'ai été très surpris de constater le nombre de bâtisses qui ont été érigées l'année dernière.

J'accorde toujours une attention spéciale aux écoles. Je ne laisse jamais rien au hasard là où il s'agit de la vie ou de la sécurité des enfants. Je vois avec une vigilance toute particulière à ce quel'on observe strictement les règlements au sujet des appareils de sauvetage et de protection en cas

d'incendie. Depuis neuf ans, je m'efforce de faire donner à toutes les écoles de mon district une protection suffisante contre les dangers de l'incendie, et, si l'on me permet de le dire, j'ai fait beaucoup de réformes en ce sens.

On peut croire tout naturellement qu'une fois les appareils de sauvetage bien installés dans une école, il n'est pas nécessaire de porter plus d'attention à cette école en particulier, mais nous ne réussissons pas toujours à obtenir que tout se fasse à la première demande, et dans bien des cas, je ne demande pas d'abord tout ce qui est nécessaire. Si j'en agissais ainsi, les dépenses seraient si considérables que les gens se décourageraient. Je considère toujours qu'il vaut mieux obtenir que l'on fasse peu de chose tout de suite plutôt que d'essayer à obtenir beaucoup et ne rien avoir. Et puis, il se fait toujours quelques améliorations et additions aux écoles, ce qui nécessite presque constamment des additions aussi aux appareils de sauvetage. On voit donc que ces institutions exigent une attention constante.

Les établissements d'éducation ne constituent qu'une petite partie de mes travaux quant aux édifices publics. J'ai à surveiller les moyens de protection contre l'incendie dans les hôtels et les maisons de pension, et c'est une rude tâche pour votre inspecteur, car les gens ici sont les plus difficiles qu'il me faille aborder. Ils ne sont jamais prêts à pourvoir convenablement leurs bâtisses d'appareils de sauvetage et refuseront toujours le plus possible.

Et il y a encore les salles de vues animées qui exigent beaucoup d'attention. Dans les cités de Montréal et de Québec, ces représentations de vues animées se font dans des salles bien construites, mais à la campagne on les donne dans toutes sortes de locaux. Dans un cas, j'ai été obligé d'intenter une poursuite pour faire prendre les précautions les plus rudimentaires pour la sûreté des gens.

Il faut consacrer beaucoup de temps à l'examen des plaintes du public au sujet de ces salles de vues animées, surtout dans les petites villes. Plusieurs de ces plaintes sont portées par les conseils municipaux. Il est surprenant de voir dans quelles bâtisses l'on cherche parfois à installer ces exhibitions.

D'autres endroits que je suis encore obligé d'inspecter et qui contribuent à l'emploi de mon temps, ce sont les salles municipales, les estrades publiques, les bâtisses d'exhibitions, les patinoires, etc.

Durant l'année, j'ai fait 171 inspections d'édifices publics, et je suis heureux de pouvoir dire que j'ai fait une très bonne année, de pouvoir mentionner dans ce rapport des progrès justement appréciables.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

R.-H. GOOLEY,

Inspecteur.

RAPPORT DE M. ALFRED ROBERT

Montréal, le 30 juin 1915.

A L'HONOTABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions reçues, je vous sou mets mon deuxième rapport annuel sur l'application de la loi des établissements industriels et des édifices publics spécialement du service des fonderies, pour l'année finissant le 30 juin 1915.

INSPECTIONS

La dépression qui sévit depuis le commencement de l'année, dans la métallurgie, s'est un peu améliorée depuis le mois de mars 1915. Plusieurs industriels ont obtenu des contrats pour la fabrication de munitions pour la guerre, et cela a donné de l'activité dans cette branche d'industrie.

Mais dans les fonderies, le chômage se continue, et la dépression se fait de plus en plus sentir. Nombre d'entre elles ont transformé leur fonderie en une usine pour la fabrication d'obus.

Présentement, il n'y a que 150 à 175 mouleurs qui travaillent actuellement du métier dans Montréal, sur un total approximatif de 950.

Faute de travail dans les fonderies, au-delà de 125 de ces derniers se sont embauchés dans des industries où l'on fabrique des obus, et 38 ont pris engagement pour aller travailler en Angleterre.

J'ai fait, durant l'année, 202 inspections dans les fonderies et autres établissements industriels. Toutes les fonderies de Montréal et de la banlieue en activité ont reçu ma visite deux, trois et même quatre fois, dans certains cas.

Je suis heureux de dire que les patrons apprécient le travail de l'inspecteur, et que tous, en général, se montrent bien disposés à faire les améliorations voulues.

L'installation des nouvelles machineries dans les industries où l'on fabrique des obus, a été l'objet d'une inspection minutieuse, ce qui nécessite beaucoup de temps de ma part.

Les usines ci-dessous mentionnées ont reçu ma visite plusieurs fois, à cause des changements apportés dans l'installation de nouvelles machineries:

La "Canadian Car & Foundry Ltd", (Turcot & Dominion plant),
La "Montreal Locomotive Works Limited",
Le "Canadian Pacific R'y. (Angus Shop)",
La "Thomas Davidson Co., Ltd",
La "Smart-Woods Limited",
La "Jenkins Brother Limited",
La "Canadian Vickers Co., Ltd".

Cette dernière, en plus de travailler à la fabrication des obus, a l'honneur d'être la première compagnie en Canada qui a construit 10 sous-marins. Ce travail s'est accompli en peu de temps et avec beaucoup d'efficacité. Nous n'avons eu à enregistrer dans cette usine que deux accidents fatals, et douze accidents légers.

Considérons le fait que les ouvriers travaillaient sur des échafaudages à une hauteur de 40 pieds du sol.

ACCIDENTS

Le nombre total d'accidents qui m'ont été rapportés est de 75:—

Accidents fatals	8
Accidents graves	13
Accidents légers	54

Les accidents fatals et graves ont nécessité une enquête dans chaque cas, et rapport en a été fait à l'inspecteur en chef, M. Louis Guyon.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Huit permis pour travailler pendant des heures additionnelles des jeunes filles et des enfants ont été accordés. Les patrons qui ont obtenu ces permis avaient des contrats pour le compte des Alliés, dans la confection de costumes, chaussures, tentes de soldats et munitions de guerre.

AGE D'ADMISSION

Le nombre des enfants employés dans les fabriques au-dessous de l'âge de 14 ans est très restreint. Dans le cours de l'année, 8 seulement ont été renvoyés. J'ai fait venir les parents de ces enfants au bureau. J'ai constaté dans plusieurs cas que les patrons avaient été dupes des trucs de ces derniers, ou de leur ignorance concernant la loi, et même plusieurs d'entre eux signaient un certificat d'âge attestant que l'enfant avait 14 ans révolus, lorsqu'en réalité il ne les avait pas. Une autre cause est que le chef de famille se trouvant sans emploi, il n'hésitait pas à signer une

fausse déclaration, afin que l'enfant obtienne de l'ouvrage. J'ai fait à ces parents une remontrance sévère qui, je l'espère, ne sera pas oubliée dans l'avenir.

CHAUFFAGE DANS LES FONDERIES ET LES LAMINOIRS

Il m'a été impossible d'obtenir des fondeurs de Montréal et de la banlieue, toutes les améliorations que j'aurais désiré avoir. Le manque de finance et la dépression aidant sont causes que ces améliorations n'ont pas toutes été faites, particulièrement en ce qui concerne le système de chauffage moderne.

Dans le cours de l'hiver dernier, je me suis efforcé de faire améliorer en quelque sorte ce système. Les fondeurs dont les usines sont en conformité avec la loi sous ce rapport, m'ont donné une garantie écrite qu'à l'automne 1915, leur usine serait pourvue d'un système de chauffage moderne. Ceci démontre leur bon vouloir, afin de se conformer aux règlements des établissements industriels.

TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS LES FONDERIES ET LES LAMINOIRS

La loi qui limite les heures de travail pour les femmes et les enfants dans les filatures de coton devrait aussi s'appliquer aux employés de cette catégorie dans les fonderies et laminaires, car le travail ardu et pénible qu'exercent ces derniers exige des heures de travail plus courtes qu'actuellement. Je me permettrai, Monsieur le Ministre, de signaler ce fait à votre bienveillante attention, car je crois qu'il ne serait que juste de faire bénéficier ceux-ci de ce règlement nouveau.

Les faits soumis par les employés d'imprimerie de Montréal dans le cours de l'année ont nécessité une inspection générale dans ces établissements, particulièrement où il existe un département de clicherie et d'électrotype.

J'ai reçu à cet effet de mon chef, M. Louis Guyon, instruction d'en faire l'inspection. Une attention spéciale a été donnée à ces deux départements, afin de voir à améliorer les moyens de ventilation et d'éclairage, ainsi qu'à l'évacuation du gaz qui se dégage du métal en fusion, dont les faits contenaient cette demande.

Voici un résumé des résultats de mon inspection/

RAPPORT SUR LES IMPRIMERIES DANS LA CITÉ DE MONTRÉAL

“THE HERALD PUBLISHING CO.”

Département des Clichés

Ce département est situé dans le soubassement. Le pot à métal n'a pas de couvercle. Le poêle est pourvu d'un tuyau d'échappement qui est relié à la cheminée.

Moyens de ventilation

Des châssis sur gonds, situés dans le faite de la chambre, sont pourvus de cordes et peuvent être ouverts du plancher. Le ventilateur centrifuge qui est situé dans le département des presses aurait plus d'efficacité s'il était transféré dans le département des clichés. Dans tous les différents départements il y a un tuyau d'échappement, et celui-ci est raccordé avec un ventilateur centrifuge.

Le camion qui sert au transport des journaux d'un département à l'autre doit prochainement être changé de place et les roues de ce camion seront protégées par une balustrade et un grillage.

Toutes les roues d'air sur les presses doivent être protégées.

Un petit moteur installé sur le plancher doit être entouré.

Une balustrade devrait être placée afin de protéger les poulies et l'espace que l'ascenseur laisse libre lorsque celui-ci est en mouvement; cette balustrade et ces poulies sont au dernier étage.

Le département des linotypes et monotypes est en conformité avec la loi.

“LA PRESSE”

Le département des clichés va changer de local prochainement. Des améliorations modernes seront faites en vue de la ventilation et de l'évacuation du gaz et de la fumée qui se dégagent des pots à métal.

A l'avenir, l'ascenseur dans le département de la composition ne sera plus utilisé, et instruction a été donnée à ce qu'il n'y ait plus d'ascenseur dans ce département.

“LE DEVOIR”

Département des Clichés

Ce département est situé dans le rez-de-chaussée. Les deux pots à métal sont couverts et pourvus de tuyaux d'échappement. Ce département est aéré par des châssis seulement. J'ai suggéré l'installation d'un ventilateur centrifuge dans le département des clichés à cause de la chaleur intense, et je suis convaincu que le seul moyen de ventilation pratique est l'installation d'un ventilateur centrifuge.

Département des Linotypes

Il y a sept machines à composer. Des châssis des deux côtés de la chambre sont les seuls moyens de ventilation. Il y a un monte-charge qui sert à transporter les formes de la chambre de composition au département des clichés. Par l'ouverture de ce monte-charge passe le gaz et la fumée qui s'échappent du département des clichés et ont accès à la chambre de composition. Pour obvier à cette difficulté, j'ai suggéré l'installation d'un ventilateur centrifuge dans le département des clichés.

“LA PATRIE”

Département des clichés

Situé au rez-de-chaussée. Le pot à métal n'a pas de couvercle. Il n'y a pas non plus de tuyau d'échappement.

Moyen de ventilation

Par des châssis au-dehors et une porte qui conduit à la chambre d'engin. Il devrait y avoir un ventilateur centrifuge placé dans la chambre des clichés.

Le pot à métal devra être couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement.

Département des Linotypes

Très bien éclairé. Il y a deux petits ventilateurs dans le puits de lumière.

“LE STAR”

Département des Clichés

Situé au troisième étage. Les pots à métal n'ont pas de couvercle, mais il y a un ventilateur centrifuge, et ce département est bien éclairé.

Département des Linotypes

Je suggère que les pots à métal soient couverts et pourvus d'un tuyau d'échappement uni à la cheminée. Il y a aussi un autre pot à métal de petite dimension installé dans le département des linotypes. La compagnie en fait présentement l'expérience, mais si ce pot demeure où il est actuellement, il devra être couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement.

“THE MAIL AND EVENING NEWS”

Département des clichés

Situé dans la cave. Le pot à métal est couvert et aussi pourvu d'un tuyau d'échappement. Les moyens de ventilation sont deux châssis qu'il y a dans ce département.

Le département des linotypes contient douze machines, un pot à métal qui est en bon ordre. Il y a aussi onze fenêtres dans ce département.

Remarques

Je suggère qu'un ventilateur centrifuge soit placé dans le département des clichés à cause de la chaleur intense qui se dégage du métal en fusion.

“STANDARD PHOTO ENGRAVING CO., LTD”

Il y a deux pots à métal dans cette imprimerie, l'un est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement, mais l'autre de l'est pas.

Les seuls moyens de ventilation sont des châssis.

Remarques

Je suggère l'installation d'un ventilateur centrifuge dans le département des clichés. Les moteurs et les machines n'ont pas encore été pourvus de protecteurs.

“SOUTHAM PRESS CO.”

Département des Clichés

Il n'y a qu'un seul pot à métal, et il n'est pas pourvu d'un couvercle. Il y a aussi une bouilloire dans ce département, entretenue par un seul employé qui a aussi la garde du département des clichés.

Département des Monotypes

Toutes les machines sont couvertes. Le plomb n'est fondu que le samedi après-midi, ce qui est pratique. La chaleur n'affecte en aucune manière les employés, car ceux-ci ne travaillent pas le samedi après-midi.

Il n'y a que des fenêtres comme moyen de ventilation.

"INDUSTRIAL & EDUCATIONAL PRESS LTD"

Le département des machines monotypes est en conformité avec la loi.

Département des Linotypes

Il y a un pot à métal qui est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement.

J'ai constaté dans ce département que les tables de matrices sont chauffées au gaz. Le gaz qui s'échappe du brûleur est contraire à la santé de ceux qui travaillent dans le dit département. Je suggère en ce cas qu'un ventilateur centrifuge soit installé et uni au tuyau d'échappement qu'il y a actuellement, près des tables de matrices.

"CORNEIL R. C. LIMITED"

Cette imprimerie ne contient qu'un seul pot à métal qui est bien couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement. Il y a trois machines monotypes, dont deux couvertes et unies à un tuyau, mais l'autre n'a pas de couvercle.

J'ai remarqué que les employés qui travaillent assis sont pourvus de chaises sans dossier, et que ces mêmes employés n'ont pas d'armoire pour leur linge. Je recommande donc que des chaises avec dossiers leur soient données, ainsi qu'une armoire à effets.

L'escalier de sauvetage devra être peinturé, et les sorties à cette fin devront être tenues libres de toute obstruction, et des gradins devront être placés près de ces fenêtres afin d'en faciliter l'accès. Instruction a été donnée en conséquence.

"MONTREAL ELECTROTYPE REG."

J'ai constaté ici que sur deux pots à métal, un est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement, mais l'autre n'a pas de couvercle. La poulie sur la "smooth shaving machine" devra être protégée.

Il n'y a que deux fenêtres comme moyen de ventilation, ce qui n'est pas suffisant. Je suggère ici l'installation d'un ventilateur centrifuge.

Les machines monotypes ne sont pas couvertes.

Je désire mentionner dans mon rapport que, pour être effectifs, les couvercles des machines monotypes devront être unis aux tuyaux et pourvus d'un éventail, afin d'attirer le gaz et la fumée qui s'échappent du métal en fusion.

"LA GAZETTE"

Les pots à métal sont couverts et pourvus de tuyaux d'échappement. Il y a aussi un ventilateur centrifuge d'installé dans cette chambre. Les machines monotypes sont toutes couvertes et pourvues de tuyaux d'échappement; ceux-ci sont unis à la cheminée.

Le pot à métal est installé dans un petit appartement; il est couvert et aussi pourvu d'un tuyau d'échappement.

Département des Clichés

(Chambre des nouvelles).—Encore un pot à métal couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement et d'un ventilateur centrifuge. Les machines monotypes sont couvertes et pourvues de tuyaux d'échappement qui sont unis à la cheminée.

Département des Electrotypes

Le pot à métal est couvert et aussi relié à un tuyau d'échappement. Il y a sept fenêtres dans ce département.

Département des Clichés

(Situé dans la cave).—Le pot à métal est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement qui, lui aussi, est uni à la cheminée. Ce département est situé dans le centre de la cave où il n'y a que des châssis très étroits comme moyen de ventilation.

Remarques

Il y a deux tables qui servent à sécher les matrices; l'une est chauffée à l'électricité et l'autre au gaz. Pour chauffer la table électrique, on enrégistre 300 ampères de 110 volts.

Je suggère l'installation d'un ventilateur centrifuge dans le département des clichés situé au rez-de-chaussée.

“IMPRIMERIE MODERNE”

Un pot à métal. Il est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement. Les machines monotypes ne sont pas couvertes.

“LE CANADA”

Le département des clichés est situé au rez-de-chaussée. Le pot à métal n'est pas couvert.

Moyens de ventilation: Petits châssis de quatre pieds par un pied et demi.

Remarque

L'installation d'un ventilateur centrifuge est d'une nécessité absolue dans ce département.

“JOHN DOUGALL”

Trois machines linotypes et cinq monotypes. Moyens de ventilation: fenêtres seulement.

Un pot à métal qui est couvert.

“EAGLE PRINTING”

Un pot à métal. Il est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement joint à la cheminée.

Le département des clichés et la chambre de composition sont placés au rez-de-chaussée.

Moyens de ventilation: AUCUN.

Il y a cinq fenêtres dans le toit qu'on pourrait aisément ouvrir, mais on les tient fermées. La cause en est que l'air qui entrerait par ces fenêtres empêcherait le chauffage des pots à métal sur les machines à composer. Les roues d'air sur les presses devront être protégées et toutes les ouvertures près des presses devront être aussi protégées par une balustrade.

Remarque

La chambre de composition devrait être transférée à un autre étage en vue de la mauvaise ventilation de ce département.

“IMPRIMERIE A. PIGEON”

Le plancher est en mauvais état. J'ai requis le propriétaire de le faire réparer et aussi de voir à ce que les feuilles de métal qui le recouvrent soient tenus en bon ordre, car elles sont dangereuses. J'ai de plus suggéré un plancher en ciment. Je considère que les presses sont trop rapprochées l'une de l'autre. Il doit y avoir plus d'espaces entre elles.

Les hommes et les femmes se servent du même cabinet d'aisance.

Les employés n'ont pas d'armoire pour leurs effets. J'ai recommandé une balustrade à l'escalier.

“BENNALLACK PRINTING”

Les moteurs placés sur les planchers doivent être emboîtés.

Les employés n'ont pas d'armoire pour leurs effets.

J'ai recommandé que les roues d'air sur les presses soient protégées. J'ai également attiré l'attention du gérant sur l'état actuel de l'escalier de sauvetage, qui était défectueux. Ceci doit être remédié immédiatement. Cet escalier devra aussi être peinturé.

J'ai recommandé de placer des gradins aux fenêtres qui ont accès aux escaliers de sauvetage.

Tout homme ou femme qui est requis de travailler assis devra avoir un siège avec dossier.

“IMPRIMERIE GODIN & MÉNARD”

Un pot à métal. Il est couvert et pourvu d'un tuyau d'échappement. Les roues d'engrenage sur les presses Gordon doivent être couvertes.

Il y a trois machines linotypes.

Ventilation: passable.

En terminant, monsieur le Ministre, je désire attirer l'attention des manufacturiers sur le fait que s'ils accordaient à l'ouvrier des conditions de travail telles que spécifiées dans la loi, la production serait plus grande, et les deux en bénéficieraient.

Le tout humblement soumis,

ALFRED ROBERT,
Inspecteur.

RAPPORT DE M. L.-E. RÉGNIER

Montréal, le 30 juin 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions qui m'ont été données comme fonctionnaire de votre département, j'ai l'honneur de vous soumettre mon premier rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics.

Nommé inspecteur vers la fin de l'année 1914, je ne puis vous offrir qu'un rapport très restreint.

J'ai tout d'abord commencé mes inspections en compagnie de M. Robert, avec qui j'ai visité cent quarante-cinq établissements.

Il m'a fait plaisir de constater les bonnes dispositions des patrons à l'égard de leurs employés. J'ai été heureux de voir que les manufacturiers ont généralement mis en pratique les observations que les inspecteurs leur ont faites lors des visites précédentes; et je suis dès lors assuré que nous parviendrons à donner toute la protection désirable à la classe ouvrière, le patron devant aussi en retirer le plus grand bien.

Les prescriptions concernant l'hygiène sont assez rigoureusement observées, et, plusieurs industriels ayant le souci du bien-être de leurs employés font servir gratuitement le thé aux employés forcés de dîner à la manufacture, ce qui marque une grande amélioration dans les rapports entre les patrons et leurs ouvriers.

Devant la présente crise qui affecte nos industries, nous avons dû, dans bien des cas, n'exiger que des améliorations strictement nécessaires. Je regrette cependant qu'on néglige quelquefois de nous informer lorsqu'il survient des accidents par le fait du travail.

Je désire de plus attirer votre attention sur le fait que, dans nos campagnes, l'on se montre peu scrupuleux pour l'emploi des enfants.

Je me suis rendu à St-Césaire, à la demande de notre dévoué chef, M. Louis Guyon, et j'ai renvoyé d'une seule manufacture près d'une douzaine d'enfants que la cupidité des parents forçait à travailler, et cela, dans un établissement classé comme malsain: chose des plus regrettables et à laquelle nous devons de toute nécessité remédier, si nous ne voulons pas nous laisser écraser par nos voisins, qui se montrent si tenaces et si âpres pour l'accaparement de nos industries.

Puissamment encouragé par l'exemple de mes collègues, et profitant du conseil et des instructions de notre chef, je suis persuadé qu'à l'expiration de l'année fiscale, je serai en position de faire un rapport satisfaisant, et vous donner en détail le résultat de mes travaux dans la division d'inspection qui va bientôt m'être donnée.

Veillez me croire,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

L.-E. RÉGNIER,
Inspecteur.

VI

BUREAUX DE PLACEMENT PROVINCIAUX

BUREAU DE QUÉBEC

83, rue du Pont

RAPPORT DU SURINTENDANT

Québec, 1er juillet 1915.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport suivant sur les opérations du Bureau de placement :

Le chiffre des placements est moindre cette année que celui de l'an dernier, mais en vue des conditions adverses industrielles qui règnent depuis près d'une année, il y a tout lieu de se féliciter des résultats obtenus, et je suis heureux de pouvoir vous dire que le Bureau de placement n'a pas plus souffert de cet état de choses.

Le Canada passe par une période de dépression financière qu'il n'a pas connue depuis bien des années. Un grand nombre d'établissements industriels sont fermés, d'autres ont réduit leur production. Il y a eu, durant l'année, un grand nombre de travailleurs sans emploi dans la plupart des grandes villes.

A Toronto, le nombre des sans-travail a été considérable, et des centaines d'hommes, un jour, ont assiégé un bureau qui avait annoncé une place vacante dans son personnel.

Au mois d'avril dernier, à Hamilton, Ont., 400 travailleurs ont paradé dans les rues, demandant du travail pour vivre.

Durant le même mois, à Montréal, des centaines de sans-travail assiégeaient l'hôtel-de-ville, suppliant les autorités civiques de leur trouver

de l'emploi. Quelque temps plus tard, des centaines d'autres se réunissaient devant la résidence d'un échevin et lui demandaient son intervention.

Dans une entrevue avec un journaliste, le Président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, se montrait fort pessimiste au sujet des conditions qui régnaient dans cette ville, au commencement du printemps, et disait que les hommes cherchaient du travail sans pouvoir en trouver.

Un chef ouvrier d'Ottawa a déclaré à un journaliste que l'industrie n'avait jamais été aussi languissante dans cette ville depuis vingt-six ans.

Et la *Gazette du Travail*, en parlant de la situation ouvrière, admet, dans son édition du mois de mars, qu'il y a un grand nombre de gens sans emploi dans la plupart des grandes villes.

A Québec, la condition s'est un peu améliorée. Un grand nombre de jeunes gens se sont enrôlés pour le service militaire, ce qui a allégé la situation dans une certaine mesure. Il y a un peu plus d'activité dans la construction des bâtisses, ce qui donne de l'emploi à un plus grand nombre d'ouvriers que durant l'hiver. Il n'y a que dans l'industrie de la chaussure où le chômage continue, et c'est à peine si un quart des employés ont du travail, et encore ils ne font pas tous temps plein.

Un brave ouvrier, venu au bureau pour demander du travail, admettait qu'en ces jours de crise et de chômage, il serait mieux d'être cultivateur.

En effet, qu'il apparaît heureux et riche l'homme de la campagne!

Lui seul n'est que peu atteint par la hausse du coût de la vie. C'est à peine si la taxe de guerre affectera son budget.

Hier, l'on pouvait le plaindre d'être privé des faux plaisirs de la ville; aujourd'hui, tous comprennent que l'homme des champs, sur son lopin de terre, a sûrement le bon lot en partage.

A côté de l'ouvrier qui peine dans les rues, des commis qui usent leurs jours dans les magasins et les bureaux, le cultivateur apparaît comme un roi sur son domaine.

L'un des remèdes pour diminuer le chômage dans les villes, serait le retour de la population ouvrière agricole à la terre qu'elle a inconsidérément abandonnée pour le mirage de la ville. Tout argent qui serait dépensé pour ramener le travailleur agricole à la culture de la terre serait de l'argent bien employé, non seulement pour le bien du travailleur, mais aussi pour l'ordre et le bien-être de la société entière.

A ce sujet, permettez-moi, Monsieur le Ministre, de soumettre à votre considération la suggestion suivante:

Les conférenciers agricoles pourraient être autorisés à choisir, dans différentes paroisses rurales et partout où ils jugeraient la chose nécessaire et utile, des personnes chargées de recevoir les demandes d'employés pour les travaux de la ferme. Ils annonceraient, dans leurs conférences aux cultivateurs, que tous ceux qui sont à la recherche d'employés, devront faire leur demande aux personnes désignées à cet effet, indiquant le nombre dont ils ont besoin, les conditions de travail et les salaires qu'ils veulent payer. Ces demandes seraient ensuite transmises au Bureau de Placement Provincial, avec les instructions nécessaires pour pouvoir diriger à l'endroit voulu les travailleurs qui voudraient s'engager aux conditions offertes.

Les opérations du Bureau, pour l'exercice qui vient de finir, ont été comme suit :

Nombre d'employés demandés par les patrons :

Hommes.....	647
Femmes.....	51
Total.....	698

Le nombre des ouvriers qui se sont présentés au bureau pour obtenir de l'emploi, est réparti comme suit :

Hommes.....	2276
Femmes.....	125
Total.....	2401

Voici comment sont réparties les positions qui ont été remplies :

HOMMES

Apprentis.....	18
Bûcherons.....	102
Cuisiniers.....	3
Conducteurs de voitures.....	28
Commis.....	42
Comptables.....	8
Domestiques.....	4
Forgeron.....	1
Fermiers.....	13
Journaliers.....	81
Menuisiers.....	86
Peintres.....	19

Plombiers.....	7
Solliciteurs.....	5
Divers.....	39
	<hr/>
Total.....	456

FEMMES

Commis de bureau.....	3
Femmes de peine.....	8
Ouvrières pour Manufacture.....	6
Servantes.....	26
	<hr/>
Total.....	43

Récapitulation des positions qui ont été remplies:

Hommes.....	456
Femmes.....	43
	<hr/>
Total.....	499

Humblement soumis,

FÉLIX MAROIS,
Surintendant.

BUREAU DE MONTRÉAL

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

41, rue Craig-Est

Montréal, le 30 juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon cinquième rapport annuel sur les opérations du bureau de placement gratuit de Montréal pour le service expirant le 30 juin 1915.

En raison des perturbations manufacturières causées par la guerre et du chômage qui persiste dans bon nombre d'industries, les statistiques de notre bureau n'accusent pas les résultats si satisfaisants des années passées; pris dans leur ensemble, cependant, ces chiffres offrent plus d'un point d'intérêt.

La guerre, en arrêtant une foule de travaux publics et en immobilisant presque complètement l'immigration, devait nécessairement avoir une influence très sérieuse sur ce qu'il est convenu d'appeler "Supply and demand".

Sur les 28 bureaux de placement tenus par des propriétaires licenciés par le gouvernement, plus de la moitié ont été obligés de fermer leurs portes, et cette stagnation durera sans doute jusqu'à la fin du conflit gigantesque qui se poursuit. D'un autre côté, les ouvriers employés dans les travaux de la construction subissent aussi le contrecoup de la crise générale, car il est admis qu'il y a eu près de \$8,000,000 de moins d'affectés pour la construction cette année.

Comme par le passé, les tableaux annexés au rapport indiquent le nombre et le genre d'occupation des personnes placées, et couvrent la presque totalité des métiers exercés au pays. Je désire cependant signaler à votre attention le nombre toujours augmentant des personnes envoyées sur les fermes et dans les chantiers. Les patrons ont appris le chemin du bureau et viennent toujours plus nombreux, chaque année, engager leur personnel. Nous avons réussi à fournir 229 ouvriers choisis aux autorités militaires anglaises pour être expédiés en Angleterre dans les usines, ce qui prouve que le bureau provincial engage non seulement les ouvriers pour les travaux manuels ordinaires mais peut aussi, à un moment donné, trouver les ouvriers les plus habiles et parmi les mieux payés.

Le placement des femmes et filles accuse une diminution comparative-ment moins marquée que celui des hommes pour l'année expirée, mais de ce côté les progrès sont sérieux. En relations suivies avec les propriétaires d'hôtels, nous nous efforçons de rencontrer sur l'heure toutes les demandes qui nous sont faites pour des employés, confiant qu'en un avenir prochain nous aurons presque le monopole de cette catégorie d'employés dans la ville.

Étant donnée la statistique assez volumineuse que je sou mets à votre bienveillante considération, il serait peut-être superflu pour moi d'insister bien longuement sur les détails du service. Le bureau a déjà fait ses preuves et personne ne contestera les bienfaits de cette organisation destinée à aider et protéger les "sans-travail" de notre grande ville.

Avant de terminer, permettez-moi, monsieur le Ministre, de vous remercier bien cordialement pour le gracieux privilège que vous m'avez

accordé en me permettant d'assister au congrès des employés du gouvernement chargés de la direction des bureaux de placement. Réunis à Détroit pour la première fois, les chefs de bureaux de placement formeront désormais une association distincte et travailleront à l'avenir pour le perfectionnement de ses services qui sont maintenant à l'ordre du jour dans chaque pays.

Frappé du développement important des bureaux de placement de notre province, l'Association m'a fait l'honneur de m'élire comme son premier vice-président.

Je ne saurais conclure ce court rapport sans mentionner le personnel si dévoué du bureau, dont le zèle et l'énergie sont inlassables dans les occupations si ardues de notre tâche commune.

Veuillez me croire,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

FRANCIS PAYETTE,

Surintendant du B. de P.

TABLEAU N° 1

VISITES JOURNALIÈRES DES SANS TRAVAIL AU BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL, DU 1er JUILLET 1914 AU 30 JUIN 1915

Mois de juillet	1914	6106
“ “ août	“	8908
“ “ septembre	“	7707
“ “ octobre	“	7564
“ “ novembre	“	6107
“ “ décembre	“	5916
“ “ janvier	1915	5277
“ “ février	“	4678
“ “ mars	“	4431
“ “ avril	“	5744
“ “ mai	“	5734
“ “ juin	“	5718
Total		78,890

FRANCIS PAYETTE,

Surintendant.

TABLEAU N° 2

DEMANDES D'EMPLOIS DEPUIS LE 1er JUILLET 1914
JUSQU'AU 30 JUIN 1915

Département des Hommes

Liste des différents métiers et occupations

A			
Agents	3	Report	76
Agréeurs	4	Apprentis	20
Aides de cuisines	29	Argenteur	1
Ajusteurs	31	Arpenteurs	2
“ mécaniciens	9	Arrimeur	1
<hr/>		<hr/>	
76		100	
B			
Barbiers	12	Report	81
Beurrier	1	Bourreurs	8
Bijoutiers	4	Briquetiers	58
Bouchers	34	Buandiers	2
Boulangers	30	Buralistes	87
<hr/>		<hr/>	
81		236	
C			
Cardeur	1	Report	845
Charpentiers	241	Compositeurs	19
Charretiers	196	Comptables	29
Chaudronniers	54	Concierges	5
Chauffeurs d'automobiles	36	Conducteurs d'ascenseurs	4
“ de bouilloires	132	Confiseurs	2
Cigariers	27	Constructeurs de bateaux	2
Cloueur de boîte	1	Contremaîtres	11
Cochers	7	Contrôleurs	2
Collecteurs	5	Cordonniers	90
Commis	123	Couples mariés comme domest.	2
“ d'entrepôts	12	Cuisiniers	121
“ voyageurs	10	Cultivateurs	141
<hr/>		<hr/>	
845		1,273	

D

		Report.....	38
Débardeurs.....	33	Domestiques.....	9
Dessinateurs.....	5	Doreurs.....	2
	<u>38</u>		<u>49</u>

E

		Report.....	103
Ébénistes.....	4	Empaqueur.....	1
Économes.....	3	Encadreur.....	2
Électriciens.....	95	Expéditeurs.....	13
Embouteilleur.....	1		
	<u>103</u>		<u>119</u>

F

		Report.....	62
Fabricant de fouets.....	1	Fileurs.....	2
Faiseur de courroies.....	1	“ de broches.....	1
Faiseurs de formes.....	5	Fleuriste.....	1
Faiseurs d'outils.....	2	Foreurs.....	43
Ferblantiers.....	12	Forgerons.....	58
“ couvreur.....	41	Fromagers.....	2
	<u>62</u>		<u>169</u>

G

		Report.....	46
Gantiers.....	6	Garçons de table.....	50
Garçons d'hôtels.....	40	Gardiens.....	21
	<u>46</u>		<u>117</u>

H

		Report.....	108
Hommes de chantiers.....	95	Horlogers.....	2
Hommes de cours.....	13		
	<u>108</u>		<u>110</u>

I

Illustrateur.....	1	Report.....	12
Imprimeurs.....	9	Ingénieurs.....	66
Infirmiers.....	2	Instituteurs.....	2
	<hr/>		<hr/>
	12		80

J

Jardiniers.....	19	Report.....	760
Journaliers.....	741	Journalistes.....	4
	<hr/>		<hr/>
	760		764

L

Limeurs de scies.....	4
-----------------------	---

M

Machinistes.....	133	Report.....	420
Maçons.....	12	Meubliers.....	8
Manchonnièrs.....	9	Meuniers.....	3
Matelassier.....	1	Mineurs.....	9
Menuisiers.....	211	Monteur de poêle.....	1
Messagers.....	52	Mouleurs en fer.....	41
Mesureurs de bois.....	2	Musiciens.....	5
	<hr/>		<hr/>
	420		487

N

Navigateurs.....	4
Nettoyeur d'habits.....	1
	<hr/>
	5

O

		Report	49
Opérateurs sur machine à bois	29	Ouvrage général	590
Opérateurs sur machine à cou-		Ouvriers en acier	3
dre	8	“ en béton	12
Opérateurs de vues animées	4	“ en coton	2
Ouvrage de construction	5	“ d’escaliers en fer	1
Ouvrage de chemin de fer	3	“ en fer	26
	<u>49</u>	“ gaziers	40
			<u>723</u>

P

		Report	251
Patissiers	10	Plombiers	91
Peignier	1	Pointeurs	6
Peintres	200	Polisseurs de cuivre	16
Pharmacien	1	Portiers	10
Photographes	3	Poseurs de tuiles	2
Plaqueurs	2	Presseurs d’habits	13
Platriers	34	Pressiers	20
	<u>251</u>		<u>409</u>

R

Règleur	1	Report	2
Relieur	1	Riveurs	32
	<u>2</u>		<u>34</u>

S

		Report	15
Selliers	10	Serruriers	3
Serre-freins	5	Sténographes	7
	<u>15</u>		<u>25</u>

T

		Report	119
Tailleurs d'habits	61	Tourneurs en bois	2
“ de cuir	66	Travailleur en bronze	1
“ de marbre	5	Travailleur en caoutchouc	1
“ de pierre	16	Travailleurs en coppe	2
Tanneurs	6	Travailleurs en cuivre	3
Télégraphistes	2	Tricoteurs	2
Tisserands	13	Typographes	13
	<hr/>		<hr/>
	119		143

V

Valisier	1	Report	7
Verriers	6	Voituriers	4
	<hr/>		<hr/>
	7		11

GRAND TOTAL 4,858

TABLEAU N° 3

DEMANDES D'EMPLOIS DU 1er JUILLET 1914 AU 30 JUIN 1915

Département des Femmes

Liste des différents métiers et occupations

Bonnes d'enfants	9
Buralistes	8
Caissières	3
Commis	10
Contremaîtresses	2
Couples mariés, comme domestiques	19
Couturières	17
Cuisinières	36
Cuisinières aides	5
Dame de compagnie	1
Employées de manufactures	19
Femmes de chambre	36

Femmes de journée.....	65
Garde-malade.....	1
Gouvernantes.....	3
Laveuses.....	5
Ménagères.....	3
Opératrice de téléphone.....	1
Ouvrage général.....	98
Servantes.....	131
Servantes de table.....	24
Sténographes.....	18
	<hr/>
	514

TABLEAU N° 4

DEMANDES D'EMPLOIS DEPUIS LA JOURNÉE D'OUVERTURE 3 AVRIL, 1911,
JUSQU'AU 30 JUIN, 1915

Département des Hommes

Liste des différents métiers et occupations

A		
	Report.....	201
Acrobate.....	1	Ajusteurs mécaniciens..... 25
Acteurs.....	3	Ajusteur de tuile..... 1
Agents.....	56	Apprentis..... 64
Agréés.....	24	Architectes..... 9
Aiguiseurs d'outils.....	12	Argenteurs..... 4
Ajusteurs.....	96	Armuriers..... 3
Ajusteurs aides.....	8	Arpenteurs..... 11
Ajusteurs de diamants.....	1	Arrimeur..... 1
	<hr/>	<hr/>
	201	319
B		
	Report.....	555
Barbiers.....	73	Brasseurs de bière..... 3
Beurriers.....	8	Briquetiers..... 184
Bijoutiers.....	29	Brûleur de briques..... 1
Bouchers.....	195	Brunisseur de lisses..... 1
Boulangers.....	224	Buandiers..... 23
Bourreurs.....	26	Buralistes..... 544
	<hr/>	<hr/>
	555	1,311

C

		Report.....	5093
Calfats.....	2	Commis voyageurs.....	133
Cardeur.....	1	Compositeurs.....	59
Carossiers.....	1	Comptables.....	222
Chapeliers.....	8	Concierges.....	66
Charpentiers.....	1084	Conducteurs d'ascenseurs.....	45
Charpentier de navire.....	1	Confiseurs.....	16
Charretiers.....	980	Constables.....	3
Charrons.....	5	Constructeurs de bateaux.....	2
Chaudronniers.....	109	Contracteur.....	1
Chauffeurs.....	765	Contremaîtres.....	62
" d'automobiles.....	186	Contrôleurs.....	16
" de rivets.....	2	Cordonniers.....	503
Chiropodiste.....	1	Cordiers.....	3
Cigariers.....	53	Coupeur de boutons.....	1
Cloueurs de boîtes.....	2	Coupeur de papier.....	1
Cochers.....	113	Couples mariés comme domes-	
Cochers livreurs.....	522	ques.....	28
Coiffeurs.....	3	Couvreurs.....	27
Collecteurs.....	127	Cuisiniers.....	851
Commis.....	953	Cuisiniers aides.....	300
Commis d'entrepôts.....	175	Cultivateurs.....	719
	5,093		8,151

D

		Report.....	58
Dactylographes.....	2	Dessinateurs.....	11
Débardeurs.....	55	Domestiques.....	85
Décorateur sur verre.....	1	Doreurs.....	4
	58		158

E

		Report	387
Ébénistes	12	Embouteilleurs	14
Économes	16	Empaqueteurs	7
Électriciens	352	Employé de théâtre	1
Éleveur de bestiaux	1	Encadreur	9
Emailleur	1	Étalagistes	4
Emballeur	1	Expéditeurs	129
Embaumeurs	4	Explorateur de mines	1
	387		552

F

		Report	29
Fabricant de fouets	1	Ferblantiers	76
Fabricant de liqueur	1	Ferblantiers couvreurs	64
Faiseur de balais	1	Fileurs	47
Faiseurs de boîtes	6	Fileurs de broches	2
Faiseurs de briques	3	Fleuriste	1
Faiseur de clous	1	Fondeurs	3
Faiseurs de courroies	2	Foreurs	118
Faiseurs de formes	6	Forgerons	297
Faiseurs d'outils	7	Fromagers	7
Faiseur de plumes-fontaines	1		
	29		644

G

		Report	918
Gantiers	12	Géomètre	1
Garçons de table	300	Graveurs sur bois	2
Garçons d'hôtel	278	Graveurs sur métaux	2
Gardiens	320	Guide	1
Gardes-malades	8		
	918		924

H

		Report	465
Hommes de chantiers	252	Homme de signaux	1
Hommes de cours	137	Horlogers	2
Hommes d'écurie	76		
	465		468

I

		Report	548
Illustrateur	1	Inspecteurs	5
Imprimeurs	102	Inspecteurs de bois	2
Infirmiers	14	Instituteurs	9
Ingénieurs	431	Interprètes	5
	<hr/>		<hr/>
	548		569

J

Jardiniers	132	Report	8188
Journaliers	8056	Journalistes	7
	<hr/>		<hr/>
	8,188		8,195

L

		Report	70
Latteurs	27	Lettres	2
Laveurs de bouteilles	5	Limeurs de scies	6
Laveurs de vaisselles	33	Luthiers	2
Laveurs de voitures	5	Lythographes	3
	<hr/>		<hr/>
	70		83

M

		Report	5004
Machinistes	715	Mesureurs de bois	4
Maçons	89	Meubliers	27
Manchonnières	36	Meuniers	6
Manœuvres (ouvrage général)	2947	Mineurs	46
Manufacturiers de papier	6	Monteurs de poêles	4
Matelassier	1	Mouleurs en fer	122
Mécaniciens constructeurs	26	Mouleurs aides	6
Menuisiers	1048	Musiciens	18
Messagers	136		
	<hr/>		<hr/>
	5004		5237

N			
		Report	19
Navigateurs	17	Nettoyeur de tramways	1
Nettoyeurs d'habits	2	Niveleur	1
			<hr/>
		19	21

O			
		Report	306
Opérateurs machine à coudre	8	Ouvriers dans les haches	1
Opérateurs de vues animées	9	“ de manufactures	40
Opticiens	2	“ dans le métal	14
Ouvriers en acier	15	“ dans les patrons mode-	
“ en béton	42	leurs	5
“ dans les boîtes	6	“ en piano	1
“ en caoutchouc	4	“ en poêle	1
“ en casquette	1	“ en verres optiques	1
“ dans les ceintures	1	“ dans les vernis	1
“ de chemins de fer	26	“ d'emporte-pièce	1
“ de construction	43	“ gaziers	111
“ de coppe	4	“ sur machine à bois	56
“ de coton	14	“ sur machine à pierre	1
“ de cuivre	13		<hr/>
“ d'escaliers en fer	2		539
“ en fer	108		
“ de fonderies	8		
			<hr/>
		306	

P			
		Report	1271
Patissiers	50	Plaqueurs	3
Paveurs	15	Platriers	83
Paveurs aides	10	Plombiers	220
Peigniers	2	Plongeur	1
Peintres	1160	Pointeurs	92
Perruquier	1	Polisseurs en cuivre	74
Pharmaciens	4	Portiers	87
Photographes	14	Poseurs de tuile	5
Pilotes	2	Presseurs d'habits	47
Places de confiance	7	Pressiers	128
Placiers	6	Prospecteur de mines	1
			<hr/>
		1271	2,012

R

Règleurs	14	Report	36
Relieurs	17	Répareurs de tramways	5
Répareurs d'automobiles	4	Répareurs de métiers	3
Répareur de gants	1	Riveurs	95
	<hr/>		<hr/>
	36		139

S

Sacristain	1	Report	47
Savonnier	1	Serruriers	4
Scaphandrier	1	Sommeliers	2
Sculpteur	1	Souffleurs de verre	3
Selliers	25	Statuaire	1
Serre-freins	18	Sténographes	29
	<hr/>		<hr/>
	47		86

T

		Report	422
Tailleurs de cuir	79	Tonnelliers	9
Tailleurs d'habits	181	Tourneurs en bois	24
Tailleurs de marbre	10	Tourneurs de boutons	4
Tailleurs de pierre	44	Tourneurs d'essieux	4
Tanneurs	14	Travailleurs de broches	4
Tapissiers	5	Travailleurs en bronze	1
Teinturiers	14	Travailleurs en pré-larts	1
Télégraphistes	17	Tréfileur	1
Terrassiers	26	Tricoteurs	4
Tireurs de joints	2	Tuyautiers, plombiers	179
Tisserands	30	Typographes	69
	<hr/>		<hr/>
	422		719

V

Valisiers	12	Report	26
Verriers	14	Voituriers	13
	<hr/>		<hr/>
	26		41

GRAND TOTAL 30,168

TABLEAU N° 5

DEMANDES D'EMPLOIS DEPUIS LA JOURNÉE D'OUVERTURE 3 AVRIL, 1913,
JUSQU'AU 30 JUIN, 1915

Département des Femmes

Liste des différents métiers et occupations

Bonnes d'enfants	29
Brocheuse (imprimerie)	1
Brodeuses	2
Buralistes	97
Caissières	14
Clavygraphistes	9
Commis	38
Copiste	1
Contremaîtresses	2
Couples mariés comme domestiques	63
Couturières	85
Cuisinières	125
Cuisinières aides	47
Dames de compagnie	5
Employées de manufacture	125
Femmes de journée	251
Fermières	2
Filles de chambre	114
Gardes-malades	6
Gouvernantes	19
Laveuses	13
Manchonnières	5
Menagères	32
Modiste de chapeaux	1
Opératrices de téléphone	4
Ouvrage de buanderie	1
Ouvrage général	286
Pianistes	2
Piqueuses d'empeignes simples	2
Servantes	357
Servantes de table	112
Sténographes	122
Surveillante	1

1,989

BUREAU DE SHERBROOKE

Sherbrooke, le 30 juin 1915

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Pour me conformer à votre demande, j'ai l'honneur de vous transmettre mon rapport sur les opérations du bureau de placement de Sherbrooke, pour l'année finissant le 30 juin 1915.

En plus, j'ai fait un relevé des demandes des patrons classifiant les différents métiers, le nombre de personnes demandées et les placements faits depuis l'ouverture de ce bureau, c'est-à-dire depuis le 21 août, 1912, au 30 juin, 1915.

J'attire spécialement votre attention sur les placements des servantes, pour lesquelles ce bureau rend de grands services.

Expérant, Monsieur le Ministre, que ce rapport sera satisfaisant.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

F. MILETTE,
Surintendant.

DEMANDES DES PATRONS, REPARTIES PAR MÉTIERS,
DEPUIS LE 21 AOUT 1912, JUSQU'AU 30 JUIN 1915

Patrons qui
ont demandé

NOMBRE D'EMPLOIS DEMANDÉS

Situations
offertes

Hommes

A

8 32 Agents 20

B

9	.....	11 Boulangers.....	13
9	.....	13 Barbiers.....	12
9	.....	182 Bucherons.....	99
1	.....	1 Boucher.....	1
1	.....	2 Brasseurs.....	1

C

1	.....	1 Collecteur.....	1
2	.....	2 Charpentiers.....	2
2	.....	5 Cordonniers.....	0
6	.....	17 Charretiers.....	10
8	.....	12 Cuisiniers.....	8
16	.....	44 Commis.....	38

E

1	1 Électricien
---	-------	---------------

F

9	14 Forgerons.....	11
---	-------	-------------------	----

H

108	.....	242 Hommes de ferme.....	223
6	.....	13 Hommes d'écurie.....	17

I

1	1 Ingénieur.....	1
---	-------	------------------	---

J

75	.....	780 Journaliers.....	756
1	.....	1 Jardinier.....	1

M

7	32 Menuisiers.....	17
---	-------	--------------------	----

O

1	1 Opérateur.....	1
---	-------	------------------	---

P

2	.....	6 Portiers.....	7
7	.....	11 Plombiers.....	14
1	.....	1 Plâtrier.....	1
1	.....	2 Pâtissiers.....	1
8	.....	130 Peintres.....	124

S

1	.....	1 Scieur.....	1
4	.....	4 Sténographes.....	2

T

3	.....	5 Tailleurs.....	2
2	.....	2 Teneurs de livres.....	2
<hr/>			
310		1569	1386

Femmes

C

2	7 Couturières.....	10
---	-------	--------------------	----

S

310	.....	682 Servantes de familles.....	578
14	.....	80 Servantes d'hôtels.....	70
5	.....	37 Servantes de restaurants ..	22
1	.....	3 Sténographes.....	2
<hr/>			
332		809	682

642	Totaux	2378	2068
-----	--------	------	------

BUREAU DE MONTRÉAL

REGISTRE DES OPERATIONS

Du 1er juillet 1914 au 30 juin 1915

DEMANDES DES EMPLOYEURS

Employés demandés

Nombre de demandes des patrons. En ville : 1717	Hors de la ville : 544....	2,261
Nombre d'employés demandés.....	4343	
Hommes.....	3674	
Femmes.....	669	

DEMANDES DES EMPLOYES Situations demandées	HOMMES			FEMMES			COLLECTIVEMENT		
	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total
Nombre de personnes En ville ...	106	4,702	4,808	8	497	505	114	5,199	5,313
sollicitant de l'emploi. Hors de la ville		50	50		9	9		59	59
Nombre de solliciteurs ayant quelqu'un à charge.....		1,231	1,231		123	123		1,354	1,354
Nombre de solliciteurs n'ayant personne à charge.....	106	3,521	3,627	8	383	391	114	3,904	4,018
Nombre de personnes à la charge des solliciteurs		4,340	4,340		234	234		4,574	4,574
Nombre des solliciteurs, unionistes.....		445	445					445	445

Nombre total de demandes d'emploi enregistrées au bureau:

Hommes 4,858; Femmes 514.....	5,372
-------------------------------	-------

Nombre de situations offertes

Hommes 3,047; Femmes 384; Garçons 276; Filles 39.....	3,746
---	-------

Nombre par cent de personnes placées :

Hommes.....	92%	2,803
Femmes.....	93%	357
Garçons et Filles.....	Garçons 92% 253; Filles 93% 36.....	289
Grand Total.....		3,449

FRANCIS PAYETTE,
Surintendant.

REGISTRE DES OPERATIONS

Du 3 avril 1911 au 30 juin 1915

DEMANDES DES EMPLOYEURS

Employés demandés

Nombre de demandes des patrons.	En ville : 14,282	Hors de la ville: 2 728..	17,010
Nombre d'employés demandés.....	41,410		
Hommes.....	36,240		
Femmes.....	5,170		

DEMANDES DES EMPLOYES Situations demandées	HOMMES			FEMMES			COLLECTIVEMENT		
	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total
Nombre de personnes En ville ..	298	29,403	29,701	31	1,913	1,944	329	31,316	31,645
sollicitant de l'emploi. Hors de la ville	1	466	467	.....	45	45	1	511	512
Nombre de solliciteurs ayant quelqu'un à charge.....	5	6,897	6,902	.....	418	418	5	7,315	7,320
Nombre de solliciteurs n'ayant personne à charge.....	294	22,972	23,266	31	1,540	1,571	325	24,512	24,837
Nombre de personnes à la charge des solliciteurs.....	6	21,106	21,112	.....	777	777	6	21,883	21,889
Nombre de solliciteurs, unionistes.....	.....	1,886	1,886	.....	.....	.....	.....	1,886	1,886

Nombre total de demandes d'emploi enregistrés au bureau:

Hommes 30,168; Femmes 1,989.....	32,157
----------------------------------	--------

Nombre de situations offertes:

Hommes 23,285; Femmes 1,955; Garçons 2,767; Filles 204.....	28,211
---	--------

Nombre par cent de personnes placées:

Hommes.....	87%	20,257
Femmes.....	84%	1,642
Garçons et Filles.	Garçons 87% - 2,407; Filles 83% - 169.....	2,576
Grand Total		24,475

FRANCIS PAYETTE,
Surintendant.

BUREAU DE SHERBROOKE

Régistre des Opérations

Juillet 1914 à Juillet 1915

DEMANDES DES EMPLOYEURS

Employés demandés

Nombre de demandes des patrons. En ville: 312	Hors de la ville: 103.....	415
Nombre d'employés demandés.....		710
Hommes		436
Femmes		174

DEMANDES DES EMPLOYES Situations demandées	HOMMES			FEMMES			COLLECTIVEMENT		
	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total	Au-dessous de 16 ans	16 ans et au-dessus	Total
Nombre de personnes En ville	429	429	.....	139	139	.....	568	568
sollicitant de l'emploi. Hors de la ville	141	141	.....	70	70	.....	211	211
Nombre de solliciteurs ayant quelqu'un à charge.....	100	100	.....	10	10	.....	110	110
Nombre de solliciteurs n'ayant personne à charge.....	470	470	.....	199	199	.....		669
Nombre de personnes à la charge des solliciteurs.....		362
Nombre des solliciteurs, unionistes.....		

Nombre total de demandes d'emploi enregistrées au bureau:

Hommes 570; Femmes 209.....	779
-----------------------------	-----

Nombre de situations offertes:

Hommes 362; Femmes 234	596
------------------------------	-----

Nombre par cent de personnes placées:

Hommes.....	
Femmes	
Garçons et Filles.....	
Grand Total.....	

F. MILETTE,
Surintendant.

VII

LES DIFFÉRENDS INDUSTRIELS

LOI CONCERNANT LES CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE POUR
RÉGLER LES DIFFÉRENDS INDUSTRIELS DANS LA PROVINCE DE
QUÉBEC

RAPPORT DU GREFFIER POUR 1914-1915

Québec, 1er juillet, 1915.

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport pour l'exercice finissant le 30 juin 1915.

Les différends entre employeurs et employés ont été peu nombreux. Il est vrai que le chômage a été considérable depuis l'année dernière, et qu'un grand nombre d'ouvriers se trouvant sans emploi, les raisons de se mettre en grève ne se sont pas présentées souvent.

Dans l'industrie de la chaussure, à Québec, je suis intervenu pour le règlement de deux différends, l'un à la fabrique de The John Ritchie Co., et l'autre à la fabrique de MM. Lachance et Tanguay.

Le premier cas a été réglé à l'amiable, après trois jours de pourparlers, les ouvriers ayant renoncé à leur prétention.

Le différend chez MM. Lachance & Tanguay a été réglé par le fait que les patrons se sont procurés une machine à tailler des empeignes et qui leur permet de se dispenser des services de leurs employés récalcitrants, les tailleurs de cuir, de sorte que ceux-ci ont perdu définitivement leur emploi à cet établissement.

Le 24 juin, les faiseurs de papier à l'emploi de la Compagnie Donnacoma Paper Co., ainsi que quelques autres ouvriers employés à la fabrication de la pulpe, se sont mis en grève, et, comme résultat, environ deux cent vingt-cinq ouvriers furent sans ouvrage.

Je dois vous dire, Monsieur le Ministre, que les ouvriers n'acceptèrent pas tous cette déclaration de grève; mais la majorité a dû subir les conséquences des actes des membres de l'Union des faiseurs de papier, qui ont mené l'affaire et qui sont pour la plupart des étrangers venant des États-Unis.

Ayant été informé de la perspective d'une grève prochaine, le 23 juin je me suis rendu à Donnacona, où j'ai eu des entrevues avec le Surintendant de la Compagnie, ainsi qu'avec quelques ouvriers employés dans les moulins de la Compagnie. Aux deux parties j'ai offert mes services afin d'essayer à obtenir un règlement de leur différend, et toutes deux refusèrent ma proposition.

Le Surintendant de la Compagnie me déclara qu'il n'avait reçu aucune plainte ni aucune demande de la part des employés, pour la bonne raison que tous sont satisfaits des salaires qui leur sont payés ainsi que des autres conditions de travail, et que s'ils se mettaient en grève, c'était plutôt pour obéir à des ordres venus des officiers généraux de l'Union, dont un certain nombre d'employés font partie. Et il ajouta que pour aucune considération il ne signerait un contrat de travail avec l'Union des faiseurs de papier ni qu'il reprendrait à son emploi les membres de cette Union. Si nos employés se mettent en grève, les moulins seront fermés jusqu'à ce que le personnel soit réorganisé d'après le système d'atelier libre (*open shop*).

Du côté des ouvriers, je rencontrai le 3e vice-président de l'Union des faiseurs de papier, et voici sa réponse à ma proposition de conciliation: Nous n'avons rien à concilier. Les faiseurs de papier, de même que les ouvriers compétents dans les autres départements, sont satisfaits des conditions de travail, salaires, heures de travail, etc. Nous n'avons aucune plainte à mettre devant la Compagnie, pour le présent. Nous admettons que les membres de l'Union pourraient être appelés à se mettre en grève prochainement, mais nous ne pouvons vous en donner les raisons ni vous communiquer aucun autre détail.

Je rencontrai ensuite plusieurs autres ouvriers, mais il me fut impossible d'obtenir d'autres renseignements sur les causes de la grève. Cependant, quelques-uns m'avouèrent qu'ils se mettaient en grève le lendemain, à 4 heures de l'après-midi, et qu'en agissant ainsi ils obéissaient à un ordre de l'Union.

Comme je vous l'ai mentionné plus haut, le 24 juin ils quittaient le travail sans en avoir donné avis à la Compagnie, et depuis cette date, les moulins ne fonctionnent pas et les ouvriers chôment.

Durant l'année, suivant vos instructions, j'ai été occupé à faire enquête sur le bien-fondé des plaintes qui vous ont été faites au sujet du travail le dimanche, dans certains établissements industriels. J'ai visité plusieurs

endroits, particulièrement Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Trois-Rivières, Shawinigan, Grand'Mère, Les Écureuils, Donnacona, St-Raymond et St-Léonard, et partout j'ai constaté qu'il se fait du travail le dimanche dans toutes les usines pour la fabrication du papier et de la pulpe.

Par des témoignages nombreux qui m'ont été donnés, je puis dire que le travail du dimanche déplaît grandement aux ouvriers catholiques. Quatre-vingt-dix pour cent de ces travailleurs refuseraient de travailler le dimanche, s'ils n'étaient retenus par les promesses qui leur sont faites, par des personnes de haute confiance, que le gouvernement doit intervenir et régler la question de manière à faire cesser tout travail le dimanche.

L'argument qui m'a été donné par quelques-uns des industriels, allant à dire que le plus grand nombre des ouvriers ne se rendraient pas à l'usine le dimanche soir pour commencer le travail, n'a de la valeur que pour les ouvriers de race étrangère et sans religion, car tous les ouvriers catholiques à qui j'en ai parlé, m'ont répondu qu'ils n'en faisaient aucune différence, et, de plus, ils garantissent pouvoir donner la nuit un aussi bon travail que celui qu'ils donnent le jour. D'ailleurs, il n'y a que les ouvriers étrangers qui font cette objection, car tous les ouvriers catholiques désirent et demandent à ne plus travailler le dimanche.

Le sentiment des ouvriers en général est hostile au travail du dimanche, cela est incontestable. Ils le subissent par crainte de perdre leur emploi, et surtout dans l'espérance que cette question sera bientôt réglée. Ce serait certainement une erreur de croire que les ouvriers se soumettront indéfiniment à cet état de choses, et je suis d'opinion que le gouvernement devrait intervenir de quelque manière pour y remédier, s'il en a le pouvoir, et ne pas attendre que les ouvriers se décident à régler cette question par une grève ou autres moyens violents.

A chacun des endroits que j'ai visités, j'ai eu des entrevues avec les industriels et les autorités religieuses, et ce sont les renseignements obtenus de ces personnes que j'ai eu l'honneur de soumettre à votre considération, dans mes rapports du 3 août et du 30 décembre 1914.

Humblement soumis,

FÉLIX MAROIS,
Greffier des Conseils de Conciliation et d'Arbitrage.

VIII

CONSTRUCTION DES PONTS MÉTALLIQUES

Liste des ponts en fer construits ou en construction par les municipalités et subventionnés par le Gouvernement de la province de Québec depuis 1908 à venir au 30 juin 1915.

PONTS CONSTRUITS

Comtés	Municipalités	Rivières
Argenteuil.....	Grenville.....	King Gay Creek.
	“.....	“ “ “
	Arundel.....	Bavin's Creek.
	St-Jerusalem.....	Du Nord.
Arthabaska.....	St-Louis-de-Blandford..	Bécancourt.
	Arthabaska.....	Gosselin.
	Warwick.....	Aux Pins.
	“.....	“ “
	Ste-Anne du Sault.....	Du Portage.
	St-Paul de Chester.....	Nicolet.
Bagot.....	St-André d'Acton.....	Blanche.
	St-Pie.....	Yamaska.
	St-Hugues.....	Grand-Ruisseau.
	St-Ephrem d'Upton.....	Blanche.
	“ “.....	“
	Acton Vale.....	Moose.
	Ste-Christine.....	“
	St-André d'Acton.....	“
	“ “.....	“
	St-Hugues (Picard).....	Grand Ruisseau.
	St-Pie (Fontaine).....	Yamaska.
	St-Théodore d'Acton...	Moose.
	St-Pie.....	Rang St-François.
Beauce.....	St-François.....	Le Bras.
	Ste-Martine-Courcelles..	Aux Bluets.
	St-Joseph.....	Chaudière.
	St-Georges.....	“
	St-Martin.....	“
	Beauceville.....	De Léry.

Comtés	Municipalités	Rivières
Beauharnois	Ste-Cécile	St-Louis.
	St-Louis-de-Gonzague . .	"
Bellechasse	St-Cajetan d'Armagh . .	Fourche.
	St-Charles	Boyer.
	"	"
	St-Michel	Beaumont.
	St-Raphaël	Le Bras.
	St-Raphaël	Du Gravier.
	Beaumont	Ruisseau Labrecque.
	"	Deuxième Ruisseau.
	N.-D. de Buckland	Des Pointes.
	Armagh et Ste-Euphém .	Fourche du Pin.
	St-Camille	Daaquan.
Bonaventure	Matap. & Restigouche .	Restigouche.
	Matapédia	Matapédia.
	St-Bonaventure	St-Bonaventure.
Berthier	Berthier	Chicot.
	Lavaltrie	St-Jean.
	St-Cuthbert	Chicot.
	Lavaltrie	Pointe du Jour.
	St-Barthélémy	Grand St-Jacques.
Brome	Brigham	Yamaska.
	Brome Corner	Moulin Nadeau & Poul.
	East Brome	Rockwell Mill.
	Sutton	Alder Brook.
	" (O'Brien)	" "
	East Farnham (Wright) .	" "
	Town'p Brome	B. S. O. Yamaska.
	Town'p Sutton	B. N. Missisquoi.
	Village Sutton	" "
	Town'p Potton	Missisquoi.
Champlain	Champlain	Champlain.
	St-Théophile-du-Lac . . .	La Rouille.
	Ste-Anne de la Pérade . .	Chenal St-Ignace.
	St-Tite	Le Bourdais.
	"	Mékinac du Nord.
	Ste-Geneviève	A Veillette.
	St-Narcisse	Des Chûtes.
	St-Stanislas	Des Envies.

Comtés	Municipalités	Rivières
Chambly	St-Bruno	Ruisseau Massé.
	Clambly & Richelieu . .	Richelieu.
	Boucherville	Sabrevois.
Charlevoix	Ste-Étienne de Malbaie .	Malbaie.
Châteauguay	Très St-Sacrement	Châteauguay.
	St-Joachim	Petite Rivière St-Jean.
	Ste-Martine	Esturgeon.
	"	Châteauguay.
	Ste-Clothilde	Norton Creek.
Chicoutimi	St-Alphonse	A Mars.
	Ville Chicoutimi	Aux Rats.
	" "	Du Moulin.
Compton	Learned Plain	Du Nord.
	" "	New Mexico.
	Lingwick	Moffet's Brook.
	St-Agnès	Chaudière.
	Town'p Compton	Moes.
	Bury	Bown Brook.
	Sherman	Sherman.
	Clifton	Salmon.
	Compton	Coaticook.
	Newport	Allan Brook.
Dorchester	St-Isidore	Du Bras.
	St-Maxime de Scott . . .	Chaudière.
	St-Anselme (Queb. Cent)	Etchemin.
	St-Anselme (Société) . .	"
	Ste-Claire	"
Deux-Montagnes	St-Eustache	Duchêne.
	St-Benoît	Au Prince.
	St-Eustache (Lauzon) . .	Duchêne.
	" (Barbeau)	"
	"	Chicot.
Drummond	Grantham	Noire.
	N.-D. du Bon Conseil . .	Du Nègre.
	St-Cyrille de Wendover .	Des Saults.
	" "	Généreux.
	Canton Wendover	Étang Salois.
	St-Lucien et Ste-Cloth. .	Nicolet.
Frontenac	Woburn	Arnold.

Comtés	Municipalités	Rivières
Gaspé.....	Anse du Cap et Percé ..	Anse à Beaufils.
Huntingdon.....	Huntingdon.....	Châteauguay.
	“	Fair Ground.
	Dewetville.....	Châteauguay.
	Town’p Godmanchester.	Beaver Creek.
	Huntingdon.....	Cowan Brook.
Iberville.....	St-Athanase.....	Hazen.
	“	Hood.
	St-Georges de Henryv...	Du Sud.
	St-Sébastien.....	“ “
Joliette.....	Ste-Mélanie.....	Assomption.
	St-Paul.....	“
	“	Ouareau.
	“	Ruisseau St-Pierre.
	“ (Bonneman)....	“ “
	“ (Laurin).....	“ Ouareau.
	“	Rouge.
	“	Coulée Gouger.
	“ (Morin).....	Ruisseau St-Pierre.
	Ste-Mélanie et Ste-Éliz.	Assomption.
	Ste-Béatrice.....	Des Dalles.
Kamouraska.....	Kamouraska.....	Kamouraska.
	St-Pacôme.....	Ouelle.
	St-Pascal.....	Kamouraska.
	“	Plate.
	St-Louis.....	L’Embarras.
	Ste-Anne de la Pocatière	St-Jean.
Labelle.....	St-André Avelin.....	Petite Nation.
	St-André & Ste-Angél. .	“ “
Lac St-Jean.....	St-Ls de Métabetchouan	Ouiatchouan.
	Roberval.....	Ouiatchouaniche.
	St-Joseph d’Alma.....	Petite Décharge.
	St-Prime.....	Aux Iroquois.
	St-Prime & St-Félicien..	A l’Ours.
	St-Jérôme.....	Couchepeguéniche.
	St-Bruno.....	Bédard.
	“	“
	“ (8e rang).....	“
	“ (6e rang).....	“
	“ (4e rang).....	“

Comtés	Municipalités	Rivières
Lac St-Jean.....	N.-D. de la Dorée.....	Aux Saumons.
	Hébertville Station.....	Bédard.
	St-Amédée de Péribonka	Petite Péribonka.
	St-Félicien.....	Eusèbe.
	Normandin.....	Thiquapé.
Laprairie.....	St-Jacques.....	St-Jacques.
	St-Constant.....	
	“.....	Delson.
	“.....	La Tortue.
L'Assomption.....	L'Assomption.....	L'Assomption.
	St-Roch Achigan.....	Achigan.
	St-Lin.....	Petite Rivière.
	St-Gérard Magella.....	L'Assomption.
	L'Assomption (Dorval).....	Achigan.
Laval.....	St-Vincent de Paul.....	Meunier.
Lévis.....	St-Lambert.....	Chaudière.
L'Islet.....	St-Jean Port-Joli.....	Port-Joli.
	Ste-Louise.....	Ferrée.
Lotbinière.....	St-Jean des Chaillons.....	Duchêne.
	St-Antoine de Tilly.....	Bourré.
	“.....	“
	St-Louis de Lotbinière.....	Gagné.
	“.....	Domaine.
	St-Jean et St-Pierre.....	Boisclair.
	Ste-Philomène.....	Duchêne.
	“.....	“
	“.....	(N. Paris)
	Deschaillons.....	Duchêne.
	Ste-Croix.....	Barbin.
Maskinongé.....	Rivière du Loup.....	Du Loup.
	St-Alexis des Monts.....	“ “
Matane.....	St-Octave de Métis.....	Petit Métis.
Mégantic.....	St-Adrien.....	Ragged.
	Somerset Nord.....	Bécancourt.
	Ireland S et Halif. Sud.....	Thames.
	N.-D. de Lourdes.....	Bécancourt.
	Thetford.....	Thetford.
	Ste-Anastasie de Nelson.....	Perdrix.
	Ste-Anastasie de Lyster.....	Bécancourt.
	Laurierville.....	Noire.

Comtés	Municipalités	Rivières
Mégantic	Laurierville	Ruisseau.
	Thetford Sud	Thetford.
	Somerset Nord	La Barbue.
	Black Lake	Thetford.
	St-Antoine de Pontbrian	St-Laurent.
	N.-D. de Lourdes	Noire.
	Somerset Sud	Blanche.
Montcalm	St-Liguori	Ouareau.
	St-Esprit	St-Esprit.
Montmagny	St-François	Du Sud.
	"	" "
	Montmagny	Du Sud.
	Ste-Euphémie	La Loutre.
Montmorency	Ste-Anne et St-Joachim	Grande-Rivière.
	St-Jean, I. O	Lafleur.
	St-Laurent, I. O	Maheux.
	Ste-Brigitte	Gaudreau.
	St-Ferréol	Larose.
	"	Des Roches.
Missisquoi	St-Ignace de Stanbridge	Perceton.
	N.-D. de Stanbridge	Canal Desrivières.
	Stanbridge East	Riceburg.
Napierville	St-Cyprien	Petite Riv. Montréal.
	Village de Napierville	Petite Riv. Montréal.
Nicolet	Gentilly	Gentilly.
	St-Samuel de Horton	Noire.
	Ste-Sophie de Levrard	Aux Orignaux.
	St-Grégoire le Grand	Marguerite.
	St-Léonard	Nicolet.
	St-Célestin	Blanche.
Ottawa	Bouchette & Cameron	Gatineau.
	Plaisance	Petite Nation.
	Gracefield	Pickanock.
Portneuf	N.-D. des Anges	Batiscan.
	St-Casimir	Blanche.
	"	"
	" (Trottier)	Nigaret.
	" (St-Ubald)	"
	Ste-Catherine	Jacques-Cartier.
	Ste-Christine	Ste-Anne.

Comtés	Municipalités	Rivières
Portneuf	Ste-Catherine	Ste-Anne
	“	Jacquot.
	Ste-Jeanne de Neuville	Jacques-Cartier.
	St-Thuribe	Blanche.
	“	Nigaret.
	Cap Santé	Jacques-Cartier.
Pontiac	Waltham	Noire.
Québec	Valcartier	Jacques-Cartier.
	“	Mill Hill Brook.
	N.-D. des Laurentides	St-Charles.
	“ “	Jaune.
	St-Gabriel Ouest	Aux Pins.
Richelieu	St-Ours	Laplante.
	“	“
	“ . . . (Comeau)	“
	“	Rhimbault.
	St-Roch	Laprade.
	St-Aimé	Leveillé.
	“	Lavallée.
	Ste-Victoire	Vilandray.
Richmond	Bromptonville	St-François.
	Melbourne	Horse Brook.
	Town'p Shipton	Nicolet.
Rimouski	Ville de Rimouski	Rimouski.
	St-Fabien	St-Mathieu.
Rouville	Ange-Gardien	Yamaska.
	St-Hilaire	Bernard.
	“	Côte du Brûlé.
	Marieville	Ruisseau Barré.
	St-Césaire	Lac Barbue.
	“ (Jackman)	“ “
	Ste-Marie Monnoir	Grande Décharge.
St-Hyacinthe	St-Damase	Yamaska.
	St-Jude	Salvail.
	Ville de St-Hyacinthe	
	(Barsalou)	Yamaska.
	“ “ (Moris.)	“
	“ “ (Soc.)	“
St-Jean et Iberville	Ste-Marguerite	Pet. Riv. Montréal.
St-Maurice	St-Élie de Caxton	Yamachiche.

Comtés	Municipalités	Rivières
St-Maurice.....	Ville Shawinigan.....	St-Maurice.
	St-Étienne et St-Barn. .	Yamachiche.
Saguenay.....	Tadoussac	Ravin.
Shefford.....	Ste-Cécile de Milton....	Noire.
	Roxton Falls.....	"
	" "	"
	Lawrenceville.....	Moulin.
	St-Valérien.....	Noire.
	Valcourt.....	"
	West Shefford.....	Lac Brome.
Soulanges.....	Coteau du Lac.....	Le Ruisseau.
	" "	Rouge.
	Rivière Beaudette.....	Beaudette.
	St-Zotique.....	"
	St-Télesphore.....	"
	St-Polycarpe.....	Delisle.
Sherbrooke.....	Town'p D'Ascot.....	Dorman.
	" "	"
	" "	Bergeron.
Stanstead.....	Coaticook.....	Coaticook.
	Magog.....	Magog.
	Barnston.....	Du Nègre.
	" "	" "
	Rock Island.....	Tomifobia.
Terrebonne.....	Terrebonne.....	Mille Iles.
	Ste-Anne des Plaines ...	La Corne.
Trois-Rivières.....	Trois-Rivières.....	Millette.
	" "	St-Maurice.
Vaudreuil.....	Ste-Marthe.....	La Raquette.
	" (Campeau) ..	"
	Ste-Madeleine.....	De Rigaud.
	" "	La Raquette.
Verchères.....	N.-D. de Varennes.....	Varennes.
	" "	Picardie.
	Verchères.....	Verchères.
	St-Antoine.....	Coulée Village.
	" "	Coderre.
	Village Verchères.....	Verchères.
	Rang des Terres Noires	"
	N.-D. de Varennes.....	Petite Prairie.

Comtés	Municipalités	Rivières
Verchères	N.-D. de Varennes	Petit Bois.
	St-Marc	Belœil.
Wolfe	Wotton	Nicolet.
Yamaska	St-Michel d'Yamaska	Petit Chenal.
	" "	St-Louis.
	" "	Collet.
	St-François du Lac	Aux Vaches.
	St-Bonav. d'Upton	" "
	" " (3e r.)	" "
	" "	Lauzon.
	Baie du Febvre	Benoit.
	" "	La Cavée.
	La Visitation	Nicolet.
	St-François du Lac	Pécasso.
	" "	Des Gill.
	St-Guillaume-St-David	David.

PONTS EN CONSTRUCTION

Bagot	St-Hugues	Chibouette.
	Ste-Hélène	Bras de Vie.
Beauce	Ste-Marie	St-Martin.
Bellechasse	St-Charles	Bouchard.
	St-Philémon	Fourche du Pin.
Berthier	St-Barthélémy	Ruisseau Noir.
Brome	Adamsville	Yamaska.
	Town'p de Brome	Big. Inlet of Brome l.
Champlain	St-Séverin de Proulxville	Des Envies.
Dorchester	St-Malachie	Etchemin.
Drummond	St-Germain de Grantham	Noire.
Joliette	St-Ambroise Kild. (4e r.)	Grand Ruisseau.
	" " (5e r.)	" "
Kamouraska	St-Germain	Du Goudron.
Laprairie	St-Constant	Labranche.
Lac St-Jean	Hébertville Village	Des Aulnais.
	St-Edwidge	Soucy.
L'Assomption	L'Assomption (Roberval)	L'Assomption.
	St-Gérard Magella	Vacher.
L'Islet	Ste-Perpétue	Ouelle.
Missisquoi	Farnham (Paradis)	Morpion.

Comtés	Municipalités	Rivières
Missisquoi.....	Farnham (Berwick)	Morpion
	N.-D. de Stanbridge	"
Napierville.....	St-Cyprien (La Savanne)	Pet. Riv. Montréal.
	St-Edouard	La Tortue.
Nicolet.....	Nicolet	Fourche.
	Ville et Paroisse Nicolet.	Nicolet.
Portneuf.....	St-Alban	Ste-Anne.
	N.-D. de Portneuf	Portneuf.
	St-Casimir, par. et est . .	Ste-Anne (Lefebvre).
Richelieu	Ste-Victoire (Paulhus) . .	St-Joseph.
	Ste-Victoire (Village) . . .	"
Richmond	Town'p Shifton (Belliv.)	Clark Creek.
	Town'p Shifton (Gibson)	Clark Creek.
Rouville	St-Hilaire	Jeannotte.
	Ste-Marie Monnoir	Des Hurons.
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe le Confess. (Perreault.	
St-Maurice	Ville et Baie Shawinig. .	Shawinigan.
St-Jean et Iberville	St-Jean et Iberville	Richelieu.
Vaudreuil	Très St-Rédempteur	Ruisseau.
Verchères	Contrecoeur	Ruisseau Noir.
	Belœil (Malo)	Haut des Trente.
	Belœil (Bernard)	Ruisseau Bernard.
Yamaska	St-Thomas de Pierville . .	Des Orties.
	St-Zéphirin	St-Zéphirin.

Département des Travaux publics et du Travail,
Québec, 30 juin, 1915.

LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur.

IX

ABOLITION DES CHEMINS A BARRIÈRES ET DES PONTS DE PÉAGES

CHEMINS ET PONTS DE PÉAGES RACHETÉS JUSQU'AU 30 JUIN 1915.

Pont Dorchester, sur la rivière St-Charles, entre la cité de Québec et l'ancienne municipalité de Limoilou. Rachat des débentures au montant de \$100,000.00. Date de l'achat: 25 octobre 1910. (Voir Statut 1 Geo. V, chap. 3, 2e session, sanctionné le 24 mars, 1911.

Pont Plessis, sur la rivière Etchemin, à St-Henri de Lauzon, comté de Lévis, 2 Geo. V, chap. 2, sanctionné le 8 avril 1912. Date de l'achat: 21 mai, 1912. Prix \$11,500.00.

Pont Viau et Lachapelle et les chemins macadamisés de l'Ile Jésus, qui relie l'Ile Jésus à l'Ile de Montréal. Date de l'achat: 24 janvier 1912. Prix, \$90,000.00 (Voir Statut 2 Geo. V., chap. 3, sanctionné le 3 avril 1912.).

Ponts sur la rivière Yamaska, appelés ponts Barsalou, Morrison et de la Société de Passage du Pont Neuf de Saint-Hyacinthe. (Voir Statut 3 Geo. V., chap. 7, sanctionné le 21 décembre 1912.).

Pont de St-Casimir, sur la rivière Ste-Anne, comté de Portneuf, 2 Geo. V., chap. 2. Date: 6 septembre 1912. Prix \$6,000.00.

Pont Mackenzie, sur la rivière St-François, entre la ville de Richmond et le village de Melbourne, 2 Geo. V, chap. 2. Date de l'achat: 23 avril, 1913. Prix: \$27,000.00.

Chemin à Barrière de la Savane de Ste-Brigide, comté d'Iberville, 2 Geo. V, chap. 2. Achat: 21 juin, 1913. Prix \$4,500.00.

Pont de Drummondville, sur la rivière St-François, 2 Geo. V, chap. 2, 10 mai, 1913. Prix: \$16,500.00.

Pont du Gravier, sur la Rivière du Sud, à St-Raphaël, comté de Bellechasse, 4 août 1913, prix d'achat: \$800.00.

Ville de Dorval, 3.144 milles de chemin de péages rachetés de la Compagnie du Chemin de Péage de Dorval, \$9,432.00, 24 septembre, 1913.

La Corporation de la Cité de Lachine, 0.905 mille racheté de la Compagnie du Chemin de Péage de Dorval, \$2,715.00, 24 septembre, 1913.

Pont Roy, sur la rivière ~~Etehem~~ Etehem, à Ste-Claire, comté de Dorchester, \$800.00, 15 octobre, 1913

Ville de la Pointe Claire, comté de Jacques-Cartier, 4 milles de chemin rachetés de M. Wilfrid Schetagne, de la Pointe Claire, \$3,859.59, 24 novembre, 1913.

Pont Fontaine, sur la rivière Yamaska, à St-Pie, comté de Bagot, payé à M. Damase Fontaine pour l'abandon de ses droits à percevoir des péages, \$200.00, 24 février, 1914.

Ville de la Pointe aux Trembles, depuis les limites est de la ville de Montréal-Est, jusqu'au bout de l'île, 4.795 milles, \$14,385.00,—5 juin 1914.

Barrière de péage sur le chemin conduisant de St-Louis-de-Blandford à Ste-Marie de Blandford, comté de Nicolet, \$1,500.00 payées à M. Albert Laines en règlement de tous les droits qu'il pouvait avoir à maintenir la dite barrière, 12 juin 1914.

Pont de Windsor et Brompton, entre la ville de Windsor et St-François-Xavier de Brompton, comté de Richmond, transféré aux Corporations de la ville de Windsor et de la paroisse de St-François-Xavier, contribution du gouvernement au prix d'acquisition: \$12,775.00, 24 juin, 1914.

Chemin qui commence aux limites de la ville de Beauharnois et qui traverse les municipalités des paroisses de St-Clément, de St-Étienne et de St-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, sur une longueur de sept milles, appartenant à la Compagnie des Chemins macadamisés du Comté de Beauharnois et transféré aux municipalités ci-dessus nommées. Prix: \$7,200.00, date: 28 décembre, 1914.

Chemin conduisant de St-Hubert à Boucherville et appartenant à la Compagnie du chemin à barrières de St-Hubert et de Boucherville, distance: 4 milles 6 arpents, racheté par les municipalités de St-Hubert et de Boucherville le 19 mai 1915. Prix: \$3,428.44.

"Pont Magenta", sur la rivière Yamaska, paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, \$75.00 payées à M. Joseph Chabotte, de la ville de Farnham, en règlement de tous les droits qu'il pouvait avoir sur le dit pont.

Ponts de péage (deux) dans la cité des Trois-Rivières, sur la rivière St-Maurice. Abolition autorisée par la loi 5 Geo. V, ch. 10. Acte de conventions signé à cet effet le 26 juin 1915, par lequel le gouvernement s'engage à payer, à l'acquit de la dite cité, une somme annuelle égale aux deux tiers de l'intérêt et du fonds d'amortissement, lesquels intérêts et fonds d'amortissement sont de \$8,604.00, sur les débentures au montant de \$150,000.00 émises par la dite cité pour la construction de ces deux ponts, et ce jusqu'à l'extinction finale et complète des dites débentures.

—

A handwritten signature, possibly 'J', with an arrow pointing towards the left, located below the main text block.

X

INCENDIES.—RAPPORT DU COMMISSAIRE

Québec, 1er juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon deuxième rapport annuel sur l'application de la loi pour prévenir les incendies.

Dans mon premier compte-rendu, soumis le 30 mai 1914, je disais que la loi n'était pas encore très bien connue et que nous n'avions reçu, jusqu'ici, qu'un petit nombre de demandes. Cependant, dans ce même rapport, je prévoyais que dans un avenir assez rapproché, la somme votée pour cette branche de service serait insuffisante pour rencontrer toutes les demandes d'aides faites en vertu de la loi, et vous constaterez aujourd'hui que mes prévisions se confirment.

Trente-six demandes d'octrois, dont cinq de municipalités de ville et deux de municipalités de paroisse, ont été reçues. La loi ne s'appliquant qu'aux municipalités de village, les sept demandes ci-dessus mentionnées ont dû être mises de côté, laissant vingt-neuf requêtes sur lesquelles il a fallu prendre action. Dans chacun de ces cas, une visite des lieux a été faite et un rapport sur les conditions des localités, contenant, en même temps, les recommandations à suivre pour s'assurer une meilleure protection contre le fléau d'incendie, a été préparé.

De ces vingt-neuf demandes, sept municipalités de village se sont procuré des appareils de protection qui ont, dans chacun des cas, subi une inspection de ma part. Cette visite avait aussi pour but de me rendre compte de l'efficacité de leurs jets d'eau en pression et en volume, ainsi que de l'habileté de leurs pompiers volontaires.

Ces municipalités ont dépensé un montant total de \$41,320.00 et il leur a été accordé en octrois une somme de \$8,680.00. Maintenant, à la fin de l'année fiscale, il restait dû \$3,706.50 à deux municipalités qui s'étaient conformées à la loi mais qui, à défaut de fonds, ne pourront être payées qu'au commencement du prochain exercice financier.

A l'heure actuelle, il y a six municipalités de village qui sont à compléter leurs améliorations, lesquelles seront terminées dans le cours du mois

de juin. Un montant de \$9,750.00 devra leur être réparti et, si l'on ajoute à cette somme celle de \$3,706.50 qui est déjà due, l'on arrive à un total de \$13,456.50. Comme le budget mis à notre disposition en vertu de la loi 3, Geo. V, Ch. 38 n'excède pas \$10,000.00 annuellement, il s'ensuit que nous aurons un déficit de \$3,456.50, auquel il faudra ajouter le salaire du Commissaire, ainsi que ses dépenses de bureau et de voyage.

Je ne considère pas qu'il serait sage de diminuer le pourcentage de la prime accordée car, des vingt-neuf demandes qui nous ont été adressées, treize municipalités seulement, ou 44 4-5%, ont consenti à faire les sacrifices nécessaires. Les seize autres n'ont pas cru devoir adopter les moyens de protection, non pas qu'elles ne les croyaient pas nécessaires, mais les dépenses à encourir étaient jugées trop lourdes. Dans ces circonstances, je considère donc qu'il est de mon devoir de demander au Gouvernement d'augmenter le montant des crédits votés à cette fin.

Il y a aussi une question qui présente un aspect méritant d'être étudié plus particulièrement: c'est celle des systèmes de protection, qui sont au nombre de plusieurs:

Le premier et le plus efficace est le système d'aqueduc par gravitation, dont la prise d'eau est située à une élévation assez considérable pour donner une forte pression; le deuxième, c'est le système d'aqueduc par pompe foulante; le troisième, là où les aqueducs n'existent pas ou ne sont pas assez considérables pour fournir un service efficace en cas d'incendie, le système de protection consiste en pompes à incendie.

Ces différents renseignements suffiront, je crois, à vous rendre compte du côté principal de la question, bien qu'il y ait quantité d'autres détails à étudier.

Dans les municipalités où se trouvent des aqueducs ou par gravitation ou par pompe, l'aide accordée a été basée sur la valeur des bornes-fontaines, boyaux, appareils, voitures et bâtisses; mais aucun montant n'a été alloué pour la différence qui existe entre un aqueduc servant seulement à l'alimentation et un autre desservant les citoyens et, en même temps, pouvant fournir l'eau nécessaire en cas d'incendie, la différence consiste dans le fait que dans le dernier cas, les conduites d'eau sont de plus fortes dimensions que dans le premier.

Dans les municipalités où le système d'aqueduc n'existe pas, ou là où il est trop faible pour être efficace en cas d'incendie, l'on se sert d'une pompe foulante mue à la vapeur ou à la gazoline. Mon estimé comprend la valeur de cette pompe qui, dans chaque cas, excède d'au moins deux fois la valeur des bornes-fontaines. Il s'ensuit donc que les municipalités de village qui font les plus grands sacrifices pour s'assurer une meilleure protection,

reçoivent en aide un montant inférieur à certaines municipalités qui, pour des raisons quelconques, s'imposent un fardeau bien moins lourd.

Je considère alors que l'on devrait donner une interprétation plus large à l'article 382*j*, de la loi 3 Geo. V, Ch. 38 et que l'estimé du Commissaire des dépenses faites par une municipalité pour sa protection devrait prendre en considération la valeur des conduites d'eau d'un aqueduc.

Au cours de l'année, j'ai été appelé à faire deux enquêtes pour établir les causes d'incendie. Dans un cas il a été prouvé que la cause directe avait été le remplissage d'une lampe à pétrole qui n'était pas encore éteinte; dans l'autre, la cause n'a pu être définie absolument et, par suite, l'origine du feu est demeurée inconnue. Quelques-uns ont supposé qu'un petit garçon, qui avait joué dans le voisinage, pouvait avoir jeté des allumettes ou des bouts de cigarettes à l'endroit incendié; d'autres pensaient que l'incendie pouvait être attribué à la combustion spontanée vu qu'il y avait, là où le feu a pris naissance, un baril contenant de l'huile et couvert avec une poche.

Voici la liste des municipalités de village qui ont reçu de l'aide, ainsi que le montant qui a été accordé à chacune d'elles:

St-Louis de Courville, comté de Québec	\$ 1,000.00
St-Ferdinand d'Halifax, Bernierville, comté Mégantic	900.00
St-Casimir, comté de Portneuf	2,700.00
Hébertville Station, comté Lac St-Jean	1,080.00
Deschaillons, comté Lotbinière	1,500.00
St-Alexis de la Grande Baie, comté Chicoutimi	1,500.00
Total	\$ 8,680.00

L'on doit maintenant ajouter à ce montant:

Salaires	900.00
Achat d'un piézomètre, frais de douane et de transport	65.00
Frais de voyage	355.00
Grand total	\$10,000.00

Le 1er juin, sur un octroi de \$2,076.00, il restait à payer à la municipalité de la Grande Baie, un montant de \$ 576.00

Le 1er juin, il devenait dû à Plessisville, après une inspection finale jugée satisfaisante, une somme de 3,130.50

Total \$ 3,706.50

L'année se termine donc avec un déficit de \$3,706.50. De plus, les municipalités de village dont les noms suivent sont actuellement à remplir les conditions nécessaires pour avoir droit à la prime qui leur a été promise et, après une inspection finale qui aura lieu dans le mois de juin ou juillet, si celle-ci est jugée satisfaisante, elles auront droit aux sommes mentionnées ci-dessous :

Notre-Dame du Perp. Secours de Charny, comté Lévis.	\$ 900.00
St-Jacques l'Achigan, comté Montcalm	2,700.00
La rivière Du Moulin, comté Chicoutimi	780.00
Bagotville, comté Chicoutimi	1,500.00
St-Raymond, comté Portneuf	1,350.00
Ste-Anne de la Pérade, comté Champlain	2,520.00
Total	\$ 9,750.00

Je désire ajouter que ce rapport n'énumère pas tout le travail que j'ai accompli au cours de l'année dans l'exercice de mes fonctions. A différentes reprises, j'ai eu à répondre à des renseignements qui m'étaient demandés au sujet de pompes, d'aqueducs, signaux d'alarmes, etc. En outre, chaque fois que j'ai visité une municipalité, j'ai toujours exigé, pour qu'elle ait droit au concours du Gouvernement, que son Conseil adopte des règlements de prévention, organise une équipe de pompiers volontaires et fasse prendre des exercices à ces derniers, afin de les initier au maniement des appareils.

Il serait désirable, dans l'intérêt de nos petites municipalités de village, de prendre les moyens nécessaires pour pousser encore plus activement cette politique d'aide à celles qui prennent les moyens voulus pour se protéger contre les incendies et, pour vous en démontrer toute l'importance, je ne ferai que vous signaler le cas de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny qui, le 20 mai dernier, a failli être détruit complètement. Sans les appareils que ce village a aujourd'hui à sa disposition et le travail efficace de ses pompiers volontaires, qui en moins de quarante-cinq minutes maîtrisèrent les flammes, l'on aurait probablement à déplorer aujourd'hui sa destruction complète.

Humblement soumis,

P.-J. JOBIN,
Commissaire des Incendies.

XI

INSPECTION DES HÔTELS

RAPPORT DE M. S. O. RIVERIN

Québec, 30 juin, 1915.

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon premier rapport annuel sur l'application de la loi relative à l'inspection des hôtels et maisons de pension pour le district de Québec.

J'ai commencé mon inspection le 12 janvier 1915 et, jusqu'à date, j'ai visité au delà de trois cents maisons reconnues par les villes et municipalités rurales de ce district pour la réception du public voyageur. Il serait superflu pour moi d'insister sur l'importance qu'il y avait pour la Province d'adopter une législation qui permît d'exercer un certain contrôle sur la tenue des maisons reconnues comme refuges habituels des voyageurs.

Depuis plusieurs années, l'Association des Voyageurs de Commerce, qui était la principale intéressée, réclamait la protection du pouvoir public pour l'amélioration du sort de ses membres obligés, par les obligations de leur profession, à se déplacer à tout instant, et recevaient dans le plus grand nombre de villages et de paroisses une hospitalité bienveillante, si l'on veut, mais absolument rudimentaire au point de vue de l'hygiène et du confort.

Ma longue expérience comme voyageur de commerce me permet d'affirmer que ce régime de vie auquel a dû s'astreindre jusqu'ici la classe considérable à laquelle j'appartenais, était absolument déplorable et je tiens à vous dire, Monsieur le Ministre, que cette Association vous est spécialement reconnaissante pour l'adoption d'une loi dont vous avez pris l'initiative, et qui devra avant longtemps améliorer grandement le sort de cette classe nombreuse de nos concitoyens.

En dehors des voyageurs de commerce qui sont tenus à des déplacements presque journaliers, il existe aussi une population flottante, nombreuse, comprenant les industriels, les touristes, les petits capitalistes en quête de placements qui doivent, à tout instant, aller frapper à la porte des maisons reconnues dans chaque paroisse et village comme refuges des voyageurs.

Si, jusqu'ici, les voyageurs de ces différentes catégories ne se sont pas trop plaints, c'est qu'ils recevaient un traitement auquel ils étaient habitués par une longue expérience; mais, à l'avenir, l'on exigera un autre régime de vie. Il est bien vrai que l'application de la loi ne peut se faire de suite d'une manière très rigoureuse; cependant, petit à petit, nous aurons à éliminer un grand nombre d'établissements qui étaient reconnus dans le passé comme maisons de refuge publiques.

Je vous avouerai, Monsieur le Ministre, que, pour ma part, j'ai dû user d'une certaine tolérance dans bon nombre de cas, vu que les détenteurs de maisons de pension n'avaient pu se pourvoir contre les exigences d'une loi encore toute nouvelle.

J'ai exigé dans un grand nombre de cas des améliorations dans l'aménagement et la tenue générale des maisons servant à la réception du public voyageur, et les propriétaires de ces établissements se sont prêtés de bonne grâce généralement à mes suggestions, ainsi qu'en font foi les nombreuses lettres qui me sont parvenues et qui m'informaient que les améliorations exigées avaient été exécutées. Naturellement les débuts de cette inspection n'ont pas manqué de rencontrer des difficultés de bien des sortes; mais je suis convaincu que les inspections futures se feront dans des conditions plus favorables, à tous les points de vue, et que non seulement les voyageurs, mais même les propriétaires d'hôtel vous seront reconnaissants pour l'adoption d'une loi qui non seulement protège les voyageurs, mais qui met les détenteurs des maisons bien tenues à l'abri de la concurrence.

Le tout humblement soumis,

S.-O. RIVERIN,
Inspecteur!

RAPPORT DE M. W.-C. MURRAY

Montréal, 30 juin, 1915

A L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU,
Ministre des Travaux publics et du Travail,
Québec.

Monsieur le Ministre,

En vous soumettant mon premier rapport qui comprend la période écoulée depuis ma nomination, octobre 1914, jusqu'à présent, je désire

tout d'abord vous remercier pour la confiance que le gouvernement m'a témoignée en me chargeant du devoir important de faire l'inspection des hôtels, et qu'il me soit permis de vous assurer que j'aurai toujours en vue de remplir mes devoirs de manière que les hôtels de cette province fassent honneur au gouvernement dont je suis l'humble serviteur, et de justifier la confiance des deux corps importants qui ont favorisé ma nomination: L'Association des voyageurs de commerce du Canada et la Chambre de commerce de Montréal.

Comme les devoirs qui se rattachent à l'inspection des hôtels sont tout à fait nouveaux, j'en apprécie d'autant mieux la faveur que vous m'avez accordée d'aller visiter les provinces voisines de l'ouest et quelques-uns des états de l'ouest où se fait activement depuis quelques années cette inspection. L'expérience que j'ai acquise dans ce voyage, quant à l'organisation et aux méthodes adoptées, ainsi qu'aux règlements faits par ces provinces et ces états, m'a été d'un grand avantage dans l'accomplissement de mes devoirs jusqu'à présent.

Vu la courte période que couvre ce rapport, il sera quelque peu restreint au point de vue des statistiques, mais sera d'une nature générale.

A part les améliorations générales qui ont été faites sous le rapport de la propreté, de la bonne tenue des hôtels, de mon district, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai déjà fait des améliorations pour un montant de \$9,654. J'ai suggéré l'installation de 63 cabinets d'aisance (W. C.), 44 chambres de bain, et une meilleure ventilation dans 174 hôtels. Sur ce nombre, 56 cabinets d'aisance et 23 chambres de bain ont déjà été installés, et pour les autres, le travail est commencé.

En venant en contact avec un grand nombre de voyageurs de commerce, dans la poursuite de mes devoirs, j'ai reçu de nombreuses félicitations de la part de ces "boys of the road", et je vous assure, honorable monsieur, que les voyageurs de commerce comprennent que ce n'est pas avant deux ans que l'on remarquera une amélioration générale.

Je suis heureux de pouvoir vous citer un extrait d'une lettre que j'ai reçue du secrétaire de l'Association des voyageurs de commerce du Canada, et écrite suivant les instructions du Bureau des directeurs de cette Association.

"Re inspection des hôtels"

"Il me fait grand plaisir de vous exprimer la satisfaction du Bureau sur le progrès qui a été réalisé, et l'on m'a demandé de vous transmettre des remerciements pour le rapport que vous avez fait. Les membres du bureau désirent encore vous féliciter pour la somme de travail que vous avez accom-

plie depuis la date de votre nomination, d'autant plus qu'ils savent apprécier l'importance de la tâche que vous avez entreprise avec succès."

En terminant, monsieur le ministre, j'aime à vous signaler le bon esprit avec lequel j'ai été reçu par les hôteliers, qui semblent être unanimes à approuver la loi concernant l'inspection des hôtels. Tous désirent faire toutes les améliorations possibles, et dans chaque cas on s'est loyalement conformé aux suggestions que j'ai faites.

Les hôteliers se trouvent cependant embarrassés par l'incertitude du renouvellement de leur licence, et ils hésitent quelque peu quand il s'agit de dépenser une somme considérable dans de telles circonstances.

En vous assurant de nouveau du grand intérêt que je porte à cette œuvre, et de ma constante fidélité à accomplir mes devoirs le mieux qu'il me sera possible.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

W.-C. MURRAY,
Inspecteur.

XII

EXAMINATEURS DES INGÉNIEURS STATIONNAIRES

RAPPORT DE M. LOUIS GUYON

Montréal, 30 juin, 1915.

ORGANISATION DU BUREAU DES EXAMINATEURS

Le premier ordre en conseil nommant des examinateurs remonte à 1894, et fut passé tout spécialement pour compléter un statut nouveau visant l'inspection annuelle des chaudières à vapeur. Jusqu'à cette date, les ingénieurs aspirant à un diplôme de la première classe, c'est-à-dire, au seul diplôme qui leur permettait de s'occuper de l'inspection des chaudières pour les compagnies d'assurance ou pour le compte du département des travaux publics, ne pouvait s'obtenir qu'en passant un examen devant le bureau des examinateurs d'Ottawa.

Le bureau d'examineurs des ingénieurs de marine constitué en vertu de l'Acte 31, Vict. chap. 65, était autorisé à émettre des diplômes pour les ingénieurs des bateaux à vapeur et des transatlantiques.

Nos premiers examinateurs étaient au nombre de six et fonctionnèrent d'une façon intermittente jusqu'au 11 août 1897, où ils furent remplacés par MM. le professeur A. Bonin, F.-X. Drolet et Louis Arpin, ingénieur. En 1902, nouveau changement: MM. E.-O. Champagne, L. Arpin, W. Laurie et J. Samson et Drolet sont nommés examinateurs, succèdent à l'ancien bureau et restent en fonction jusqu'au mois de décembre 1914, date où en vertu de la loi des ingénieurs stationnaires, le bureau composé des examinateurs suivants, MM. E. Valiquette, R. Marchand et A. Guillemette, examinateurs et P.-J. Jobin et M. L. Guyon, chef inspecteur, directeur général du service, fut constitué.

Il ne faut pas oublier que sous la loi des établissements industriels de 1894 à 1902, l'examen des ingénieurs n'était obligatoire que pour les ingénieurs qui se destinaient à l'inspection des chaudières. A partir de 1902, les examinateurs pouvaient accorder des diplômes de première et de deuxième classes et qualifier des inspecteurs de chaudières. Les ingénieurs de la troisième et quatrième classe, ainsi que les chauffeurs, pouvaient être examinés par les inspecteurs de chaudières, mais l'obligation d'avoir un diplôme était facultative, car, selon le règlement de la loi des établissements industriels, "pour agir comme ingénieurs ou chauffeurs,—le règlement disait—Il faut pouvoir fournir des preuves de bonne conduite et "posséder des connaissances techniques suffisantes. L'inspecteur des éta-

“blissements industriels pourra exiger que les chauffeurs et ingénieurs soient porteurs d'un diplôme de compétence”.

Voilà donc, aussi brièvement données que possible, les différentes étapes qui marquèrent la marche de notre législation provinciale, et qui devait aboutir à l'examen obligatoire des ingénieurs et chauffeurs dans toute la province de Québec.

Sous le titre de “Règlement concernant la qualification des personnes en charge des machines à vapeur et des chaudières”, le Conseil municipal de Montréal avait introduit un système d'examen et l'octroi de licences annuelles dès le 8 juillet 1885. L'inspecteur municipal disposait de pouvoirs absolus, et son refus d'octroyer une licence ou de faire un examen était pratiquement sans appel.

L'expansion rapide des industries et l'augmentation dans le nombre des ingénieurs et chauffeurs de la métropole avait depuis longtemps dépassé les moyens du petit personnel de la municipalité et rendait la situation des ingénieurs très pénible. Les aspirants à certains diplômes attendaient quelquefois plus d'un mois avant de pouvoir subir leurs examens. Qui n'a pas vu les groupes nombreux d'ingénieurs et de chauffeurs attendant des journées entières à la porte du bureau municipal ou errant dans les corridors de l'Hôtel-de-Ville? Les ingénieurs se plaignaient avec raison que la ville prélevait un revenu sur eux et ne leur donnait que très peu en échange, puisque les licences émises par la ville n'étaient pas reconnues par le département de l'inspection du travail en dehors des limites de la ville.

Les autres provinces, longtemps devancées par la province de Québec en matière de qualification d'ingénieurs, songèrent, il y a trois ou quatre ans, à créer, elles aussi, des bureaux d'examineurs, et, règle générale, les ingénieurs marquèrent leurs préférences pour l'établissement de bureaux provinciaux, dans l'espoir que cette législation rendue uniforme dans toutes les autres provinces, permettrait un jour l'échange de diplôme.

Déjà, les provinces d'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie anglaise ont adopté des lois couvrant l'examen des ingénieurs et des chauffeurs, et nous sommes persuadés qu'avant longtemps, les diplômes émis par le bureau de la province de Québec seront reconnus dans toutes les autres parties de la Puissance.

En résumé, le bureau municipal a eu sa raison d'être, et a rendu d'importants services, mais, en présence des nouvelles exigences, et en vue des obligations imposées aux ingénieurs et aux patrons par la nouvelle loi, l'abrogation du règlement municipal s'impose. Vouloir continuer à forcer les ingénieurs de la ville à prendre une licence, maintenant que, par une loi spéciale, la ville se trouve libérée de toute responsabilité quant aux connaissances requises des ingénieurs et chauffeurs, serait faire une injustice à toute une brave population d'ouvriers.

La loi des ingénieurs stationnaires, sanctionnée le 19 février 1914, a été bien accueillie par les ingénieurs anglais et français. Elle diffère de la loi d'Ontario en ce sens que les diplômes sont gradués et que ses questionnaires pour les différentes classes s'appuient sur un programme d'examens fixe approuvé par le ministre des Travaux publics et du Travail. Voir art. 3866*m*, 4 George V, chapitre 42.

Les examinateurs doivent faire des examens annuels dans les cités suivantes: Hull, Sherbrooke, St-Hyacinthe, Trois-Rivières ainsi que Québec et Montréal.

Vu l'énorme territoire à parcourir pour visiter les fabriques et usines situées loin des grands centres, il eut été impossible à vos examinateurs d'atteindre qu'un nombre fort restreint d'ingénieurs durant la première année de l'application de la loi. Nous avons toutefois trouvé une solution heureuse à ce problème en déléguant nos inspecteurs de chaudières auprès des patrons et des ingénieurs durant leur tournée annuelle. Cette intervention avait été prévue, du reste, par le paragraphe 2 de l'article 3866*m* qui permet à l'inspecteur en chef de se servir des inspecteurs de chaudières dans l'intérêt du service.

Les inspecteurs de chaudières ont eu la mission de faire remplir les questionnaires par les aspirants et les soumettre ensuite aux examinateurs qui, après examen, peuvent émettre ou refuser le diplôme sollicité. Ajouter à cela que les inspecteurs peuvent aussi réunir les recommandations et prendre des informations propres à faciliter les décisions des inspecteurs dans chaque cas. Par ce moyen, la loi a pu être distribuée aux patrons, et des explications de vive voix ont pu être fournies aux ingénieurs et chauffeurs dans les parties les plus éloignées de la province.

EXAMENS

Les nombreux documents nécessaires pour la mise au travail de vos examinateurs nécessiterent un temps considérable et retardèrent les examens jusqu'en avril. Depuis cette époque, les examens des aspirants se continuent tant dans les villes qu'à la campagne.

Au 30 juin dernier, 27 ingénieurs de la troisième classe, 93 de la quatrième, et 102 chauffeurs avaient été examinés à Montréal. A Québec, à partir du 24 avril au 30 juin, 42 ingénieurs de la troisième classe, 59 de la quatrième, 26 ingénieurs d'appareils portatifs et 9 chauffeurs avaient été examinés, ce qui donnait un total de 358 examens.

Les examens des ingénieurs de la première durent être retardés quelque peu parce que les questionnaires n'étaient pas encore préparés à cette date.

Dès les débuts de la mise en force de la loi, nos examinateurs se heurtèrent à la campagne entreprise par certains fonctionnaires de la ville contre l'application du statut provincial, et réussirent à convaincre un nombre assez considérable d'ingénieurs que cette loi ne serait pas appliquée à Montréal. D'un autre côté, certains ingénieurs, munis de diplômes obtenus d'une façon irrégulière et pas du tout en rapport avec leurs connaissances, ou les états de service requis par le département, se joignirent aux obstructionnistes, mais comme la loi tient le patron responsable conjointement avec l'ingénieur en charge et que tous deux peuvent être poursuivis devant les tribunaux si l'ingénieur n'est pas porteur d'un diplôme, il se produisit un revirement, et les aspirants commencèrent à augmenter en nombre. Et n'étaient-ce les mauvais conseils donnés aux ingénieurs et la crainte de certains d'entr'eux d'échouer aux examens, il n'y aurait eu aucune difficulté, car il n'y a pas eu une seule critique de faite contre les excellentes dispositions de la loi nouvelle.

Il ne nous reste maintenant qu'à vous parler des examens à la campagne, ainsi que dans les petites villes.

En général, les industriels et les ingénieurs firent assez bon accueil aux inspecteurs de chaudières chargés d'expliquer le fonctionnement de la nouvelle loi. Les patrons, réalisant les obligations imposées par le statut, prêtèrent leur concours aux inspecteurs, et dans bien des cas, mirent les ingénieurs en demeure de subir l'examen ou de chercher une autre position. Dans certaines grandes industries, les patrons, loin d'opposer l'application de la loi, fixèrent eux-mêmes un jour spécial pour l'examen de leurs ingénieurs et chauffeurs, et payèrent en plus l'honoraire prescrit par le règlement.

En vertu de l'article 6 des règlements relatifs à l'examen des ingénieurs ceux qui sont en charge de la force motrice dans les beurreries ou les fromageries sont exemptés de l'obligation de se munir d'un diplôme. Cette exemption, d'après vos examinateurs et vos inspecteurs de chaudières, constitue une lacune très sérieuse au bon fonctionnement de la loi et retardera certainement d'une façon permanente l'avancement d'un grand nombre de jeunes gens se destinant à devenir des ingénieurs.

Depuis huit ans, les propriétaires de beurreries et de fromageries, par un amendement à la loi des établissements industriels, jouissent du privilège de ne faire inspecter leurs chaudières que tous les deux ans, et à ne payer que la moitié de l'honoraire dû pour les chaudières, grandes ou petites, dans les autres industries.

Pour l'homme entendu dans l'installation et l'entretien de ses appareils, il ne peut y avoir aucun doute que les concessions faites à l'industrie du beurre et du fromage représentent plutôt une perte économique importante qu'un avantage; car, il est admis, généralement, par tous les hommes du

métier, que l'inspection annuelle des chaudières est indispensable en dehors même des dangers d'explosion qui pourrait résulter du mauvais entretien et de la négligence des ingénieurs.

En exemptant les ingénieurs dans cette industrie de l'obligation de prendre un diplôme et de s'inscrire annuellement au bureau des examinateurs, je suis sous l'impression que cet exemple sera préjudiciable au succès de la campagne entreprise pour créer des techniciens assez habiles pour prendre charge de la force motrice dans les établissements de notre province.

Je n'insisterai pas sur les nombreux cas d'installations défectueuses dans les beurreries et les fromageries relevées par nos inspecteurs de chaudières; cela constituerait un ajout considérable au rapport annuel de ces officiers, et, comme j'ai déjà eu occasion, dans presque tous mes rapports précédents depuis près de huit ans, de plaider la cause de l'uniformité dans l'application de notre loi d'inspection, je n'en dirai pas plus long.

En résumé, je suis heureux de pouvoir assurer les industriels du concours zélé de nos examinateurs dans l'application de cette nouvelle loi qui, sans doute, portera des fruits après douze mois d'exercice dans les différentes parties de la province.

LOUIS GUYON,

*Directeur général du Service,
Loi des Ingénieurs*

— — —

APPENDICE N° 1

Achat de la propriété désignée sous les lots Nos 116, 119 et partie de 120, quartier est, cité de Montréal.

Ce vingt-neuvième jour de juillet de l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatorze.

Devant Charles Edmond Taschereau, notaire public commissionné et assermenté dans et pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec.

Ont comparu:—

Messieurs Samuel Berling, marchand; Nathan Lande, marchand de meubles; Félix Léopold, marchand; Lyon Cohen, marchand de charbon et Carl Rosenberg, marchand, tous résidant à Montréal.

Parties de première part, ci-après nommés "les vendeurs", et sa Majesté le roi George V, agissant, représenté et acceptant aux présentes par l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des travaux publics et du Travail au nom de Sa Majesté pour la province de Québec, et M. Alphonse Gagnon, secrétaire du département susdit, par et en vertu d'un arrêté de Son Excellence le lieutenant gouverneur en conseil, en date du vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent quatorze, dont copie a été annexée à l'original des présentes après avoir été signée par les parties aux présentes et nous dit notaire pour identification.

Partie de seconde part, ci-après nommée "l'acquéreur".

Lesquelles dites parties ont, par les présentes, contracté et stipulé comme suit, savoir:

Les vendeurs ont déclaré avoir vendu, cédé, transporté et remis, comme par les présentes, ils vendent, cèdent, transportent et remettent, avec garantie contre tous troubles, évictions, douaires et autres empêchements quelconques, à l'acquéreur présent et acceptant comme susdit, l'immeuble suivant, savoir:

DESCRIPTION

Premièrement.—Un bloc de terrain situé à l'encoignure des rues St-Gabriel et Notre-Dame, dans le quartier est de la cité de Montréal, se composant des lots connus et désignés sous les numéros cent seize et cent dix-neuf (116 et 119) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier est; ledit bloc de terrain mesurant quatre-vint-dix-neuf pieds de largeur, sur la rue St-Gabriel, quatre-vingt-sept pieds et deux dixièmes de pied de pro-

fondeur, sur la rue Notre-Dame, à laquelle profondeur à partir du coin de la rue St-Gabriel et de la rue Notre-Dame, la ligne latérale Nord-est court dans une direction Nord-ouest sur une distance de cinquante-neuf pieds et neuf dixièmes de pied; de là dans une direction nord, vingt-neuf pieds et vingt-cinq centièmes de pied; delà dans une direction Nord-ouest, à la ligne actuelle de la rue St-Jacques, distance de trente-deux pieds et quatre dixièmes de pied, et la ligne Nord-ouest dudit bloc mesure cent onze pieds cinq pouces de profondeur, contenant, ledit bloc de terrain, une superficie de neuf mille cent six pieds, et borné comme suit: En front, au Sud-ouest, par la rue St-Gabriel; en arrière, au Nord-est, par les lots numéros cent dix-sept, cent dix-huit et cent vingt-trois; au Sud-est par la rue Notre-Dame, et au Nord-ouest, par parties du lot numéro cent vingt dudit plan officiel, y compris le morceau triangulaire ci-après décrit.

Deuxièmement.—Un morceau de terrain triangulaire formant partie du lot numéro cent vingt (120) sur les plan et livre de renvoi officiels dudit quartier est, contenant dix-neuf pieds et soixante-cinq centièmes de pied à sa base; trente-deux pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied dans sa ligne le long de la rue St-Jacques, et vingt-six pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied dans sa ligne longeant le lot officiel numéro cent-dix-neuf, contenant en superficie deux cent soixante-quatre pieds, sans garantie de mesure précise, et borné comme suit: Au Nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro cent vingt, exproprié par la cité pour l'ouverture de la rue St-Jacques; au Sud-ouest aussi par une autre partie dudit lot numéro cent vingt possédée par Sa Majesté, et au Sud-est par le lot officiel numéro cent dix-neuf.

Tous les mesurages ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Le tout tel qu'apparaissant sur le plan de la dite propriété dressé par J.-T.-S. Patenaude, Arp.-Prov., en date du quatrième jour de février, mil neuf cent treize, dont copie est annexée aux présentes, identifiée par les signatures des parties aux présentes et du notaire soussignée.

Avec les bâtisses sus érigées portant les Nos 57, 59 et 61 rue St-Gabriel, et Nos 55 à 61 rue Notre-Dame-Est, et No 8 rue St-Jacques.

Avec tous les droits de mitoyenneté et autres droits et servitudes appartenant à ladite propriété vendue.

Ainsi que ladite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, circonstances et dépendances.

TITRE

L'immeuble susdécrit et présentement vendu appartenait aux vendeurs qui l'avaient acquis de dame Eliza Sarah Tiffin, épouse de M. Herman

Harvey Vachell Kœlle, en vertu des dispositions d'un acte de vente et transport consenti en leur faveur, et passé devant R.-A. Dunton, notaire, à Montréal, le dix-neuvième jour de février mil neuf cent treize, et enregistré à Montréal le huit de mars suivant sous le numéro 90,003.

DÉCLARATIONS DES VENDEURS

Les vendeurs ont déclaré et stipulé: 1° Que les dites propriétés sont tenues sous la tenue de franc aleu roturier, ayant été commuée par les actes de commutation suivants, savoir:

1—Un acte en date du dixième jour de juillet, mil huit cent quarante-et-un, passé devant P. Lacombe, notaire.

2—Un acte en date du vingt-septième jour d'octobre, mil huit cent quarante-trois, passé devant P. Lacombe, notaire, et

3—Un acte en date du neuf de juillet, mil huit cent soixante-dix-sept, passé devant E. Lafleur, notaire.

2° Que lesdites propriétés sont franches et quittes de toutes hypothèques et charges, sauf les obligations hypothécaires au montant de trente-neuf mille piastres en faveur du Crédit Foncier Franco-Canadien, et de quatre-vingt-cinq mille piastres en faveur de la susdite dame Eliza Sarah Tiffin, épouse de H.-H.-V. Kœlle, ci-après assumées par l'acquéreur.

3° Que lesdites propriétés sont vendues libres et quittes de toutes cotisations et taxes, générales et spéciales, jusqu'au premier jour de juin, mil neuf cent quatorze.

4° Que les bâtisses sont actuellement louées à différentes personnes et sociétés, et que leurs baux respectifs expirent comme il est dit dans la liste annexée à l'original des présentes après avoir été signée par les parties aux présentes et le dit notaire pour identification.

POSSESSION

Pour, le dit acquéreur et ses ayants cause, avoir, posséder, garder en usage et jouissance les propriétés susdites comme étant siennes à toujours, à compter de la date des présentes, sujets aux baux susmentionnés, mais avec le droit de percevoir les loyers et revenus en provenant depuis le premier jour de juin dernier.

PRIX

La présente vente est faite en outre pour et en considération des prix et somme de cent quatre-vingt-dix mille (\$190,000.00) piastres dont les

vendeurs par les présentes reconnaissent avoir reçu de l'acquéreur en acompte à l'exécution des présentes, la somme de soixante-six mille (\$66,000.00) piastres, dont quittance d'autant :

Et quant à la balance ou somme de cent vingt-quatre mille piastres (\$124,000.00) restant encore due, l'acquéreur s'engage par les présentes à la payer, à l'acquit des vendeurs, comme suit :

1—La somme de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00) piastres au Crédit Foncier Franco Canadien, étant le capital dû et payable audit Crédit Foncier Franco Canadien, en vertu de deux actes de prêt passé entre celui-ci et ladite dame Eliza Sarah Tiffin Kœlle, le premier, au montant de neuf mille piastres, devant R. Leroux, notaire, le dix-neuf juin mil neuf cent huit, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, le jour suivant, sous le numéro 72282, et le second, au montant de trente mille piastres, devant N. Théoret, notaire, le vingt-sept janvier, mil neuf cent onze, et enregistré audit bureau d'enregistrement le jour suivant, sous le N° 80601, avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable aux époques et de la manière indiquées aux dits actes et le dit acquéreur assumera et paiera l'intérêt sur ledit capital à compter du premier jour de juin dernier, payable semi-annuellement le premier jour de juin et de décembre de chaque année.

2—La somme de quatre-vingt-cinq mille (\$85,000.00) piastres le ou avant le premier jour de juin mil neuf cent dix-neuf à Madame Eliza Sarah Tiffin, épouse de Herman Harvey Kœlle, étant la balance restant due à cette dernière en vertu des dispositions de l'acte de vente précité du dix-neuf février mil neuf cent treize avec intérêt, au taux de six pour cent par année, calculé à compter du premier jour de juin dernier et payable tous les trois mois le premier jour de septembre, et décembre, de mars et de juin de chaque année.

Comme garantie du paiement parfait et fidèle de ladite balance du prix de vente et de l'intérêt sur icelle, ladite propriété est, par les présentes hypothéquée en faveur dudit Crédit Foncier Franco Canadien et Mde Eliza Sarah Tiffin Kœlle par privilège de bailleur de fonds.

Et comme autre garantie, l'acquéreur par les présentes promet et s'oblige d'assurer et de tenir assurées contre la perte ou le dommage causés par l'incendie lesdites bâtisses érigées sur ledit terrain, pour un montant au moins équivalent à celui de l'assurance actuelle, dans une compagnie d'assurance approuvée par ledit Crédit Foncier Franco Canadien et Mde Kœlle, et de transporter les polices de cette assurance en premier lieu audit Crédit Foncier Franco Canadien suivant ses intérêts apparents et en deuxième lieu à ladite dame Kœlle.

En considération des stipulations ci-dessus, les vendeurs, par les présentes, transfèrent et cèdent à l'acquéreur et ses ayants-cause tous leurs droits, titres et intérêts dans la propriété susdite, consentant et acquiesçant à ce que ledit acquéreur en soit ainsi régulièrement et légalement mis en possession légale et saisine en vertu des présentes.

AINSI FAIT ET EXÉCUTÉ à Montréal, les jour et an ci-dessus inscrits, sous le numéro sept mille trois cent trente-neuf des minutes dudit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec ledit notaire, les présentes ayant été d'abord dûment lues suivant la loi.

(Signé) L.-A. TASCHEREAU,
ALPH. GAGNON.
C. ROSEMBERG,
NATHAN LANDE,
F. LEOPOLD,
LYON COHEN,
S. BERLIND,
C.-E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute déposée en mon étude.

(Signature du notaire)

C.-E. TASCHEREAU.

Copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 juin 1914, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 juin, 1914.

Concernant l'achat de la propriété désignée sous les lots Nos 116, 119 et partie de 120, quartier-est, cité de Montréal, No 783.

L'honorable Ministre des Travaux publics et du Travail dans un mémoire en date du 23 juin, (1914), recommande qu'il soit autorisé à signer le projet d'acte de vente ci-annexé par Samuel Berlind et autres en faveur de la Couronne préparé par Charles-Edmond Taschereau, Ecr., notaire public, de la propriété désignée sous les lots Nos 116 et 119 et partie de 120 des plans et livre de renvoi officiels du quartier-est dans la Cité de Montréal, et décrits dans le dit projet d'acte, et cela pour le prix de \$190,000.00 payable tel que spécifié au dit acte.

Certifié,

WM LEARMONTH,
Greffier Conseil Exécutif Int.

Ceci est une copie certifiée de l'arrêté de Son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil mentionné dans l'acte de vente et de transport ci-annexé, consenti par Messieurs Samuel Berlind et autres à Sa Majesté le Roi George V, et exécuté devant C.-E. Taschereau, notaire soussigné, ce vingt-neuvième jour de juillet mil neuf cent quatorze.

Signé) NATHAN LANDE,
F. LÉOPOLD,
LYON COHEN,
S. BERLIND,
L.-A. TASCHEREAU,
ALPH. GAGNON,
C. ROSEMBERG,
C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute déposée en mon étude.

(Signature du notaire) C.-E. TASCHEREAU, N.P.

LISTE DES LOCATAIRES

- Nap. Théoret, Notaire.* Le bail expire le 30 avril, 1915.—Loyer \$300.00, payable tous les trois mois.
- J.-Claude Tapley.* Le bail expire le 30 avril 1915.—Loyer \$144.00 payable mensuellement.
- Létourneaux, Fils & Cie.* Le bail expire le 30 avril 1918.—Loyer \$2,400 par année pour les années 1914-1915 et 1915-1916, et \$2,500, par année pour les années 1916-1917 et 1917-1918 payable par trois mois.
- J.-M. Marcotte.* Le bail expire le 30 avril 1916.—Loyer \$260 payable au mois.
- Gaston Vennat & Cie.* Le bail expire le 30 avril 1915.—Loyer \$800 payable au mois.
- Max. Grossman.* Le bail expire le 30 avril 1917.—Loyer \$480.00 payable au mois.
- H.-V.-H. Kælle.* Le loyer expire le 30 avril 1915.—Loyer pour 11 mois \$366.67 payable tous les trois mois.
- Royal Silver Plate Co.* Le bail expire le 30 avril 1917.—Loyer pour l'année 1914-1915 \$600.00; pour l'année 1915-1916 \$720.00 et pour l'année 1916-1917, \$900.00 payable au mois.
- John Mitchell.* Le bail expire le 30 avril 1916.—Loyer \$900.00 payable au mois.

L.-C. De Tonnancour Enreg. Le bail expire le 30 avril 1918. Loyer \$1,200. payable au mois.

Ceci est la liste des locataires mentionnés dans l'acte de vente et transport annexé aux présentes consenti par MM. Samuel Berlind & al à Sa Majesté le Roi George V, fait devant C.-E. Taschereau, notaire soussigné, ce vingt-neuvième jour de juillet mil neuf cent quatorze.

(*Signé*) L.-A. TASCHEREAU,
ALPH. GAGNON,
LYON COHEN,
C. ROSEMBERG,
NATHAN LANDE,
F. LÉOPOLD,
S. BERLIND,
C.-E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute restant déposée en mon étude.

(*Signature du notaire*) C.-E. TASCHEREAU,
Notaire public.

APPENDICE N° 2

Achat d'une propriété dans le Quartier Montcalm, Québec.

L'an mil neuf cent quinze, le troisième jour du mois d'avril.

Devant Charles-Edmond Taschereau, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec.

Ont comparu:—

Messieurs John Gabriel Hearn, gentilhomme, Joseph-Alphonse Collier, courtier en assurances et Oscar Roy, gentilhomme, tous trois de la cité de Québec, agissant aux présentes en leur qualité d'exécuteurs du testament de feu l'honorable John Hearn, en son vivant de la dite cité de Québec, marchand et membre de la Chambre des Communes du Canada, reçu devant E.-G. Meredith, notaire, le vingt-quatre avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze et enregistré le trente mai suivant au bureau d'enregistrement de Québec dans le Rég. B sous le N° 92116, Parties d'une part,

Ci-après nommés "les Vendeurs".

Et Sa Majesté le Roi George V, ici représenté par l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail dans le gouvernement de la province de Québec, et M. Alphonse Gagnon, secrétaire du département des Travaux publics et du Travail, dans le dit gouvernement de Québec, dûment autorisés, à l'effet des présentes, par un rapport du comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du trentième jour de janvier mil neuf cent quinze et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le premier jour de février, et dont copie dûment certifiée a été annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit Notaire, Partie d'autre part.

Ci-après nommée "l'Acquéreur".

Lesquelles parties ont fait entre elles les déclarations et conventions suivantes, savoir:—

Les vendeurs agissant en leur dite qualité, déclarent avoir vendu, cédé et transporté comme, par les présentes, ils cèdent, vendent et transportent, avec garantie contre tous troubles, évictions, hypothèques et autres empêchements quelconques, à l'acquéreur présent et acceptant tel que susdit, l'immeuble suivant, savoir:

DESCRIPTION

Un lot de terre, ou emplacement, connu sous le numéro quatre mille deux cent neuf (4209) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Montcalm, en la cité de Québec, sis à l'intersection des rues St-Augustin et Ste-Julie contenant quarante-deux pieds de front par soixante pieds et six pouces de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, et borné en front, au nord-ouest, par la rue Ste-Julie, au nord-est par le lot numéro quatre mille deux cent huit, au sud-est par un passage, et au sud-ouest par la rue St-Augustin, avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement et dont l'acquéreur se déclare content et satisfait.

TITRE

L'immeuble présentement vendu appartenait au dit feu Honorable John Hearn, pour l'avoir acquis du shérif de Québec, aux termes d'un acte de vente à lui consenti, le douze mai mil huit cent quatre-vingt-trois et enregistré à Québec, le quinze du même mois, sous le N° 67392.

Les vendeurs déclarent qu'ils ont été nommés exécuteurs du testament du dit feu Honorable John Hearn, savoir:—

Le dit John Gabriel Hearn, aux termes du testament précité du vingt-quatre avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze et enregistré à Québec, le trente mai de la même année sous le N° 92116; le dit Joseph Alphonse Collier, en vertu d'un acte à cet effet signé par MM. John-G. Hearn and John-Edmond Murphy, devant E.-G. Meredith, notaire, le vingt mai mil neuf cent un; le dit Oscar Roy, par acte à cet effet signé par les dits John-Gabriel Hearn et Joseph-Alphonse Collier, devant E.-G. Meredith, notaire, le vingt-trois novembre mil neuf cent quatorze.

POSSESSION

Pour par l'acquéreur, jouir, faire et disposer du dit immeuble en toute propriété avec possession à compter du premier avril mil neuf cent quinze.

CHARGES

Cette vente est faite à la charge par l'acquéreur de se soumettre aux conditions et obligations des quatre baux actuellement existant, affectant l'immeuble vendu et qui expirent le trentième jour d'avril mil neuf cent

seize, avec droit par l'acquéreur d'en retirer les loyers à compter du premier avril mil neuf cent quinze; desquels baux l'acquéreur déclare avoir pris communication et en être satisfait.

Cette vente est de plus faite à la charge par l'acquéreur de payer à compter de la même date des taxes et cotisations municipales et scolaires grevant le dit immeuble.

PRIX

Cette vente est enfin faite pour et en considération du prix ou somme de huit mille (\$8,000.00) piastres, que les vendeurs reconnaissent avoir reçues de l'acquéreur, lors de l'exécution des présentes, dont quittance.

En considération de ce que dessus, les vendeurs se dessaisissent, en faveur de l'acquéreur, de tous les droits, titres et intérêts qu'ils ont et peuvent avoir dans ce que dessus vendu, voulant et entendant que l'acquéreur en soit saisi et mis en possession légale au moyen des présentes.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro sept mille six cent trente-quatre des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec le dit Notaire, après lecture faite.

(Signé) L.-A. TASCHEREAU,
ALPH. GAGNON,
JOHN-G. HEARN,
JOS.-A. COLLIER,
OSCAR ROY,
C.-E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

(Signature du notaire) C.-E. TASCHEREAU, N.P.

Copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 30 janvier 1915 approuvé par l'administrateur le 1er février, 1915.

Concernant l'achat d'une propriété dans le quartier Montcalm, Québec.

L'honorable Ministre des Travaux publics et du Travail dans un mémoire en date du 30 janvier, (1915) recommande qu'il soit autorisé à

signer le projet d'acte de vente en faveur de la Couronne par MM. John-Gabriel Hearn, Joseph-Alphonse Collier, courtier en assurances et Oscar Roy, tous trois de la cité de Québec, agissant aux présentes en leur qualité d'exécuteurs du testament de feu l'honorable John Hearn, préparé par M. Charles-Edmond Taschereau, notaire public, de la propriété désignée sous le N° 4209 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Montcalm, en la cité de Québec, sise à l'intersection des rues St-Augustin et Ste-Julie et décrite dans le dit projet d'acte, et cela pour le prix de \$8,000.00 payable tel que spécifié au dit projet d'acte.

Certifié.

(Signé) A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

Québec, 3 avril, 1915.

(Signé) L.-A. TASCHEREAU,

ALPH. GAGNON,

JOHN-G. HEARN,

JOS.-A. COLLIER,

OSCAR ROY,

C.-E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

(Signé) C.-E. TASCHEREAU,

Notaire public.

APPENDICE N° 3

Acte de cession par le gouvernement d'une nouvelle parcelle de terrain formant partie du domaine de Spencer Wood, aux commissaires du chemin de fer Transcontinental.

L'an mil neuf cent quinze, le vingt-neuvième jour du mois de mars.

Devant Charles-Jules Baillargeon, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec.

Ont comparu:—

Sa Majesté le Roi George V, représenté par le Gouvernement de la province de Québec, lui-même ici représenté par l'honorable L.-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, et par M. Alphonse Gagnon, secrétaire du dit ministère, dûment autorisés par un arrêté ministériel, en date du 6 février 1915, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 12 février 1915, dont copie est annexée à la minute des présentes.

Et les Commissaires du chemin de fer Transcontinental, corps politique dûment incorporé, ayant son bureau chef en la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, ici représenté par l'honorable Frank Cochrane, son président, dûment autorisé à l'effet des présentes, et lui-même agissant par son procureur, monsieur William Price, négociant, de Québec, qui agit suivant procuration exécutée à Ottawa le onze août 1914, et déposée parmi les minutes du notaire H.-O. Roy le vingt-quatre août, sous le numéro 6936, partie d'autre part, ci-après nommés les acquéreurs.

Lesquelles parties ont fait, par les présentes, les déclarations et conventions suivantes, savoir:

Le vendeur déclare avoir cédé, vendu et transporté, comme par les présentes, il cède vend et transporte avec garantie contre tous troubles, évictions, hypothèques, douaires et autres empêchements quelconques, aux acquéreurs, présents et acceptant comme susdit, l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau ou une lisière de terrain étant les lots Cons. Nos 91, 92, 93 et 94 du chemin de fer Transcontinental et constituant toute l'étendue des lots deux cent trente-trois et deux cent trente-quatre (233 et 234) et partie du lot numéro deux cent sept (207) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomban de Sillery; contenant en superficie dix mille cinq cent vingt-cinq pieds (10525) et plus particulièrement décrit comme suit:—

A partir du point d'intersection de la ligne de division entre les lots Nos (234 et 235) deux cent trente-quatre et deux cent trente-cinq, avec le côté nord de l'ancien chemin public avant qu'il fut détourné, en allant dans une direction nord le long de ladite ligne de division jusqu'au sommet de la falaise telle qu'elle existe actuellement après la coupe faite par le chemin de fer Transcontinental pour détourner le chemin public; delà en suivant le bord de ladite coupe actuelle jusqu'à son intersection avec la ligne nord du lot N° deux cent trente-et-un, (231); delà, suivant la dite ligne nord du lot N° deux cent trente-un (231) dans une direction sud en descendant jusqu'au lot N° deux cent trente-trois (233); de là suivant le côté nord-est dudit lot N° deux cent trente-trois (233) en descendant jusqu'à son intersection avec le côté nord de l'ancien chemin public avant qu'il fût détourné; delà en suivant le dit côté nord de l'ancien chemin public au point de départ.

Borné au nord-est par le lot N° deux cent trente-un (231), au sud-est par l'ancien chemin public, au sud-ouest par le lot N° deux cent trente-cinq, et au nord-ouest par le reste du lot N° deux cent sept. Comme il est indiqué sur le plan ci-annexé.

Tel que le tout est actuellement et dont les acquéreurs se déclarent contents et satisfaits disant le bien connaître.

Pour par les acquéreurs jouir, faire et disposer de ce que dessus vendu comme à eux appartenant à compter de ce jour, à la charge de payer pour l'avenir toutes taxes et cotisations grevant le dit lot, garanti libre de tous arrérages jusqu'à ce jour.

L'immeuble présentement vendu appartenait au vendeur pour l'avoir acquis suivant acte de vente par monsieur Godfroi Georges Turcot, le 1er décembre mil neuf cent trois, devant Jos. Allaire, N.P. et enregistré à Québec le 1er septembre mil neuf cent quatre sous N° 114583.

La présente vente est enfin faite pour et en considération du prix et somme de six cents piastres (\$600.00), que le vendeur déclare avoir reçue des acquéreurs, lors de l'exécution des présentes, dont quittance.

Et en considération de ce que dessus le vendeur renonce envers l'acquéreur à toutes réclamations qu'ils et leurs représentants légaux pourraient avoir sur le dit terrain et décharge de plus les acquéreurs de toutes demandes et réclamations pour dépréciation ou provenant de l'expropriation et de la prise de possession du dit terrain par les acquéreurs, ou encore provenant de la construction, de l'entretien et de la mise en opération sur le dit terrain de la ligne du chemin de fer National Transcontinental.

Et en considération de ce que dessus le vendeur cède et transporte aux acquéreurs tous les droits, titres, intérêts, propriété et possession qu'il

peut avoir sur ce que dessus vendu, voulant en attendant que les dits acquéreurs en soient saisis et mis en possession légale au moyen des présentes.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour, mois et an susdits, sous le numéro notarié mille vingt-trois.

En FOI DE QUOI, les comparants ont signé avec moi Notaire, lecture faite.

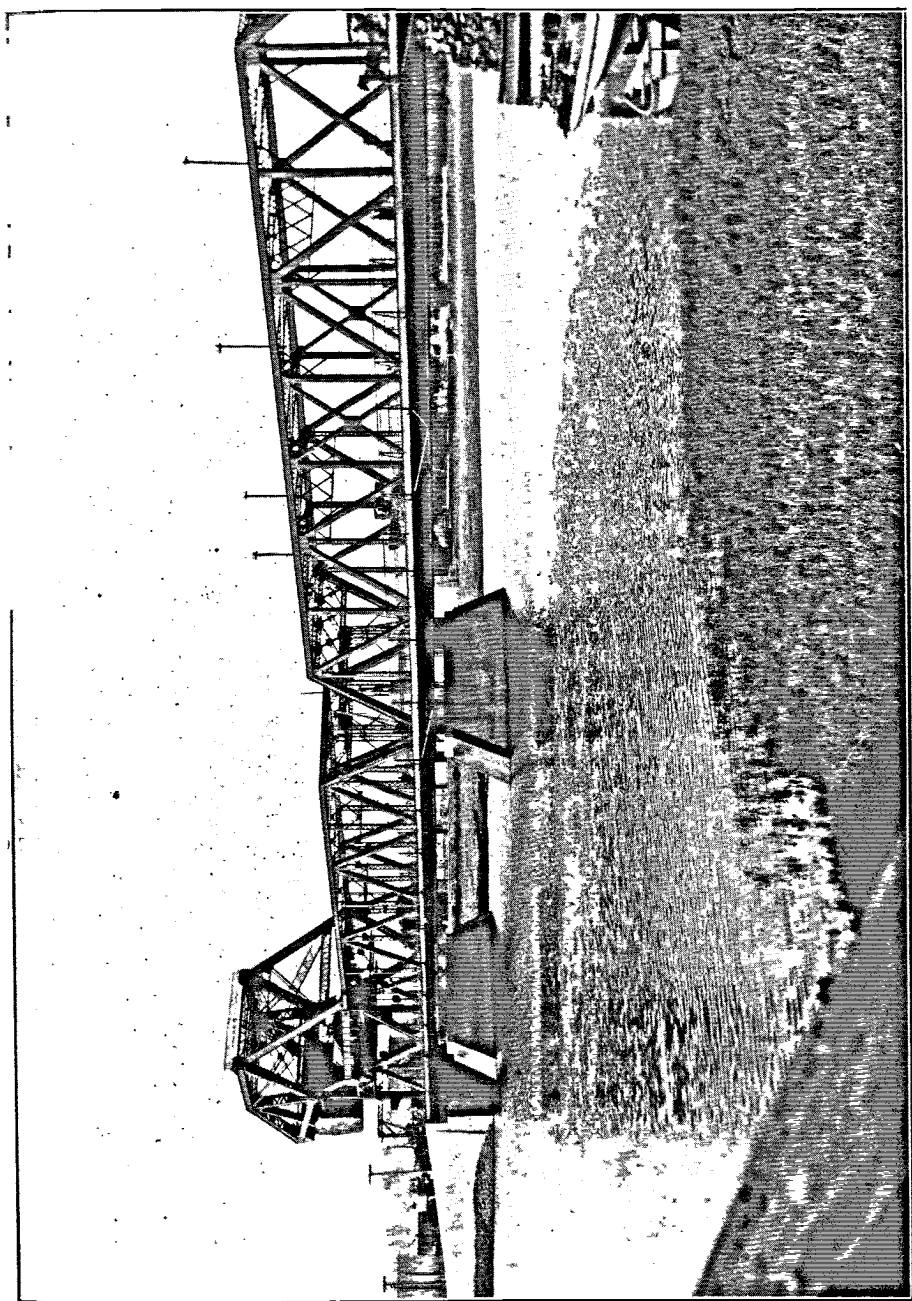
(Signé) L.-A. TASCHEREAU,
ALPH. GAGNON,
W. PRICE,
CHS.-J. BAILLARGEON, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée à mon étude.

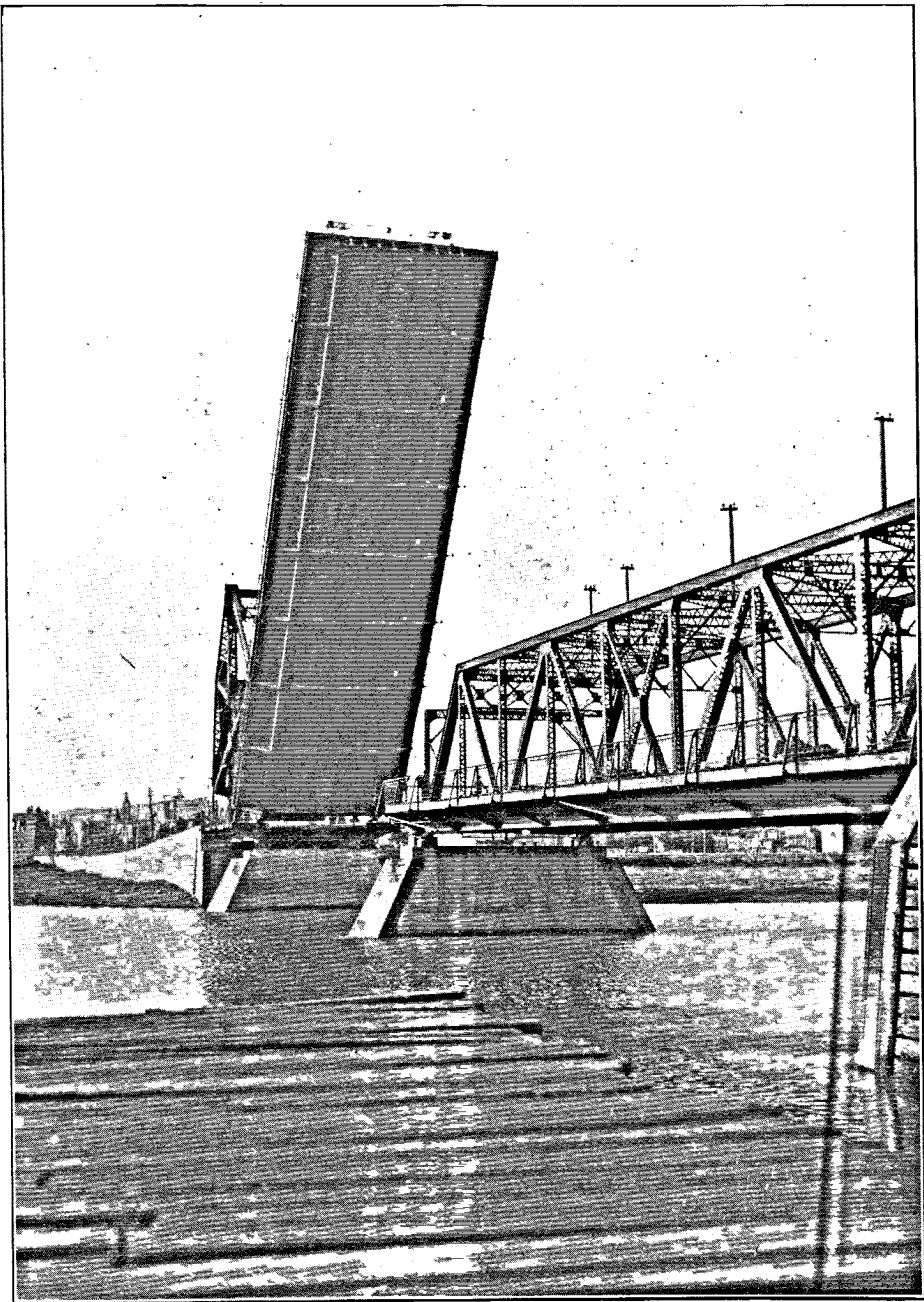
(Signature du notaire) CHS.-J. BAILLARGEON,
Notaire public.

TABLE DES MATIÈRES

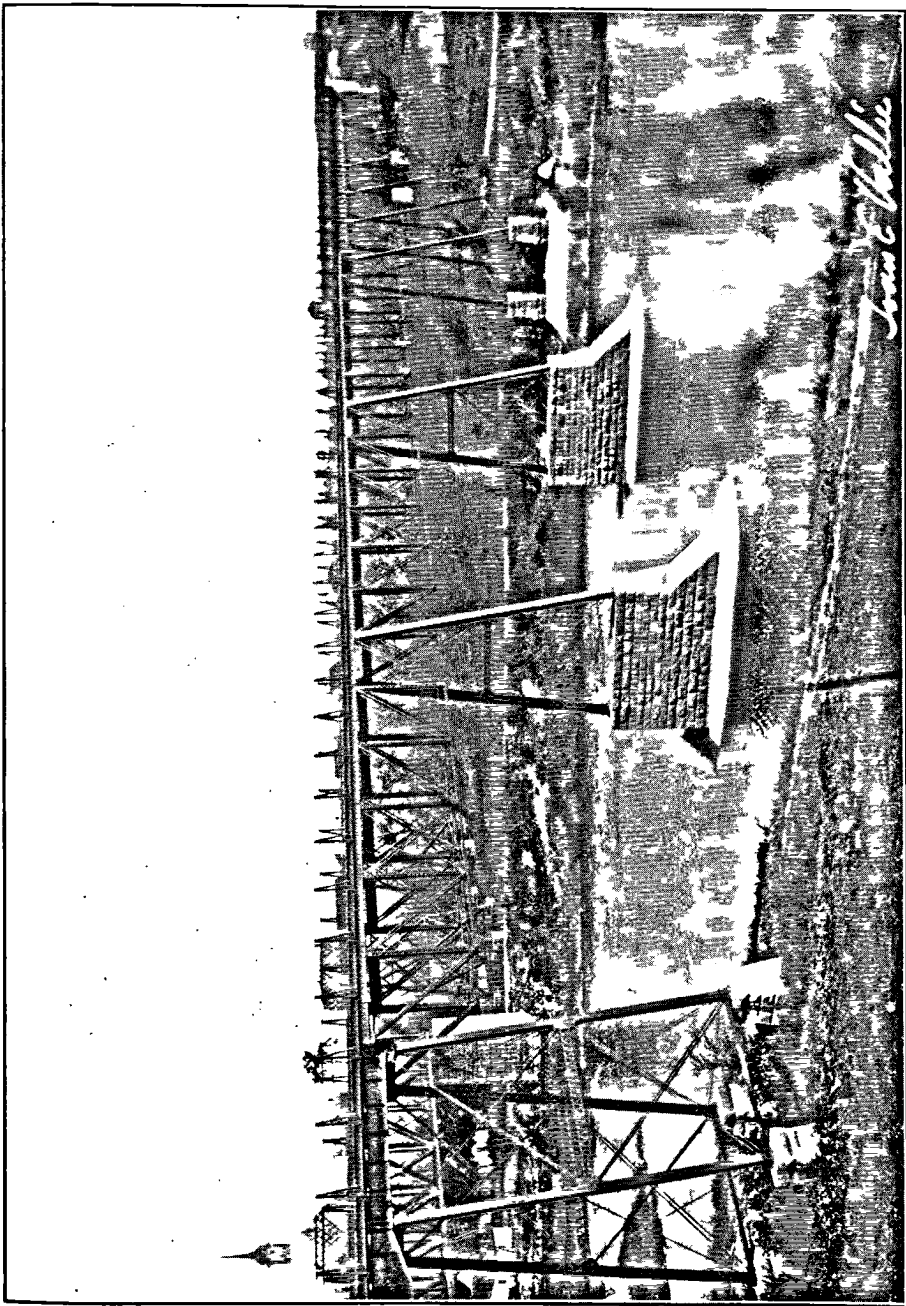
	Pages
Lettre du ministre des Travaux publics et du Travail à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur	III
I— <i>Edifices publics</i> —Rapport de l'ingénieur-directeur des travaux publics	1
II— <i>Recettes et dépenses</i> —Rapport du comptable du département . . .	17
III— <i>Assurances</i> du gouvernement contre les incendies. Divisions de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke	20
IV— <i>Chemins de fer</i> —Rapport de l'ingénieur-directeur des chemins de fer	24
V— <i>Inspection des établissements industriels et des édifices publics</i> — <i>Organisation</i>	60
Rapport de M. Guyon	61
Rapport de M. Monday	82
Rapport de M. Deslauriers	84
Rapport de M. Louis-O. Guyon	86
Rapport de Madame King	88
Rapport de Mlle Clémentine Clément	91
Rapport de M. P.-J. Jobin	92
Rapport de M. Sam Desrochers	96
Rapport de Madame A.-D. Lemieux	97
Rapport de M. Gooley	99
Rapport de M. Robert	104
Rapport de M. L.-E. Régnier	114
VI— <i>Bureaux de placement provinciaux</i>	116
VII— <i>Les différends industriels</i> —Rapport du greffier des Conseils de conciliation et d'arbitrage	140
VIII— <i>Construction des ponts métalliques</i>	143
IX— <i>Abolition des chemins à barrières et des ponts de péages</i>	153
X— <i>Incendies</i> —Rapport du Commissaire	156
XI— <i>Inspection des hôtels</i>	
Rapport de M. S.-O. Riverin	160
Rapport de M. W.-C. Murray	161
XII— <i>Examineurs des ingénieurs-stationnaires</i> —Rapport de M. Ls Guyon	164
Appendice N° 1—Achat de la propriété désignée sous les lots No 116, 119 et partie de 120, quartier est, cité de Montréal	169
Appendice N° 2—Achat d'une propriété dans le quartier Montcalm, Québec	176
Appendice N° 3—Acte de cession par le gouvernement d'une nouvelle parcelle de terrain formant partie de Spencer-Wood, aux commissaires du chemin de fer Transcontinental	180



Pont Dorchester sur la Rivière St-Charles, Cité de Québec
3 travées, une de 40 pds, travée du contre-poids
" de 148 pds 9 pes " bascule
" de 184 pds " fixe

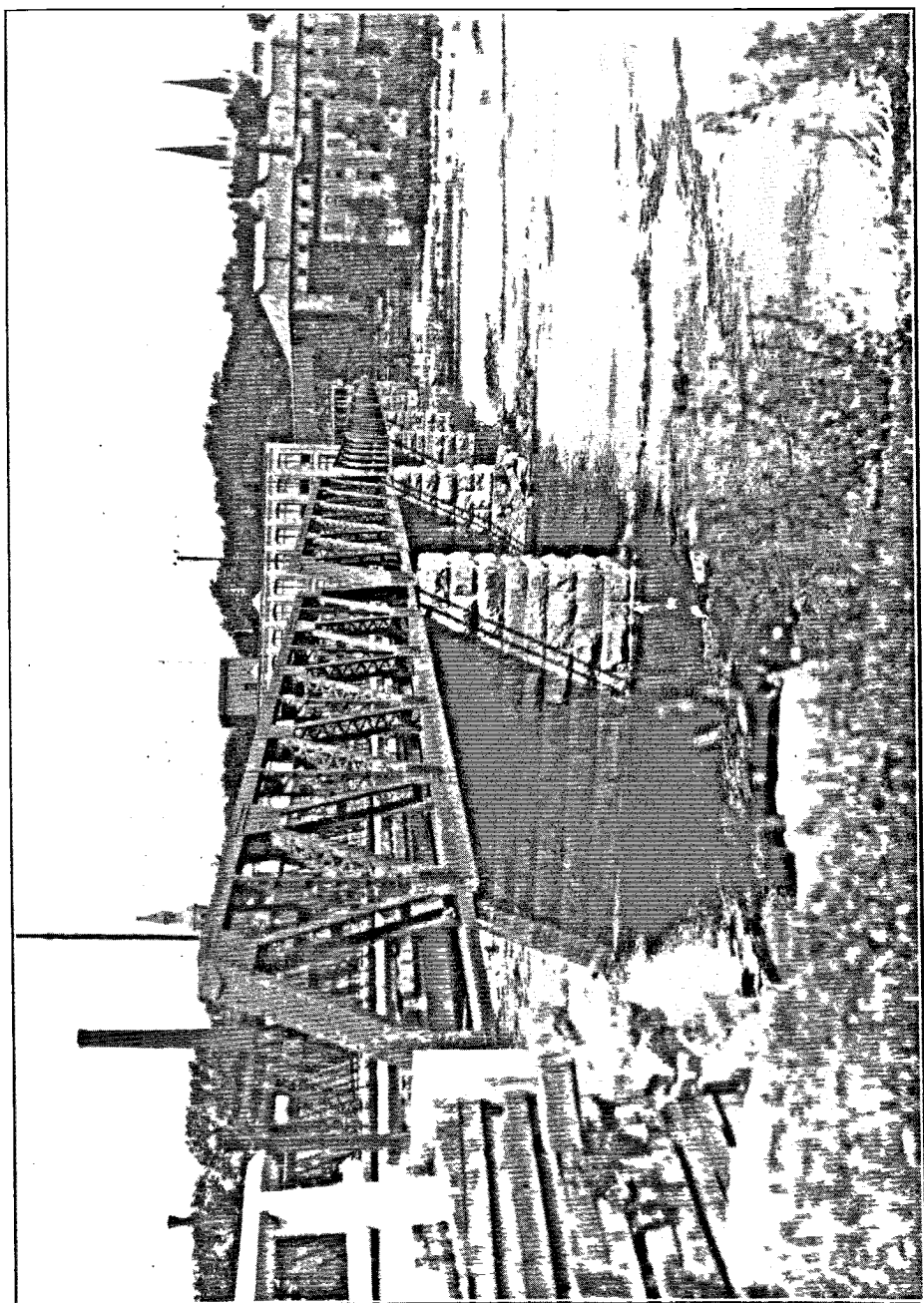


Pont Dorchester sur la Rivière St-Charles, Cité de Québec. (Ouvert à la navigation)

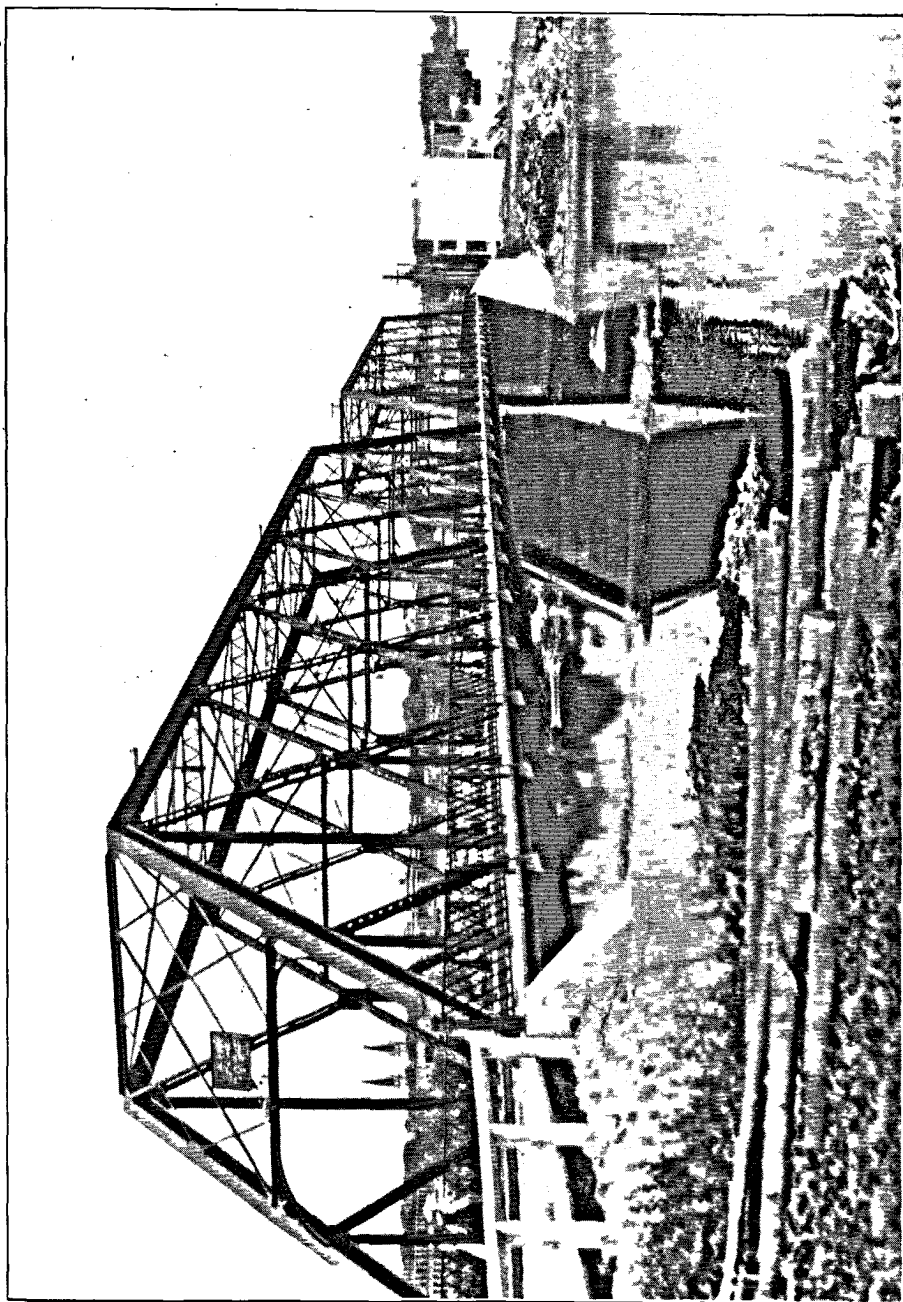


Ancien pont du chemin de fer Intercolonial, sur la rivière Nicolet à St-Léonard d'Aston, comté Nicolet, réparé et converti en pont de route.

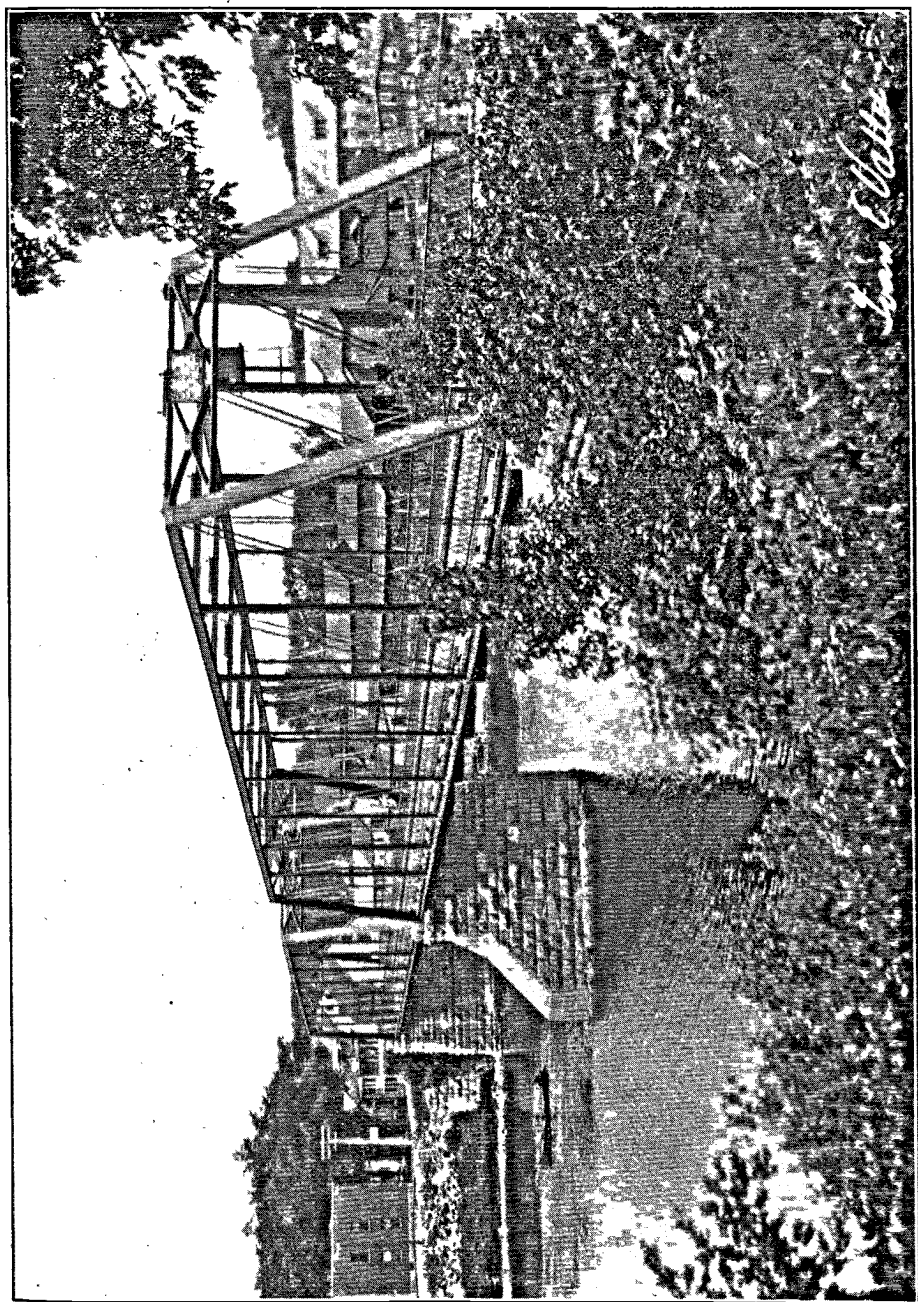
(Longueur totale 725 pieds, 15 travées, dont dix de 30 pieds, une de 60 pieds et trois de 110 pieds).



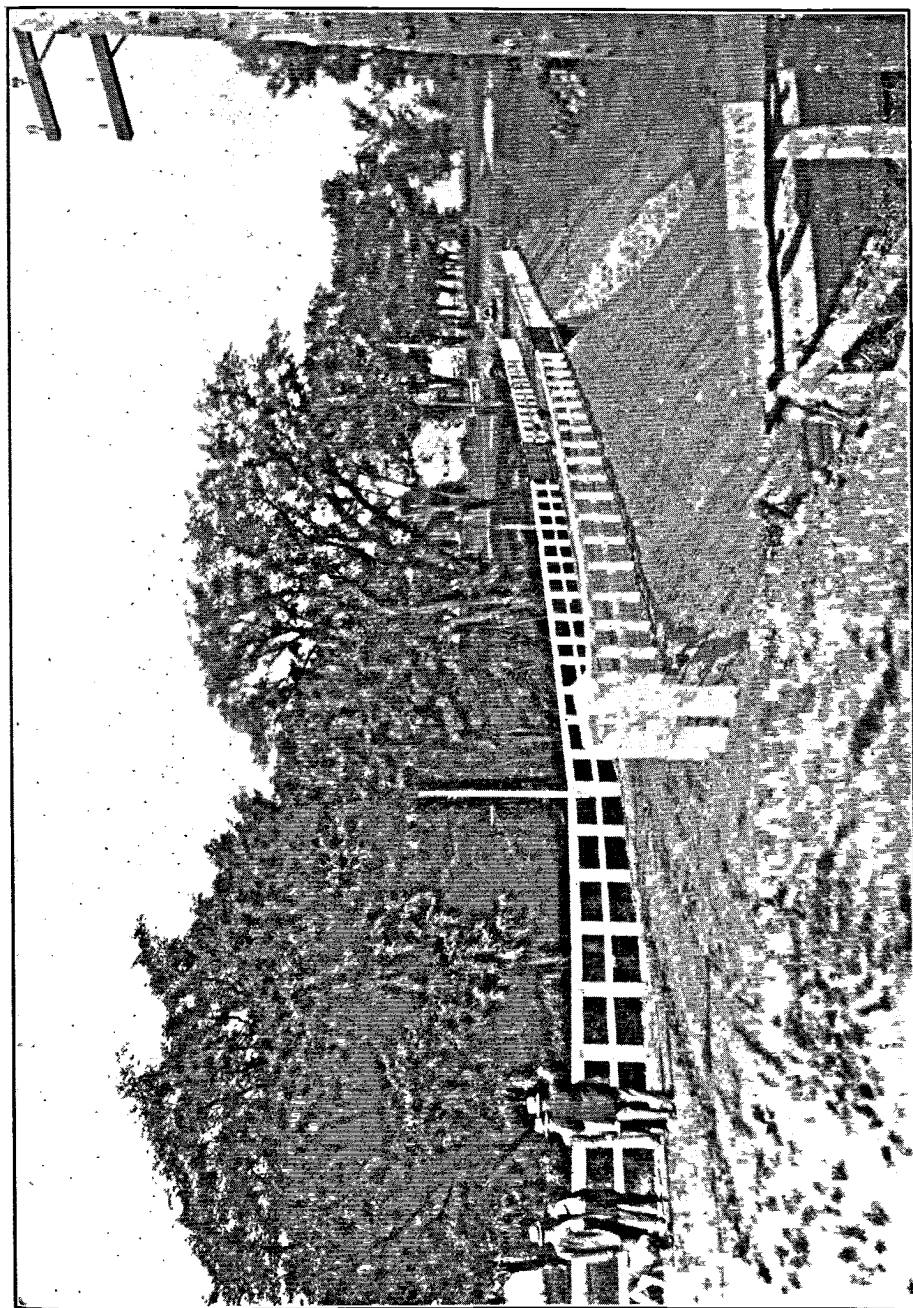
Pont Barsalou sur la rivière Yamaska à St-Hyacinthe. (2 travées modernes de 81 pieds et 91 pieds 6 pouces)
Ce pont avait une longueur de 626 pieds, comprenant 6 travées métalliques et 2 en bois; ces dernières ont été remplacées
par celles décrites ci-dessus.



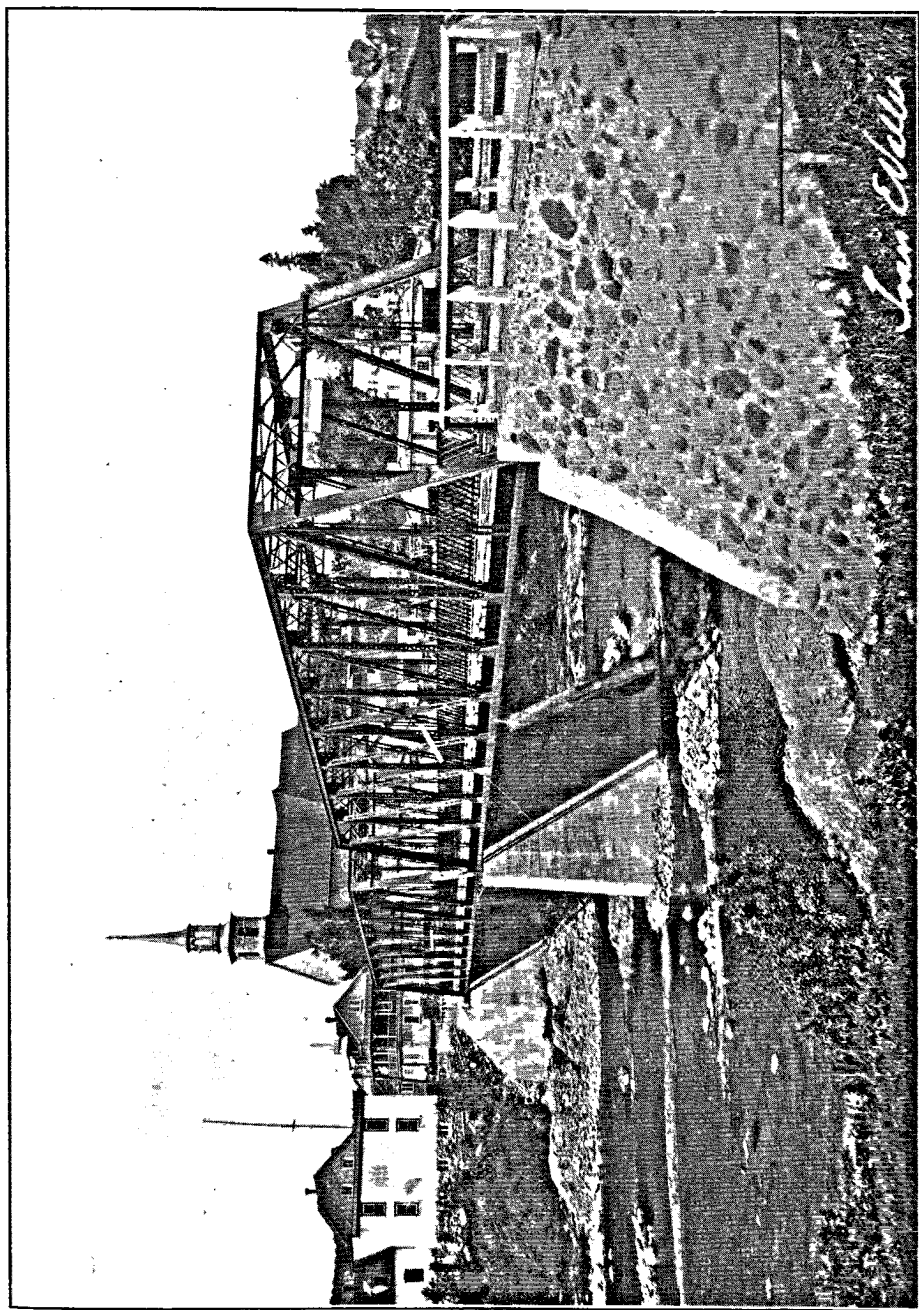
Nouveau pont sur la rivière Yamaska à St-Hyacinthe, remplaçant l'ancien pont en bois connu sous le nom de Pont Morrison
(2 travées libres de 210 pieds chacune)



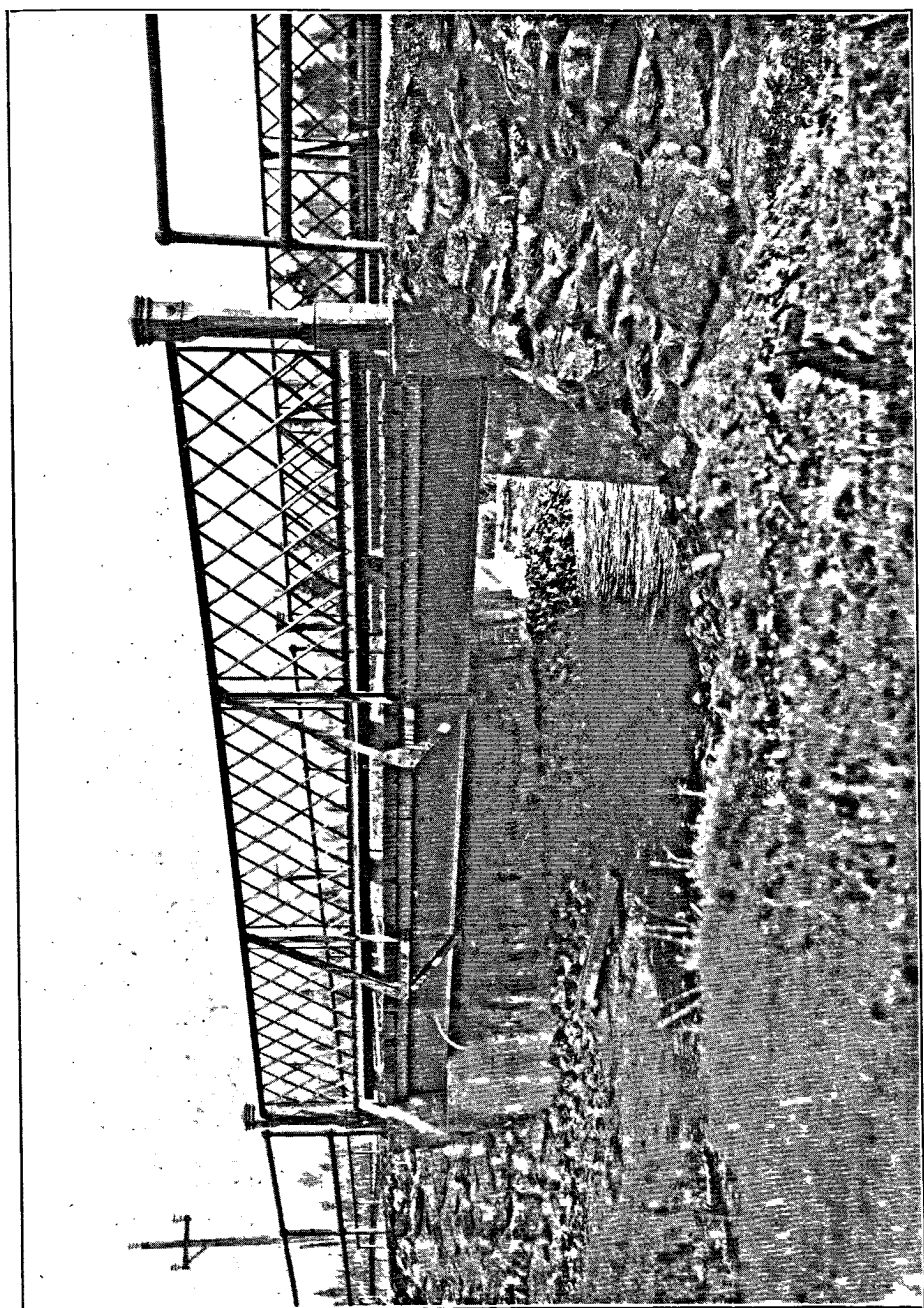
Pont dit de la Société, sur la Rivière Yamaska à St-Hyacinthe (Autrefois pont de péage, maintenant libre, 2 travées libres de 175 pieds chacune. Superstructure a été réparée).



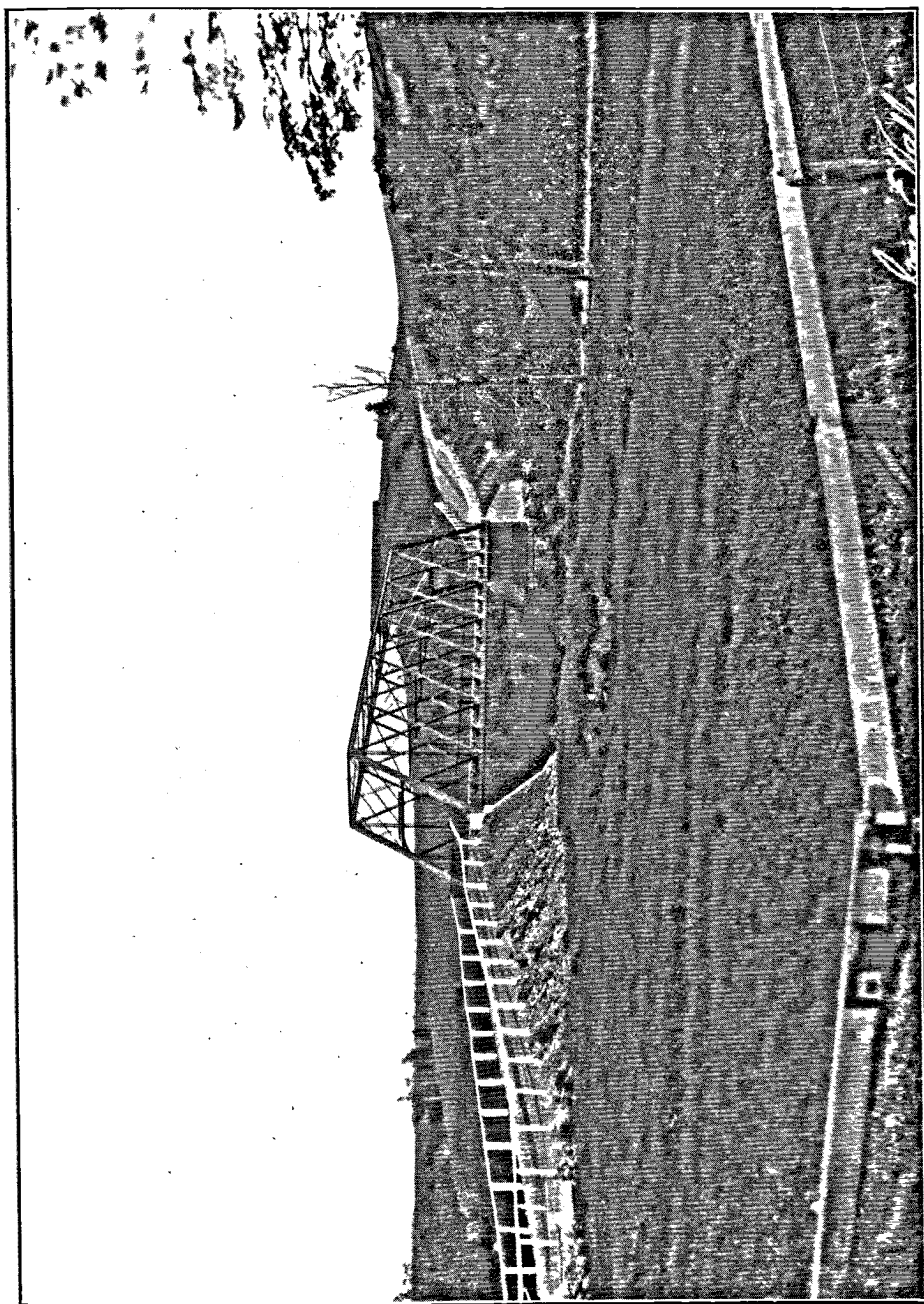
Pont sur le ruisseau Perreault à St-Hyacinthe le Confesseur, comté St-Hyacinthe
(1 travée libre de 20 pieds)
(Le plancher de ce pont est à 28 pieds au-dessus du lit du ruisseau)



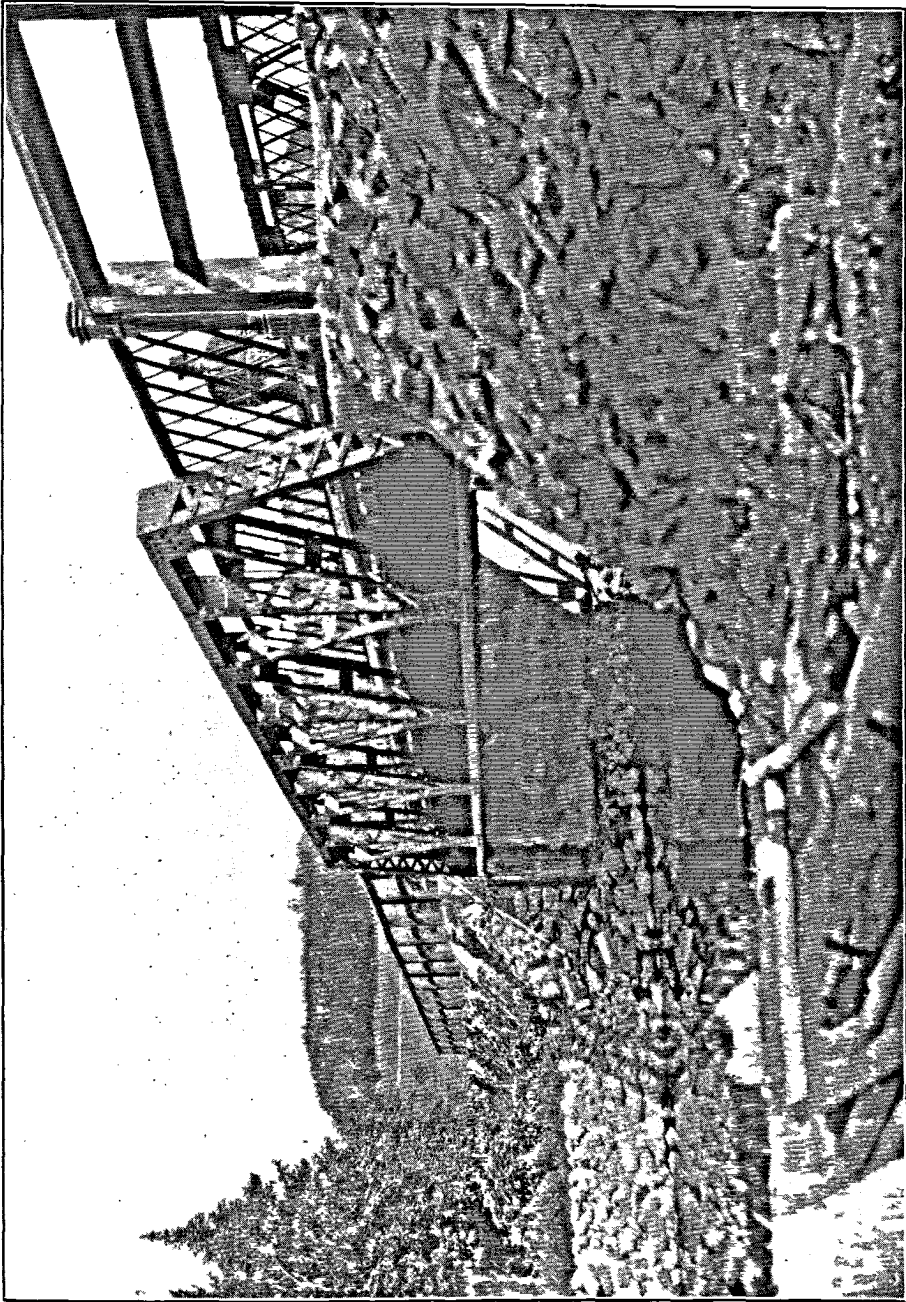
Pont sur la rivière Etchemin à Ste-Claire, comté Dorchester. (2 travées libres de 140 pieds chacune).



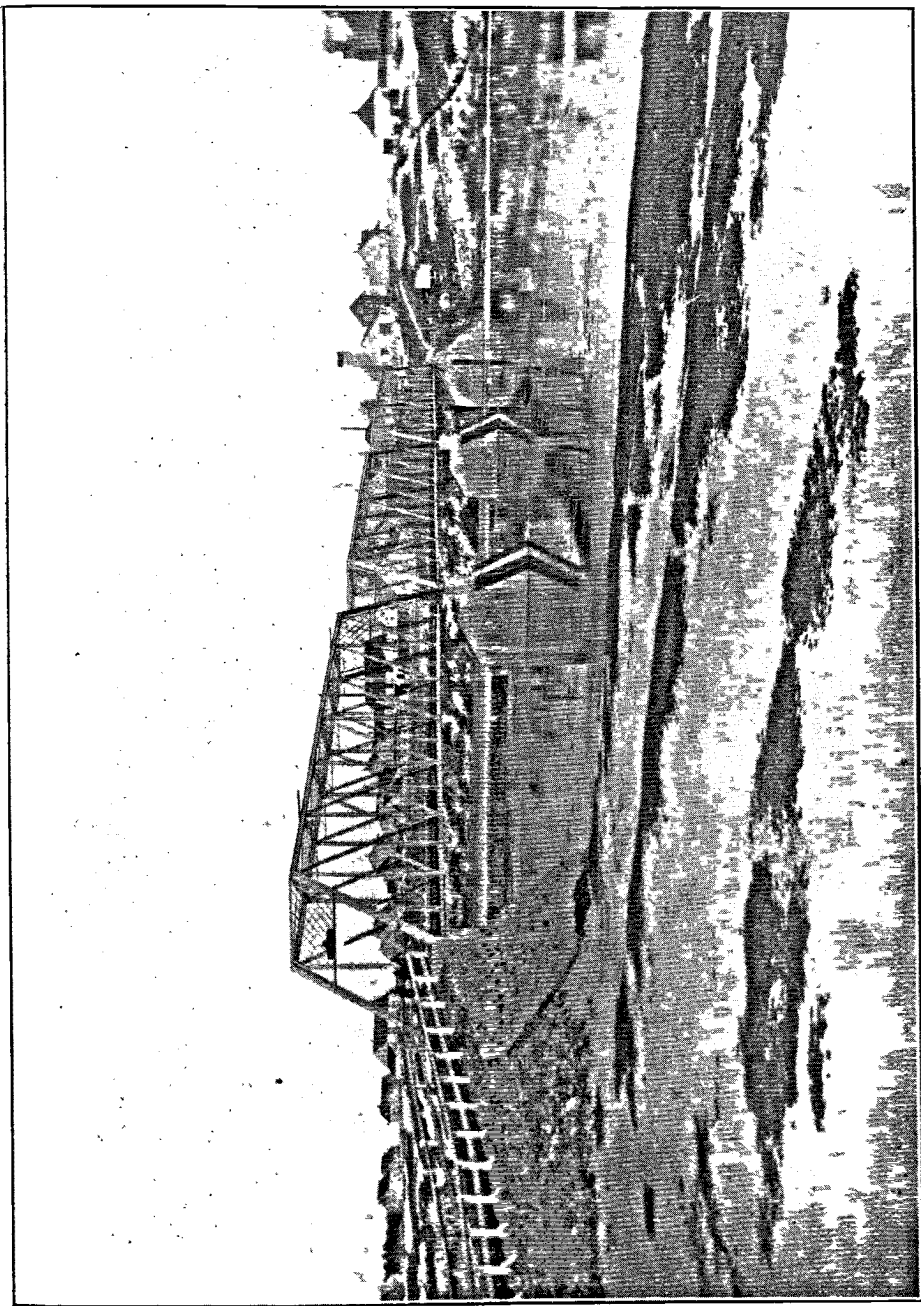
Pont sur le Ruisseau St-Laurent, à St-Antoine de Pontbriand, comté Mégantic
(1 travée libre de 25 pieds)



Pont sur la rivière Etchemin près de la gare du chemin de fer Québec Central à St-Anselme, comté Dorchester.
(1 travée libre de 210 picds)



Pont sur la rivière Mékinac du Nord à St-Tite, comté de Champlain. (1 travée libre de 50 pieds)



Pont sur la rivière Chaudière à St-Lambert, comté Lévis. (3 travées libres de 195 pieds chacune)



Pont biais, en béton armé, sur ruisseau Belœil à Belœil, comté Verchères.
(1 travée libre de 25 pieds)



Pont sur la rivière Tomifobia entre Rock Island, Co. Stanstead & Derby Line,
Vermont, E. U.

(1 travée libre de 144 pieds par 32 pieds de largeur, plancher en béton)